

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

## LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1<sup>o</sup> *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2<sup>o</sup> *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3<sup>o</sup> *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

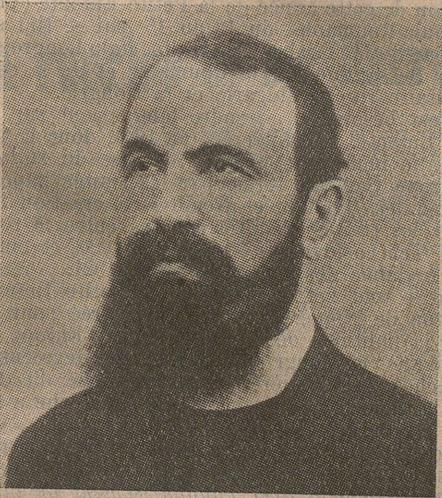
4<sup>o</sup> *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5<sup>o</sup> *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Margueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin (France); Bedri Péyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak (Albanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Pensonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Dentsch, Dr. Joseph Radlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Lădăslău Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Générois: Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chefik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

### Fan S. Noli



Fan S. Noli est né en 1882 à Ebrik-Tépé. Emigré en Amérique depuis sa jeunesse, il a fait ses études à l'Université de Harvard (Bachelor of Arts).

Ayant embrassé la carrière ecclésiastique, il a été prêtre orthodoxe en 1908, archimandrite mitré en 1918, évêque métropolitain de Durazzo en 1923. Fondateur de l'Eglise Albanaise Autocephale. Traducteur de livres liturgiques en albanais. Il s'est bien vite engagé dans la lutte pour l'indépendance albanaise (1902), et s'est placé à la tête du mouvement national albanais en Amérique depuis 1906. Député au Parlement Albanais de 1920 à 1924; premier délégué de l'Albanie auprès de la Société des Nations de 1920 à 1921; ministre des affaires étrangères en 1922; président du conseil en 1924. Son gouvernement a été renversé par l'invasion organisée par la Yougoslavie sous les auspices de l'impérialisme anglais et

italien, et il a été condamné à mort par le gouvernement d'Ahmed Zogou en 1925.

Fan Noli est aussi un des écrivains et savants les plus en vue de l'Albanie et des Balkans. Citons parmi ses ouvrages : l'« Histoire du héros national albanais Skanderbeg »; ses traductions : de Shakespeare : « Hamlet », « Jules César », « Macbeth », « Othello »; d'Ibsen : « Un ennemi du peuple », « La Châtelaine d'Oesterrad »; une paraphrase libre des « Rubajyât » d'Omar Khayam; etc.

Mussolini a déclaré dans un de ses discours qu'il n'y a pas de place pour les petits Etats qui doivent disparaître. Il a commencé par l'Albanie qu'il a mise sous son protectorat et qu'il est en train de transformer en une colonie italienne. Inutile d'ajouter qu'il ne s'arrêtera pas à Tirana. L'Albanie n'est que la première étape de la pénétration italienne; la Yougoslavie en sera la seconde. Il l'a déjà isolée par des traités conclus avec les Etats voisins et il n'attend que l'occasion pour l'étrangler. Fort de l'appui de l'Angleterre impérialiste, il n'hésitera pas à poursuivre son programme pour établir son hégémonie sur les Balkans et pour en englober les peuples dans son Empire Romain ressuscité.

La réponse des peuples balkaniques menacés devrait être logiquement un front unique, une Fédération de peuples libres et égaux. C'est cette Fédération seule qui pourrait faire face à l'invasion étrangère. Avec sa population d'à peu près quarante millions, elle serait à même de se faire respecter à l'extérieur, et d'établir une paix durable dans notre malheureuse péninsule. Mais une telle solution, bien qu'elle soit la seule qui puisse nous guider vers un avenir de sécurité et de prospérité, n'a aucune chance d'être réalisée par les gouvernements balkaniques actuels, ceux-ci n'étant que des oligarchies exploitatrices inféodées à l'impérialisme occidental. Au contraire, leur politique ne nous conduira qu'à de nouvelles catastrophes, pires que celles du passé. Les cliques dominantes des pays balkaniques, qui se ressemblent plus ou moins, n'ont rien appris et rien oublié. Leur systèmes et leur méthodes sont les mêmes. Elles s'emparent du pouvoir *manu militari*, elles s'y maintiennent par le terrorisme le plus barbare, elles suppriment toute opposition, elles exterminent les minorités ethniques, elles pillent les fonds publics pour leur propre compte, elles exploitent leurs peuples pour le compte du capital étranger, elles les poussent à s'entremassacrer pour le compte de leurs patrons impérialistes. L'histoire n'a jamais connu des tyrans et des exploités plus ignobles que ceux qui martyrisent

actuellement les différents pays balkaniques. La situation créée et perpétuée par eux est si désespérée que les malheureuses populations qui subissent leur tyrannie sont toutes d'accord sur un point : que le régime absolutisme d'Abdul Hamid était un paradis, en comparaison avec l'enfer actuel.

Pour remédier à cette situation, il faut commencer par substituer à ces cliques balkaniques dominantes des gouvernements qui représenteront véritablement les paysans et les ouvriers des Balkans. Cette tâche n'est pas aussi difficile qu'elle apparaît au premier abord. Les dirigeants balkaniques et leur patrons impérialistes sont déjà discrédités aux yeux des populations balkaniques à la suite des désastres provoqués par eux. Ils le seront beaucoup plus encore dans l'avenir à cause de l'invasion impérialiste italienne, dont ils ont

préparé le terrain eux-mêmes par leurs intrigues criminelles. Il s'agit seulement d'éclairer et d'organiser les masses paysannes et ouvrières balkaniques, dont les intérêts vis-à-vis de leurs exploités indigènes et étrangers sont identiques. Nous y réussirons en coordonnant les campagnes libératrices des différentes organisations balkaniques et en nous appuyant sur les organisations internationales des ouvriers, sur les peuples déjà libérés de l'impérialisme, et sur les partisans des idées avancées du monde civilisé. La Fédération Balkanique n'est pas une utopie. Elle sera une réalité dans un proche avenir.

Genève, le 1<sup>er</sup> mai 1927.

Fan S. Noli

## La réunion de la Petite Entente et la crise balkanique

La réunion de la Petite Entente qui s'est tenue à Joachimov, en Bohême, les 13 mai et jours suivants, avait par avance mérité l'attention générale. Rien ne s'expliquait mieux. Les esprits avertis, ceux qui suivent de près les événements, avaient de nombreux motifs de se demander si la Petite Entente subsistait.

L'heure des combinaisons diplomatiques n'est pas encore passée. Les Etats qui ont bénéficié des traités de 1919 et de 1920, et qui redoutent un retour offensif des puissances contre lesquelles ils ont été dirigés, ont naturellement une tendance à se liguier contre eux. La Petite Entente est une confédération de cette sorte qui intéresse à la fois la région Balkanique, la région Danubienne, et l'Europe Centrale. On ne saurait dire à aucun égard qu'elle soit extérieure à la zone du Continent, dont nous avons coutume de parler ici, puisque la Yougoslavie en est un des piliers.

Cette coalition comprend la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. La première est étroite entre l'Allemagne et la Hongrie, et par suite appréhende autant un rattachement de l'Autriche au Reich qu'une restauration monarchique à Budapest. La seconde, située entre la Hongrie et la Russie, craint à la fois pour la Transylvanie et pour la Bessarabie. La troisième, à l'origine, surveillait la Hongrie et la Bulgarie, tandis qu'aujourd'hui c'est surtout vers l'Italie qu'elle regarde. Du jour où le conflit Italo-Sudslave s'est affirmée en toute son ampleur, une situation nouvelle s'est produite dans les Balkans, et plus spécialement pour le cabinet de Belgrade.

Si la question évoquée plus haut : celle de la stabilité de la Petite Entente, a surgi après que cette combinaison vivait depuis des années en groupant quelque 40 millions d'hommes, c'est que les ambitions du fascisme italien l'ont brutalement imposée à notre examen.

Non seulement Mussolini prenait position comminatoire vis-à-vis de la Yougoslavie en dénonçant le militarisme serbe, mais encore il s'attachait à l'isoler. Si le parti militaire serbe est en effet insatiable, le fascisme offre un péril permanent pour la paix et c'est sur les Balkans qu'il a jeté son dévolu. Comment les Balkans, divisés en plusieurs Etats qui s'envient les uns les autres, n'auraient-ils pas au surplus tenté encore une fois les impérialismes ? On a donc vu le *duce* renouveler les manœuvres qui étaient jadis coutumières aux Habsbourg et chercher à encercler le royaume Serbo-Croato-Slovène. Son premier geste devait être de rompre les liens entre Bucarest et Belgrade, et il semblait y être parvenu en payant une neutralité éventuelle du général Averesco de l'incorporation reconnue de la Bessarabie au territoire roumain : depuis de longues années, il faisait attendre cette consécration.

La Roumanie étant désormais l'alliée de l'Italie, la Yougoslavie, l'adversaire de l'Italie, pourrait-elle rester l'associée de la Roumanie ? Problème grave. La conférence de Joachimov devait en former la solution.

Les trois ministres qui se sont réunis le 13 mai en Bohême ont tendu à accréditer la conviction qu'il n'y avait rien de changé. M. Benès, M. Mitlineu, M. Marinkovitch se sont crus obligés de proclamer que la Petite Entente restait intacte et que ses ministres, le cas échéant, exécuteraient en toute loyauté leurs engagements. La *Prager Presse*, l'organe de langue allemande du cabinet tchécoslovaque, a développé ce thème avec un certain lyrisme. En somme, toutes les rumeurs qui avaient couru seraient fausses, et les traités qui étaient à la base de la combinaison subsisteraient dans toutes leurs parties.

Le *Popolo d'Italia*, l'organe le plus officiel du fascisme, puisqu'il est dirigé par le propre frère de Mussolini, a émis quelque suspicion sur l'attitude de la Roumanie. Il se demande si ce pays est vraiment résolu à se comporter envers l'Italie comme l'Italie le souhaiterait. Au fond, le *Popolo*, par le ton même qu'il adopte, nous révèle que la Roumanie — comme l'Albanie, mais à un moindre degré que l'Albanie — a aliéné son indépendance au profit du cabinet de Rome.

On n'en pouvait douter. Le cabinet de Bucarest, sans enfreindre la lettre du traité de la Petite Entente, a promis au *duce*, en certaines éventualités, de prendre certaines attitudes. La Petite Entente, répétons-le, vise l'Allemagne, la Hongrie, la Bulgarie. Elle ne vise ni la Russie, ni l'Italie. Il a été convenu à Joachimov que chacune des puissances confédérées se conduirait à l'endroit des Soviets selon ses propres préférences. D'après toute prévision, la même convention a été admise en ce qui touche l'Italie. Traduisons en langage plus clair : au cas de guerre entre l'Italie et la Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Roumanie pourront fermer les yeux et se dispenser d'intervenir.

La conférence de mai offre donc une singulière importance pour le développement des choses des Balkans. On a beau assurer que la Petite Entente est solide. Elle ne protégera pas le royaume des S. C. S. contre le gouvernement fasciste, s'il plaît à celui-ci d'attaquer ; elle ne retiendra pas les cercles militaires de Belgrade s'ils se jettent dans une aventure sanglante.

La rencontre de Joachimov ne hâtera pas l'échéance d'une rupture Italo-Sudslave, non plus qu'elle ne la retardera. Le *duce* savait déjà que la Yougoslavie serait livrée à elle-même — au moins par les autres Etats de l'Europe du Sud-Est. C'est pour cette raison qu'il a publié un *addendum* au traité de Tirana, *addendum* aussi irritant pour Belgrade que le traité lui-même. Il a le jeu facile en face des divisions qui s'exercent dans les Balkans et qui dureront aussi longtemps que la Fédération des ouvriers et des paysans ne fonctionnera pas des Carpathes à la Morée.

Paul Louis

## La Petite Entente et la comédie de Joachimov

Belgrade, fin mai.

La réunion de cette année de la Petite Entente (Yougoslavie-Tchécoslovaquie-Roumanie) du 13 au 15 mai se tint sous le zodiaque du pacte de Tirana, du traité italo-hongrois, de l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie et de la cessation du contrôle militaire sur la Bulgarie et la Hongrie.

Point n'est besoin de s'étendre longuement sur l'histoire de la Petite Entente. Elle fut créée en 1921, donc il y a six ans, comme garantie immédiate pour la défense du *statu quo* politique en Europe Centrale formé par les traités impérialistes de paix de Versailles, Trianon et Neuilly. Sa création formelle fut précédée par les traités d'amitié conclus entre le royaume des S. C. S. et la Tchécoslovaquie le 14 août 1920, et entre la Roumanie et le royaume des S. C. S. le 7 juin 1921.

Il faut dire tout net et clair que la Petite Entente était et est un avorton de l'impérialisme français, créé pour représenter et appliquer la politique de la France dans l'Europe Centrale et dans les Balkans : la Hongrie et la Bulgarie devaient être maintenues en échec, la première surtout à cause du danger d'un retour des Habsbourg, et l'*Anschluss* de l'Autriche à l'Allemagne devait être empêchée.

Si même la Petite Entente représentait alors jusqu'à un certain degré un certain facteur politique, toute sa faiblesse absolue se montra parallèlement avec l'affaiblissement de l'influence de la politique française au bénéfice de celle de la politique anglaise. Dans le courant de ces quelques années de l'existence de la Petite Entente, l'Europe impérialiste a fortement changé de face diplomatique. L'Allemagne vaincue ne danse plus d'après le bâton de commandement de Londres et de Paris, et elle se trouve à nouveau dans les rangs des grandes puissances impérialistes. L'Italie, soutenue par l'Angleterre, réussit à renforcer de beaucoup, aux dépens de la France, son prestige politique dans l'Europe Centrale et dans les Balkans. Le pacte de Tirana, les traités d'amitié italo-roumain, italo-hongrois et italo-bulgare, et beaucoup d'autres conventions de caractère de politique commerciale, démontrent ce fait.

Pendant toutes ces années, la Petite Entente subsista politiquement tant bien que mal, pour s'éteindre enfin politiquement, en mai 1927, malgré toutes les injections de la part des grandes

puissances et les communiqués platoniques. Les questions principales suivantes se trouvaient à l'ordre du jour : le conflit italo-yougoslave, le traité italo-hongrois et la situation à observer vis-à-vis de l'Union Soviétique. Après des négociations de trois jours dans le luxueux Radium-Palace-Hotel, Benès, Marinkovitch et Mitilineu se présentèrent au public pour annoncer les résultats. Dans leurs exposés, l'on put voir clairement que malgré toutes les phrases diplomatiques de l'« unité des intérêts », l'on constatait le *fil rouge des contradictions des intérêts* et le désir de transplanter la politique de l'avenir sur le terrain économique. L'activité politique fut ainsi refoulée vers l'arrière-plan au moment même où les grandes puissances déployèrent une activité plus intensifiée sur toute la ligne pour la formation d'un bloc anti-soviétique — ce que démontre aussi apparemment la récente visite à Londres du président de la République française M. Doumergue et du ministre des affaires étrangères M. Briand. Toutes ces trois questions furent résolues à Joachimov par « prise de connaissance », sans nulle démonstration énergique contre l'impérialisme italien agressif, quoique, précisément au moment de la réunion de la Petite Entente, Mussolini publiait par l'Agence Stefani sur l'échange de notes entre l'Italie et l'Albanie la déclaration suivante :

« Les gouvernements d'Italie et d'Albanie déclarent que dans le cas où ils seraient invités par une ou plusieurs puissances étrangères à des pourparlers pour l'interprétation ou l'application du pacte de Tirana, ou pour la participation d'un tiers à ce pacte, ou encore relativement aux relations entre l'Italie et l'Albanie, ils n'accepteront pas de se rendre à ces pourparlers sans entente préalable entre eux et sans participation commune. »

Était-il nécessaire d'un langage plus expressif de la part de l'impérialisme italien précisément au moment de la Conférence de Joachimov ? Et si nous prenons encore en considération le fait qu'aucun des Etats de la soi-disante Petite Entente n'a été consulté par les grandes puissances lors de leur décision de la cessation du contrôle militaire sur la Hongrie et la Bulgarie, nous voyons qu'elle a aussi formellement cessé d'être un facteur pour les grandes puissances impérialistes. Les grandes puissances ont elles-mêmes enterré la Petite Entente en poussant peu à peu contre leurs alliés d'autrefois la Hongrie et la Bulgarie comme de sérieux concurrents.

On voit donc par tout ceci pour quelles raisons le désir unanime a été exprimé à Joachimov de créer des rapports « amicaux » avec la Hongrie en lui tendant la main, pour la gagner « pour la politique de la Petite Entente », en passant par dessus les pillules amères que la Petite Entente dut avaler vis-à-vis de la Hongrie. On lui offrit la coopération économique... Mais le comte Bethlen, Bouroff et Liapcheff se frottent les mains joyeusement, sans se retourner vers les offres amicales de la Petite Entente, car ils ont eux-mêmes trouvé le chemin vers Londres et Rome. Dans la question de la reconnaissance de l'Union Soviétique, la Petite Entente a laissé pleine liberté à

chacun de ses membres. Car telles étaient les directives de Rome et de Paris.

Il n'est pas difficile de tirer des conclusions de toute cette conférence. On ne pouvait s'attendre à autre chose qu'à cette déclaration platonique que la Petite Entente « vit » encore. D'autant plus que le degré de décomposition de cet organisme est tellement avancé.

Le ministre des affaires étrangères Marinkovitch, à son retour à Belgrade, a répété les mêmes phrases que l'on a entendues à Joachimov. Interrogé par les journalistes sur le résultat de la Conférence, il parla de l'« unanimité », devenue conventionnelle, de Benès, de Mitilineu et de lui-même, et souligna les facteurs économiques nécessitant une collaboration telle qu'esquissée à Joachimov. Il faut rendre possible l'exportation du charbon tchécoslovaque vu que la crise de la production houillère en Tchécoslovaquie augmente tous les jours ; il faut traiter la question de la politique douanière ; il faut trouver une issue à cette crise économique — telles étaient les idées du ministre des affaires étrangères yougoslave. Questionné sur la reconnaissance de l'Union Soviétique, Marinkovitch, pour gagner une meilleure réputation auprès de Chamberlain et pour plus se « populariser », répondit par cette « profonde argumentation » citée récemment dans le *Politika* de Belgrade par un certain Daljnji dans un article intitulé *Le problème russe* : qu'avant la guerre non plus nous n'étions pas en relations commerciales intimes avec la Russie, et aujourd'hui il peut en être d'autant moins question — sauf si nous faisons le commerce de brochures. Dans cette déclaration se reflète toute la conception politique et diplomatique du « meilleur diplomate yougoslave » et toute la signification de sa compréhension du problème russe.

Il est avéré que les masses laborieuses de la Yougoslavie pensent tout autrement que le ministre des affaires étrangères Marinkovitch et la bourgeoisie impérialiste et militariste qu'il représente.

Par cette déclaration publique et ouverte, la bourgeoisie dominante panserbe a fait connaître à Chamberlain et à Poincaré qu'elle se joigne publiquement au bloc anti-soviétique, afin qu'ils la prennent aussi en considération dans leurs actions futures. Mais la bourgeoisie dominante panserbe se trompe fortement. La clef de la situation, en dépit de toutes les violences et de toute la terreur, se trouve entre les mains des larges masses travailleuses des villes et des villages. Ce sont ces masses qui décideront de leur sort futur, et non pas Marinkovitch ou Chamberlain. Plus les grandes puissances impérialistes, avec les différents Marinkovitch, s'arment pour de nouvelles guerres, plus puissant et fort sera le coup des masses travailleuses de tous les pays pour transformer la nouvelle guerre mondiale impérialiste en une guerre de libération des peuples laborieux et pour mettre une fin une fois pour toutes à l'ordre des choses capitaliste et impérialiste.

Dimitrije Jovanovitch

## La reprise et les horreurs des procès politiques en Bulgarie

Après le procès de Pavloff, Napetoff et Boyadjieff, qui a eu lieu le 3 mai dernier et dont nous avons parlé dans le numéro précédent de la *Fédération Balkanique*, c'est le procès contre la jeunesse communiste de Sofia qui vient maintenant de commencer, le 16 mai, le procès monstre contre 37 jeunes gens communistes, dont 25 étaient présents, le procès contre des écoliers, des étudiants, des ouvriers. Les débats ont fait ressortir encore une fois la férocité des méthodes d'inquisition que le gouvernement fait appliquer pour arracher des « aveux ». Les témoins du procès étaient tous, comme dans tous les procès politiques, des inspecteurs et des agents de police. Rien n'a été établi à la charge des accusés, sauf le « grand crime » d'avoir eu des conceptions communistes. Mais le gouvernement voulait les accuser d'avoir pris part dans une organisation ayant pour but de préparer une révolte armée, et toute une réserve de mensonges ont été combinés et inventés à cet effet. Les « délinquants » se sont comportés devant leurs bourreaux avec le plus beau courage et ont stigmatisé et flétri les organes fascistes policiers. Le principal témoin était le tortionnaire même de ces jeunes gens, l'inspecteur de police Miteff. Et pendant tout le cours de ses « dépositions », on a entendu des bancs des accusés les catastrophes de « inquisiteur ! », « bourreau ! », etc., et cet ignoble individu s'est vu obligé de demander la protection du président de la cour. Un des accusés, Mircho Filipoff, s'adressant au président, dit : « Monsieur le président, l'individu qui se trouve devant vous est l'un de nos tortionnaires les plus cruels : si vous admettez qu'il dépose des témoignages, nous saurons que ce qui se déroule ici ne sera pas une justice, mais un procédé policier. » Un autre accusé, Marin Nicoloff, dit au président : « Que le témoin dise s'il peut se rappeler m'avoir battu à la Sûreté Générale. » Le policier répondit qu'il ne s'en souvenait pas, et cette réponse fut accueillie par les accusés par des rires amers. Un autre inculpé,

Luben Djiroff, dit au président : « Que le témoin dépose s'il y a à la Sûreté Générale des matraques en caoutchouc portant l'inscription de « je dis tout », s'il y a des gourdin, des quantités de machines à tortures, et quelle est la destination pratique de tous ces instruments. » Miteff murmura là-dessus des paroles que l'on ne put entendre. Un autre inculpé, B. Tcholaieff, dit : « Que Miteff dépose s'il m'a dit : « Lors de ta première arrestation tu as été battu quatorze fois, et maintenant tu seras battu cent quatorze fois... », etc. etc. »

Tous les inculpés, sans exception, ont déclaré qu'ils ont été battus, torturés, tortionnés, pour leur arracher des « aveux ». Nous ne citerons ici que les déclarations de l'un d'eux, de Mircho Filipoff, dont nous avons parlé plus haut, qui, après avoir déclaré être communiste né, son grand-père, son père, sa mère étant tous des communistes, et avoir ainsi été imprégné dès sa plus tendre enfance de cette idée qui constitue pour lui l'idéal suprême, a dit : « Jusqu'en automne 1926 j'étais, comme étudiant, membre de l'organisation locale Léon Trotsky ; en automne 1926 un vomissement de sang m'a jeté au lit et m'a obligé de cesser mon activité. Le 24 septembre, je fus arrêté et l'on me tint à la Sûreté Générale sans que je sache la cause de mon arrestation. Le 11<sup>me</sup> jour, je fus appelé par le chef de cette ignoble institution qui, dès mon apparition, m'accueillit par ces mots de l'*Enfer* de la *Divina Comedia* de Dante : « *Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate qui.* » Ces paroles m'ont frappé de stupeur. Elles m'ont fait penser que la Sûreté Générale était un cercle de l'*Enfer* de Dante. A la question si j'étais membre du Comité Central de l'Union de la Jeunesse, j'ai répondu négativement : sur quoi ce fonctionnaire a donné l'ordre de me mener à la « Chambre des intérieurs ». Là je fus soumis à la torture — on me lia les mains et l'on commença à me battre avec un gourdin. Je frémissais d'indignation. Je déclare ici que les dépositions que j'ai faites à la Sûreté Générale et devant le

juge d'instruction ne sont pas vraies — elles m'ont été arrachées par la torture. Je veux encore ajouter que beaucoup d'arrêtés ont été si cruellement battus qu'ils en ont perdu connaissance.... » Là-dessus le président lui a coupé la parole en disant que ceci n'était pas important pour le tribunal.

Puis, le président commença à lui poser toute une masse de questions longues et ennuyeuses, et Filipoff, très fatigué, dit qu'étant malade, vomissant toujours du sang, il ne pourrait pas continuer encore longtemps à répondre. Mais le président lui ordonna sèchement : « Répondez ! » Alors, Filipoff dit : « Je refuse de répondre. »

Ce procès, intenté expressément à la veille des élections dans la pensée d'influencer les électeurs, a provoqué une énorme indignation dans les milieux des ouvriers, des paysans, des artisans, des intellectuels en Bulgarie. Les journaux de gauche sont remplis de protestations dans lesquelles l'on demande que ces jeunes gens soient libérés, que les procès intentés en vertu de la loi sur la Défense de l'Etat soient suspendus, que cette loi draconienne soit supprimée, qu'une amnistie pleine et entière soit accordée pour les prisonniers et émigrés politiques, que les libertés constitutionnelles soient remises en vigueur pour que le peuple puisse lutter légalement pour son existence, que des secours soient accordés aux victimes de la terreur blanche et aux sans-travail, que les organisations fascistes soient dissoutes, etc.

Ce procès, et celui intenté il y a quelques semaines à Pavloff, Napetoff et Boyadjieff, ainsi que la vague de terreur qui s'est déferlée avec une furie inouïe sur le pays, ont provoqué les protestations des différentes organisations politiques et associations économiques et humanitaires dans presque tous les pays de l'Europe. De Paris, de Berlin, de Londres, de Vienne s'élèvent des voix énergiques et saisissantes contre le système barbare de persécutions déchaîné en Bulgarie. Ce sont les Comités contre la Terreur Blanche de Paris et de Vienne, les représentants du Labour Party d'Angleterre, les représentants de différents partis politiques en France, comme le député catholique Marc Sanguier, des conseillers municipaux de Paris, le radical Robert Bos, le socialiste Deslandres et le communiste Duteil, le parti communiste de France, la C.G.T.U., les comités du S.R.L., la Ligue des Droits de l'Homme en Allemagne, des personnalités éminentes, des associations culturelles, qui protestent avec véhémence. La Ligue Allemande des Droits de l'Homme a adressé à la Légation bulgare à Berlin, en date du 5 mai, une lettre de protestation dans laquelle il est dit :

« De nombreux appels nous sont parvenus ces dernières semaines de différents côtés relativement aux conditions intérieures de votre pays. Nous y prenons position en tant qu'Européens. Nous nous sommes occupés, il y a quelques temps, des conditions intérieures de la Bulgarie par la publication de la brochure : *Les torrents de sang en Bulgarie*. Nous l'avons fait, car nous nous élevons toujours contre tout ce qui foule aux pieds les droits et la dignité de l'homme. Et nous le faisons aujourd'hui aussi, et nous vous prions de transmettre à votre gouvernement notre protestation contre l'état des choses dans votre pays indigne d'un Etat démocratique.

» Nous croyons que ce n'est que par une large amnistie des prisonniers politiques que la pacification peut être rétablie dans votre pays et que peut être endiguée l'excitation qui s'est emparée du peuple en présence de la situation de ces prisonniers politiques et de leurs parents.

» Nous considérons comme une dureté toute particulière que les différentes actions de secours aux veuves et orphelins des personnes tombées lors des luttes politiques ne sont pas permises par votre gouvernement. Nous le saluerions comme le commencement d'un assainissement, si votre gouvernement se décidait à modifier cette mesure.

» De plus, la suppression de toutes les lois d'exception et le rétablissement de toutes les libertés constitutionnelles serait un acte que l'Europe démocratique accueillerait le plus chaleureusement.

» Nous vous prions encore de faire savoir à votre gouvernement que nous adressons cette protestation et cet appel à l'humanité par estime et amour pour le peuple bulgare. »

Un autre télégramme de protestation a été adressé à M. Liaptcheff, signé par plus de 200 associations culturelles et personnalités des plus éminentes de l'Europe. Il y est dit que l'opinion progressive du monde culturel est alarmée par la nouvelle de la reprise des procès politiques en vertu de la loi sur la Défense de l'Etat, contre des jeunes gens, des ouvriers, des paysans, des intellectuels ; que cette loi est un déni jeté à la face de toute conception de droit et des constitutions ; que les signataires exigent la suppression de toutes les lois d'exception, la remise en vigueur des libertés constitutionnelles, l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, la suspension des procès politiques, l'admission de secours aux familles des victimes. Citons parmi les signataires de cette dépêche : Dr Hélène Stöcker ; Prof. Dr Reinhard Strecker, ancien ministre ; Andersen Nexö ; Fritz Danzinger, président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Prof. Goldschmidt ; Dr Gombel ; Prof. Dr Kinzel ; Alfred Kerr ; Prof. Georg Kolbe, membre de l'Académie ; Prof. Dr Lessing ; Karin Michaelis ; Prof. Dr Oppenheimer ; Prof. Oesterreich ; Ernst Toller ; Armin Wegner ; Prof. Heinrich Zille ; etc. etc. ; Association de Travail pour la Paix et le Droit ; la Ligue pour les Droits de l'Homme ; Association pour la Protection de la Maternité ; Association des acteurs allemands ; Association paysanne de l'Allemagne ; etc. etc.

Cette vague de protestation contre les horreurs du gouvernement fasciste bulgare et cette sympathie pour le peuple travailleur bulgare donnent un précieux encouragement aux vaillants ouvriers, paysans, intellectuels, artisans, etc. pour continuer leur lutte énergique pour l'écroulement de cet ignoble régime qui s'est abattu sur le pays depuis que le Démokraticheski Zgovor a prit entre ses mains sanglantes le pouvoir de l'Etat. Malgré la terreur toujours plus intensifiée qu'il subit, le peuple bulgare saura bientôt se libérer de ce cauchemar qu'est la féroce dictature fasciste appliquée hier par Tsankoff-Rousseff-Volkoff, aujourd'hui par Liaptcheff-Bouroff-Volkoff.

D. VI.

## Les « élections » législatives en Bulgarie La terreur blanche férocement intensifiée

« Nous avons déjà abattu 40 têtes, nous en abatterons encore 400, mais nous gagnerons les élections.... »

(du discours du candidat gouvernemental St. Ivanoff, ancien sous-préfet, prononcé dans une réunion électorale à Orhanié).

La campagne électorale bat son plein en Bulgarie depuis plus d'un mois. Toute l'attention du gouvernement fasciste est concentrée sur les efforts à déployer pour gagner la majorité des mandats dans le futur Sobranjé. La terreur est dirigée contre toute l'opposition, et tout spécialement contre le bloc du travail. Tous les moyens sont bons pour ce gouvernement tyrannique, pourvu qu'il arrive à ses fins. Interdiction et dissolution des réunions, arrestations, maltraitements, tortures, assassinats même, des militants de l'opposition ; intimidation des électeurs par toutes sortes de menaces et d'actes arbitraires pour les empêcher de visiter les réunions de l'opposition ; menaces aux électeurs suspectés de vouloir voter pour l'opposition de payer de leur vie cette libre expression de leur volonté ; intimidation des fonctionnaires et employés de l'Etat, des départements et des communes, par leurs chefs hiérarchiques zgovoristes, intimidation des employés et ouvriers du capital privé, par leurs patrons zgovoristes, pour voter pour le Zgovor. Depuis plus d'un mois tous les journaux bulgares d'opposition sont pleins de protestation contre la terreur effrénée qui sévit dans tout le pays avec une reprise de vigueur. C'est à

Pridop où les candidats du bloc ouvrier Tcholakoff et Kantardjiev ont été arrêtés ; à Popovo où la police a dissout la réunion convoquée par le candidat ouvrier Avram Stoyanoff et a arrêté en masse les assistants. C'est à Tŭrnovo où Dimitri Stankouloff a été férocement, cruellement battu parce qu'il appartenait au bloc ouvrier. C'est à Straldja où la police a battu à mort Radi Iwanoff et le candidat agrarien Chidersky, ainsi que huit autres personnes, et des agents se rendent de village en village et intimident par des menaces les paysans les plus éclairés. Le président du conseil et le ministre des travaux publics Sl. Vassileff, l'assassin de Stambolijsky, candidat du gouvernement dans ce district, ont donné solennellement des assurances catégoriques au leader et candidat social-démocrate Yanko Sakizoff qu'il pourrait se rendre en toute sécurité dans sa circonscription électorale ; se fiant à ces assurances, Sakizoff s'y est rendu, avec d'autres candidats, et cependant tous ses camarades ont été battus à mort. Le leader social-démocrate vient d'adresser une lettre ouverte au président du conseil M. Liaptcheff lui reprochant sa honteuse félonie et déclarant se repentir d'avoir prêté foi ne fût-ce qu'un moment aux paroles des dirigeants du Zgovor. C'est à Kazanlik que des individus armés jusqu'aux dents intimident et battent les paysans et les menacent de faire introduire dans le district le régime martial. Trois personnes qui parcouraient la région en automobile et armées de revolvers Parabello, ont arrêté le paysan Dimo Iwanoff, l'ont insulté, l'ont obligé à baisser leurs revolvers, et lui ont ordonné de quitter le village et de se rendre

ailleurs jusqu'à la fin des élections, s'il ne voulait pas que l'on lui tranche la tête et que l'on fasse sauter sa maison, ensemble avec ses enfants. C'est à *Haskovo* où la police a arrêté le militant du bloc du travail *Deltcho Youglouglieff*. C'est à *Razgrad* où la réunion du parti ouvrier a été interdite et où le commissaire de police intimidé par des menaces les partis de l'opposition. Il a menacé le candidat du bloc du travail de le faire disparaître « sans traces ». Dans le village de *Battemberg* ont été arrêtés et maltraités les paysans *Todor Sapoundjief* et *Stoyan Pamboukdjief*. C'est à *Roussé* où la terreur générale a été tellement renforcée que même le leader démocrate *Nicolas Mouchanoff* n'a pu se retenir de déclarer : « Nous sommes surpris de la terreur générale. Dans le district de *Roussé*, des bandes fascistes persécutent les militants de l'opposition d'une manière odieuse. Nul membre de l'opposition ne peut y circuler. Personnellement, je n'ai pas été molesté, mais tous ceux avec lesquels j'ai eu relations dans les villages, ont été cruellement battus après mon départ. » C'est à *Rakhovo* où les agents de police ont battu cruellement, à coups de crosses de revolvers, le paysan *Anguel Novkirichky*. La blessure au-dessous de l'œil du malheureux a trois centimètres de profondeur. Dans le village de *Galovo* le brigadier de gendarmerie a battu férocelement le paysan *Valen Jantcheff*, dans le village de *Boukovtzi* le commissaire de police a battu cruellement les paysans *Peter Krivodolsky*, *Kiro Iwanoff* et *Pano Hieff*. Les maltraitements infligés ont été attestés par des certificats médicaux, et le candidat du parti socialiste *Loulcheff* a télégraphié au président du conseil qu'il doit faire cesser ces atrocités policières, autrement la population sera obligée de prendre elle-même des mesures de défense. Dans le village de *Krouchovéné*, toujours du district de *Rakhovo*, a été arrêté un vieillard de 72 ans, *Ivan Traikoff*, qui y était venu pour visiter ses parents et amis. On l'a fouillé, et on a trouvé sur lui... des journaux légaux paraissant à *Sofia*, ainsi que des appels électoraux publiés par le bloc du travail. Le pauvre vieillard a été jeté dans un cachot, et à minuit on l'y a torturé, battu cruellement, à la tête, au dos, aux jambes. Après une courte pause, on l'a battu à nouveau, plus férocelement encore. Puis, on l'a obligé à louer une voiture, et on l'a amené à *Rakhovo*, où le sous-préfet lui-même l'a battu personnellement, cruellement, de façon que le malheureux ne pouvait presque plus se tenir sur les pieds. On l'a ensuite traîné jusqu'à la gare de *Boukovtzi* et on l'a jeté dans un wagon pour le transporter à *Pleven*, où on l'a enfin remis en liberté. C'est à *Ferdinand* que la police a arrêté le militant socialiste *Christo Marinoff*. C'est à *Lom* que la terreur a pris des proportions particulièrement terrifiantes. Des agents de police et des gendarmes parcourent tous les villages et menacent ouvertement la population. Dans le village de *Voltchdrim* le brigadier de gendarmerie a battu avec un fouet et un gourdin les paysans *Gouran Todoroff*, *Mitroff*, *Metodi Intoloff*, *Athamass Constantinoff*, *Najden Toskine*, *Vladimir Avteharoff*, et autres. Ce brigadier oblige les villageois de son rayon à venir trois fois par jour se présenter à lui. Dans le village de *Dolni Tsibar* la gendarmerie menace et persécute les membres de l'opposition. Le villageois *Boueff* a été obligé de s'enfuir. Le sous-préfet *Gavril Popoff*, fusil en main, accompagne, assis à côté du cocher, le candidat gouvernemental le colonel de réserve *Tsaneff* dans ses tournées électorales dans les villages. C'est dans le district de *Kouda* que des gendarmes, en tirant des coups de fusil lors d'une réunion de l'opposition démocratique, ont pénétré par force dans la salle de réunion et se sont jetés sur les assistants et les ont férocelement battus. C'est à *Viddine* que les réunions de l'opposition ont été interdites et des oppositaires en vue ont été convoqués à la sous-préfecture et menacés. Le démocrate *Benavel Pilosoff* a été arrêté et battu. C'est à *Doubnitsa* qu'on a arrêté *Péranoff*, membre du bloc du travail, et aux démarches faites par sa famille le sous-préfet a répondu qu'il ne sait pas où *Péranoff* se trouve — il a probablement « disparu sans traces ». C'est à *Pazardjik* que pendant une réunion du bloc des socialistes, agrariens et artisans, une bande de fascistes dirigés par les candidats gouvernementaux *H. Mayer* et *Christo Silianoff*, se sont précipités sur les orateurs et les ont battus bestialement. L'un des orateurs, *Christoskoff*, a été jeté à bas de la scène, l'autre, *Kostoff*, a eu le crâne fracturé. C'est partout, dans les districts de *Nova-Zagora*, *Stara-Zagora*, *Haskovo*, *Vratsa*, *Kustendil*, *Sevlievo*, *Ploudiv*, *Pachmakli*, *Bourgas*, *Sliven*, *Varna*, *Sofia*, etc. etc., que sévit cette terreur barbare.

Le nombre des tués est également considérable. Le chiffre exact ne nous en est pas encore connu, mais voici quelques détails : Dans le district de *Troyan* a été tué l'oppositaire *Marin Hieff* ; dans le district de *Haskovo* a été tué l'oppositaire *Mikhaïl Hieff* ; à *Stara-Zagora* a été poignardé l'ouvrier *P. Vassilieff*. Le député agrarien *Dragneff*, de *Stara-Zagora*, a été arrêté, et le gouvernement a tenu secret son arrestation. On voulait le faire « disparaître sans traces ». Mais le journal agrarien *Zemledelsko Vozrajdanie* ayant adressé une question ouverte au gouvernement sur le sort de *Dragneff*, cette arrestation a été rendue publique — mais le journal en a été suspendu.

Les listes des victimes de cette terreur sont tellement grandes que nous ne sommes pas en état de les donner ici. Tous les partis de l'opposition subissent cette terreur féroce. Même des

officiers de réserve, qui n'appartiennent pas au *Demokraticheski Zgovor*, sont battus et maltraités.

Par toutes ces mesures de brutalité et de cruauté, par toutes sortes de machinations et fraudulations (empêchement aux partis d'opposition de faire enregistrer leurs listes, pression sur les candidats pour retirer leur candidature, pression sur les fonctionnaires, employés, etc.) et par toutes sortes d'agissements illégaux, le gouvernement fasciste *zgovoriste* essaie de s'assurer à tout prix la majorité dans la Chambre prochaine.

Nous ne sommes pas en état de pouvoir dire s'il y réussira ou non. Nous espérons, cependant, que le peuple bulgare, et surtout les masses travailleuses qui sont trempées dans la lutte contre la dictature tyrannique fasciste, qui mènent le combat si courageusement et avec tant d'abnégations depuis que cette clique d'assassins s'est emparé du pouvoir, sauront lui donner le coup qu'il mérite, le coup mortel, jetant à bas ces dictateurs, pour donner au pays un gouvernement qui supprimera les lois d'exception, rétablira les libertés politiques, et créera les conditions nécessaires pour la pacification du pays.

Le gouvernement des meurtriers fascistes doit s'en aller, et il s'en ira, quels que soient les résultats des élections.

G. Kazanovsky

## La question agraire et paysanne en Roumanie

VI

### Conclusions

(fin)

La soi-disante « réforme agraire » est donc loin d'avoir résolu la question agraire en Roumanie. La paysannerie continue à se trouver sous l'oppression et l'exploitation de la classe dominante des banquiers et des tchokoïs. L'Etat est entre les mains de ceux-ci, qui l'utilisent pour exercer et élargir l'oppression et l'exploitation des masses paysannes. Là où la fraudulation de la « réforme agraire » n'a pas pu atteindre son but : le maintien des paysans sous la dépendance et la subjugation économique de la classe dominante, l'Etat intervient par son régime fiscal et douanier. Jusqu'il y a un an, les blés, produits du labeur paysan, étaient frappés de taxes d'exportation qui allaient jusqu'à 50% de la valeur du prix mondial (depuis, ces taxes ont été réduites, mais pour boucher le trou laissé ainsi dans le budget, l'impôt agricole et les taxes de consommation ont été augmentées).

C'est un vrai régime de confiscation pour le produit du travail paysan. Tandis que, par des taxes prohibitives d'importation en faveur de l'industrie dite « nationale », les prix des produits industriels (ustensiles agricoles, produits textiles, etc.) étaient haussés, les prix des produits agricoles (donc du travail de la paysannerie) étaient, par ces taxes pillardes d'exportation, abaissés jusqu'à la moitié. *M. Madgearu* calcule (dans le *Tsaranismul* n° 36 du 13 décembre 1925) que les contribuables paysans payaient en impôts directs et taxes sur les blés autant que les banquiers, fabricants et gros-commerçants pris ensemble (2 $\frac{1}{2}$  milliards de leis). En y ajoutant les revenus de l'Etat sur le sel, tabac, allumettes, alcool, etc., *M. Madgearu* arrive à un chiffre de 8 milliards de leis pressurés aux paysans.

Mais les chiffres de *M. Madgearu* ne paraissent pas être complets. Dans l'*Argus* du 22 novembre 1926, l'économiste *Dr Ernest Ene* calcule qu'à une production totale industrielle de 20 milliards de leis, l'industrie ne paie que 488,8 millions d'impôts, tandis que l'agriculture, à une production totale agricole de 60 milliards, paie 7 milliard. La contribution fiscale de l'industrie ne représente donc que moins de 2,5% de la valeur de la production, et celle de l'agriculture à peu près 12%. Mais en réalité la contribution fiscale de l'industrie se réduit à zéro par la réduction ou suppression des taxes de douane à l'importation des machines et des matières premières, par la réduction au transport de ses produits, et d'autres avantages. L'économiste *M. A. Badereu* (*Argus* du 25 novembre 1926), parlant du régime des taxes d'exportation pour les blés, calcule que « les agriculteurs payent annuellement un tribut de 5 $\frac{1}{2}$  milliards rien qu'à ce chapitre » ; et en y ajoutant les taxes pour le bétail, les légumineux, etc. exportés, *M. Badereu* constate que l'agriculture paie encore 3 $\frac{1}{2}$  milliards, soit donc en tout une somme qui dépasse de beaucoup les 8 milliards annuels de *MM. Ene* et *Madgearu*, et qui signifie « 500 leis pour chaque hectare de terrain agricole dont le bénéfice ne dépasserait pas 1.000 leis à hectare ».

En ajoutant encore que l'agriculture, qui fournit les deux tiers de la production nationale, reçoit moins que le tiers des crédits de l'Etat, tandis que l'industrie, qui n'en fournit que le quart, reçoit les deux tiers de ces crédits, nous aurons un tableau approximatif de la situation de la paysannerie dans le régime économique actuellement dominant en Roumanie, dans ce régime d'enrichissement des capitalistes au détriment de l'économie paysanne. Et l'oligarchie ose parler d'une période de régénération et de réveil économique de la paysannerie que les libéraux auraient inaugurée par la « réforme » agraire ! Le gouvernement actuel, qui prétend inaugurer une époque de développement de l'agriculture

par une législation protectrice de cette dernière, ne fait par cette législation qu'augmenter le fardeau qui pèse sur les épaules de la paysannerie (l'extension de l'impôt agricole aussi sur les propriétés agricoles de moins de 3 ha., l'augmentation des taxes sur les produits de première nécessité pour les paysans, comme le sel, le pétrole, etc.), et favorise la grande propriété par la fondation d'un institut spécial de crédit, par la modification du régime douanier, par l'institution de subventions et de primes pour la « modernisation » des grandes exploitations agricoles et la création d'exploitations « modèles » sur les grandes propriétés.

La question agraire et paysanne est donc loin avoir été résolue par l'oligarchie dominante. Mais les larges masses de la paysannerie peuvent-elles attendre et espérer que les partis démocrates — national (Jorga), national-paysan (Maniu-Mihalaké), « paysan » (Dr Lupu) — résolvent cette question? Nullement! Le parti national (de M. Jorga) n'a pas un programme agraire; mais nous nous rappelons un discours prononcé par M. Jorga à Craiova il y a quelque deux ans, dans lequel il dénonçait la « paresse » du paysan roumain comme coupable de la chute de la production agricole, couvrant ainsi l'oligarchie dont le régime économique de rapine et d'asservissement de la paysannerie est la vraie cause de la crise agraire. Le parti national-paysan a renoncé, par le programme qu'il a adopté lors de la fusion, à la « deuxième expropriation », se plaçant ainsi sur le terrain de la « réforme » agraire de l'oligarchie et fermant la voie à un changement radical du régime existant agraire d'oppression et d'asservissement de la paysannerie. Quant au nouveau parti « tsaraliste » du Dr Lupu, il va plus à droite encore et dit que « ce n'est pas la terre qui manque au paysan, mais une banque agraire constituée par les économies du paysan qui aiderait celui-ci à acheter aux grands propriétaires les terres devenues des fardeaux (?) pour eux ». On voit donc que le programme du Dr Lupu est précisément le programme de l'oligarchie bancaire, qui poursuit le but d'une part de capter les « économies » des paysans, et d'autre part de les berner de l'illusion qu'ils pourront trouver dans leur propre misère les moyens de devenir propriétaires de grands domaines — miracle qui consiste à se hisser en l'air en se tirant soi-même par ses propres cheveux.

Des « programmes » de ces partis, qui abusent du nom de paysan, la paysannerie n'a donc rien à attendre. Ces programmes ne sont pas des programmes paysans, mais des programmes des couches bourgeoises-capitalistes qui s'efforcent à tromper et berner encore la paysannerie et à se servir de la force de pression de celle-ci pour extorquer pour elles-mêmes de l'oligarchie financière dominante des concessions plus étendues encore.

Le programme de la grande masse de la paysannerie, pauvre, moyenne, minoritaire, est et ne peut être que le suivant :

- a) expropriation intégrale de la grande propriété, avec tout son inventaire, sans aucun dédommagement ;
- b) transfert de toute la terre, avec tout son inventaire, entre les mains des paysans qui la labourent, sans aucun paiement ;
- c) cessation des paiements successifs pour les terres réparties jusqu'à présent aux paysans par la réforme agraire et remboursement aux paysans des sommes qu'ils ont déjà payées ;
- d) reprise des terres attribuées par la fraude de la « réforme » agraire aux gens des tchokoïs (cabaretiers, maires, percepteurs, officiers, etc.) ;
- e) proclamation des forêts, pâturages, eaux, etc. comme propriété nationale et leur abandon aux paysans en jouissance commune ;
- f) protection de l'agriculture paysanne par des crédits à bon marché de la part de l'Etat, encouragement des coopératives paysannes par des avantages de transport, d'importation, d'impôts, etc. ;
- g) suppression radicale de tous les restes féodaux ;
- h) transmission des charges fiscales sur le dos des capitalistes.

Il va de soi que ce programme — réellement paysan — ne peut pas être réalisé par les partis capitalistes, qu'ils soient oligarchiques ou qu'ils s'intitulent « démocratiques » ou « paysans ». La réalisation de ce programme présuppose une lutte énergique et décidée contre le régime existant, son renversement, et l'instauration au gouvernail du pays d'un gouvernement capable de réaliser les points cités. Mais cette lutte ne peut pas être menée par les paysans seuls, et les partis dont nous avons parlé ne veulent pas la mener. Elle ne peut être conduite à bonne fin qu'en accord avec les ouvriers des villes, et le gouvernement devant réaliser le programme paysan doit être un gouvernement de ceux qui travaillent et dans les usines, et dans les champs, avec les bras ou avec la fête.

*Le front uni ouvrier-paysan!* — voilà le mot d'ordre sous le drapeau duquel seulement la question agraire et paysanne peut être, doit être, et sera définitivement résolue en Roumanie.

I. Mateescu

## L'offensive « culturelle » contre la Bessarabie

Depuis l'occupation de la Bessarabie par les troupes roumaines, la population du pays a dû s'habituer à un bien étrange calcul du temps : l'année se compose pour elle de jours où le tricolore roumain doit être hissé à chaque maison, où les écoliers doivent former des haies pendant des heures entières dans les rues, où des arcs de triomphe richement ornés doivent être érigés à chaque coin de rue avec l'argent des citoyens, où des soldats complètement ivres, gesticulant comme des sauvages, criant à tue-tête, la voix enrouée, poussant des sons inarticulés, dansent la *Hora Omirii*, la danse de l'union de la Bessarabie avec la Roumanie — et les jours où ces choses n'ont pas lieu, les jours pour ainsi dire de la vie monotone bessarabienne.

Presque cent soixante-douze jours par an, les troupes d'occupation de la Bessarabie ne peuvent pas se défendre de fournir à la population des occasions de toutes sortes pour qu'elle exprime sa « joie » de cette « merveilleuse époque » qui s'est textuellement abattue sur le pays par l'entrée de l'armée d'occupation roumaine, le massacre de vingt mille citoyens bessarabiens, l'état de siège en permanence, l'arrêt de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, etc. Ces jours sont appelés des fêtes du pays, des fêtes nationales, des fêtes d'Etat, et ils font apparaître aux envahisseurs roumains la vie en Bessarabie comme une continuité de banquets et de réjouissances.

Le 30 avril dernier, le jour de la procession traditionnelle de la « Sainte Image miraculeuse de Garbovats » il eut à Kichineff de nouveau une pareille « fête ». Le Premier Congrès Culturel Bessarabien fut inauguré avec une grande solennité et une grande pompe.

*Congrès Culturel?* Instinctivement, nous nous rappelons les paroles du député bessarabien roumain-nationaliste Vladimir Cazachiu, délégué à la conférence russo-roumaine à Vienne, donc sûrement pas un méchant bolchévique, qui s'écria douloureusement au parlement roumain : « Dans notre naïveté, nous nous attendions à ce que, immédiatement après notre union, vous envoyiez dans notre Bessarabie des milliers et des milliers de wagons de livres, de brochures, de journaux, de la littérature, des professeurs, des artistes, etc. A la place de livres, vous nous envoyez toutes sortes de crapules et de souteneurs ramassés dans les rues de Bucarest. Ces gens nous sont envoyés pour relever en Bessarabie la conscience nationale et pour y faire régner l'ordre! » (*Moniteur Officiel*, Bucarest, Compte rendu de la séance parlementaire du 2 décembre 1924 — n° 17, page 232, session extraordinaire 1924/25.)

*Congrès Culturel?* Oh, nous en avons goûté jusqu'à la lie, de cette culture d'occupation, qui fait brûler sur des bûchers des bibliothèques toutes entières rien que parce qu'elles contiennent des livres en russe, en ukrainien, en bulgare, qui fait fermer des centaines d'écoles ukrainiennes et bulgares, qui a pu faire battre au sang féroce, par des instituteurs bestiaux, de pauvres et faibles enfants ukrainiens, sous-alimentés et souffreteux, parce qu'ils ne pouvaient pas suivre les cours en langue roumaine et qu'ils ne pouvaient pas répondre aux questions qui leur étaient posées en roumain!

*Congrès Culturel?!* Et les chefs des autorités d'occupation y sont! Le satrape et gouverneur militaire, le général Rascanu; le maître et seigneur des cours martiales et des expéditions punitives en Bessarabie, le général Scarisoreanu; toutes les petites sangsues, les préfets — et le ministre fascisant de l'instruction publique I. Petrovici en personne.

Et qu'adviendra-t-il? — se demande-t-on; la cuisante injustice dans le domaine de l'institution scolaire bessarabienne sera-t-elle réparée? cette honte culturelle, qui jette et maintient un peuple de deux millions dans un état arriéré particulièrement obscur, sera-t-elle écartée?

Point du tout, ô braves gens! La brutale langue de Monsieur le ministre de l'instruction publique Petrovici détruit avec acharnement ces illusions de quelque lumière.

Oyez ce qu'il a dit à l'ouverture de ce Congrès :

« L'idée d'une offensive culturelle se trouvait dès le début même dans mon programme politique... Cette offensive existait auparavant aussi, mais sous la forme d'initiative privée. Il y avait des associations culturelles qui se trouvaient sous la protection de l'Etat, mais non pas sous sa direction. C'était un paradoxe. Et je me dis : si l'Etat en a la responsabilité, il doit aussi en avoir le commandement. Alors je décidai de créer une propre armée, une armée uniforme, sous le commandement supérieur de l'Etat. Ce corps d'expédition, que le ministère de l'instruction publique a créé pour l'offensive culturelle, se compose, comme toutes les armées, d'une armée permanente et d'une armée de réserve. »

Ce n'est pas par hasard que Monsieur le ministre de l'instruction publique parle ici continuellement d'« armée », de « commandement », de « corps d'expédition », et d'« offensive ». Car, si à la place de ce petit mot « culture » l'on mettait le mot « roumanisation », on comprendrait alors le véritable sens de ce discours d'ouverture à un « Congrès Culturel », ou plutôt un Con-

grès de roumanisation. On comprendrait alors pourquoi M. Petrovici prend ses expressions du domaine militaire.

Et, en effet, il a été vraiment bien peu question de culture dans ce Congrès, mais d'autant plus de roumanisation. De roumanisation devant être réalisée non seulement par la force de la persuasion, mais par la force pure et simple, sans trop d'ambiguïté.

La présence des généraux Rascanu et Scarisoreanu, du hetman de la Sigourantsa Husarescu, de l'évêque Gurie (qui bénit les matraques et les poignards des fascistes au dernier pogrome des juifs à Kichineff), des centaines de « délégués culturels » qui, dans leur profession à côté, sont des agents publics ou clandestins de la Sigourantsa — donna le poids nécessaire à tous ces louables principes des porteurs de l'offensive culturelle contre la Bessarabie. Et si le professeur d'Université Marin Stefanescu souligna la nécessité « de relever et de hausser les sentiments patriotiques des Bessarabiens jusqu'à l'extase religieuse », il compléta avec le plus de précision les déclarations des autres délégués qui relevaient toujours et toujours que les « maisons nationales roumaines » qui constituent les points d'appui de l'offensive culturelle en Bessarabie, ont été créées par les soldats du front lors de la guerre d'occupation contre la population bessarabienne.

C'est cette guerre qui doit désormais être continuée et renforcée. Car l'offensive culturelle de l'adorateur de Mussolini, Petrovici, signifie une roumanisation renforcée, c'est-à-dire une dénationalisation encore plus brutale des Bessarabiens que jusqu'ici ; mais elle signifie aussi l'inondation de tout le pays par ces « centres culturels » nouvellement créés par des éléments déclassés, fascistes, capables à tout, par les étudiants brailliers de Cuzna, par les « crapules et souteneurs de Bucarest », comme le disait Cazacliu, par les agents électoraux et les favoris sans travail du régime dominant.

Si jusqu'ici la Bessarabie avait à supporter l'énorme fardeau de l'entretien de l'armée d'occupation, de la gendarmerie, de la Sigourantsa, et des autres appareils parasitaires de l'administration, elle aura dorénavant à entretenir aussi le « corps de l'expédition culturelle ».

Et afin que les « sentiments patriotiques » des Bessarabiens, par tout un ravissement de « l'offensive culturelle » déclenchée contre eux, ne dépassent pas trop dans cette « extase » les normes tirés par les hautes autorités, l'état de siège reste maintenu. Le ministre de l'instruction publique se sentit même obligé de relever ce fait d'une façon toute particulière dans un interview accordé après le Congrès à l'*Adeverul* (du 6 mai 1927). A la question : « Ne croyez-vous pas que l'état de siège et la censure, qui continuent à être maintenus en Bessarabie, constituent des entraves à l'activité culturelle ? » ce fameux porteur de culture à coups de fouets répondit : « Un état de siège appliqué par des imbéciles (?) peut seul être dirigé contre la culture et la propagande culturelle... Tant que l'ordre et la sécurité en Bessarabie sont représentés par la personne de Monsieur le général Rascanu dont le caractère (!) est plein de la plus grande bonté et mansuétude et enthousiasme, la culture roumaine en Bessarabie sera florissante. »

La culture embrochée sur les baïonnettes « du bon Monsieur le général Rascanu, plein de mansuétude et d'enthousiasme » — vraiment, il n'est point possible de trouver un plus juste symbole pour le véritable sens de l'« offensive culturelle ».

Cette « offensive culturelle » est, d'autre part, caractérisée par la proclamation de la récente décision du gouvernement, de fermer, sans les remplacer par d'autres, les écoles secondaires bessarabiennes, qui depuis un siècle se sont rendues tellement indispensables pour l'œuvre de l'instruction et de l'éducation générale de la population. Le gouvernement roumain supprime ainsi les derniers restes de possibilité de culture surtout pour la population ukrainienne et bulgare. Il débarasse ainsi le terrain de combat bessarabien de toutes ses « mauvaises herbes » qui pourraient entraver en une manière ou une autre sa grande offensive de roumanisation.

Nous voyons donc que les envahisseurs roumains se comportent envers les Bessarabiens, dans le domaine culturel aussi, comme les conquérants des nègres de Zoulou ou de Bambou. Ce qui cependant n'est plus possible de faire aujourd'hui même à l'égard des nègres de Zoulou sans que ceux-ci se révoltent et s'insurgent, augmentera certainement l'amertume de la population en Bessarabie, renforcera puissamment sa force de résistance.\*)

#### Vladimir Opintch

\*) Ce que vaut toute cette « œuvre » culturelle, une information de l'*Adeverul* nous le montre. Ce journal écrit dans son numéro du 20 mai : « A l'occasion de l'offensive culturelle pour la Bessarabie, des banquets ont été organisés... Le ministre de l'intérieur... esquissa le plan de la bataille culturelle — dans chaque localité, dans chaque commune, des cinémas, des bibliothèques, etc. seront créés. »

Après ces promesses officielles, un prêtre-instituteur se leva, et, après avoir beaucoup loué les bonnes intentions du ministre, demanda que, jusqu'à la réalisation de toutes ces belles choses, on donne au moins à toutes les écoles un tableau noir et un morceau de craie, car, dit-il, nous n'avons même pas cela... — Et l'*Adeverul* de se montrer étonné : « Drôles de gens, écrit-il, on leur promet des cinémas et des bibliothèques, et ils préfèrent un morceau de craie... »

## L'Angleterre impérialiste et la catastrophe du peuple albanais

Le jour où l'on apprit dans les pays capitalistes que l'Albanie possédait des sources de pétrole restera marqué dans l'histoire du peuple albanais comme un jour de malheur pour l'Albanie. C'est de ce jour que l'on commença à traiter le petit peuple albanais d'une façon barbare, pour le livrer ensuite entre les mains de Mussolini, qui lui-même est devenu un vassal de l'Angleterre.

Le dirigeur de ce traitement inhumain de la question albanaise était et est, aujourd'hui plus que jamais, l'Angleterre conservatrice.

En livrant le peuple albanais, l'Angleterre tendait vers deux buts : d'abord, acquérir les sources de pétrole, comme elle l'a fait au Mexique, en Perse, et partout où l'on découvrit de telles sources, en ravissant ainsi au pays tout le profit de cette richesse en faveur de la fameuse *Persian Oil Company*, dont la majorité des actions appartient à l'Etat britannique ; et ensuite, en faisant des concessions économiques à l'Italie, enchaîner cette dernière à sa politique, comme un vassal.

Dans le cas de l'Albanie, l'anéantissement économique d'un pauvre petit peuple pour les appétits insatiables du capitalisme et de l'impérialisme anglais était tellement évident que l'Angleterre ne put mener à fin ses affaires de lucre sous les hypocrisies habituelles de civilisation, humanité, etc., sans être définitivement démasquée.

L'Albanie est l'exemple typique de la véritable face de l'Angleterre.

C'était de 1923 à 1924 que les grands bonzes de la trop fameuse société anglaise *Persian Oil Company* commencèrent à se mouvoir en Albanie pour détruire ce pays aussi, ainsi qu'ils l'ont fait des autres pays où du pétrole fut découvert pour le dieu Lucre. Cette société se présenta au gouvernement albanais par la personne du ministre britannique d'alors à Tirana M. Eyres, qui parla longuement des bienfaits de la culture anglaise qui pleuvraient sur l'Albanie — mais les profits devaient en revenir exclusivement et entièrement à la société. Pour les travaux tout-à-fait inférieurs l'on engagerait bien des ouvriers albanais, mais les salaires, les licenciements, les engagements, etc. devaient être décidés exclusivement par la société, et l'Etat albanais n'aurait même pas le droit de contrôle.

En ce temps-là, l'Assemblée nationale albanaise s'était réunie à Tirana pour fixer la forme définitive de l'Etat et la Constitution. Naturellement, les conditions de la *Persian Oil Company* qui visaient si ouvertement la destruction du pays au profit du capitalisme anglais, provoquèrent une excitation générale dans le pays, et l'Assemblée nationale se prononça contre ce brigandage.

Ce fait eut le don d'indigner énormément le représentant anglais à Tirana, et comme les moyens légaux ordinaires ne lui auraient procuré aucun avantage, il se mit à poursuivre son but par des voies illégales et illoyales. Ce M. Eyres entra en relations avec et appuya tout ouvertement l'un des féodaux albanais les plus mal famés, le bey Ahmed Zogou, qui « jouissait d'une si grande sympathie » auprès du peuple qu'il se tenait enfermé dans sa maison comme dans un fort et n'osait jamais se risquer dans la rue. Le ministre de « Sa Majesté Britannique » et ce bey de la pire espèce commencèrent à travailler, avec de l'argent, des menaces, d'autres moyens violents, et firent de sorte que pendant plus de 2½ mois, il y eut un interrègne en Albanie, puis vint un gouvernement de compromis ayant à sa tête le plus grand seigneur féodal de l'Albanie, le beau-père d'Ahmed Zogou : Shefket bey Verlaci, alias Ahmed Zogou, car c'était ce dernier qui dirigeait en réalité le cabinet. Ce gouvernement ne pouvait cependant être de quelque vitalité, car dans son sein même se trouvaient des membres opposés à la concession anglaise.

Tout d'un coup, en plein centre de Tirana, par un spadassin payé par Ahmed Zogou, fut assassiné le jeune député de la gauche Avni Rustem, un leader de la jeunesse albanaise, l'adversaire le plus énergique de la concession de pétrole à l'Angleterre.

Ce meurtre provoqua dans tout le pays une immense indignation et, en juin, le peuple tout entier se souleva contre le favori de l'Angleterre, Ahmed Zogou. A ce mouvement prirent aussi part ceux des membres du Parlement qui étaient contre la concession à l'Angleterre : les députés à tendances démocratiques, sous la direction de Luigi Gourakouki.

Un fait saillant montre les intrigues de l'Angleterre en Albanie et son immixtion dans les affaires intérieures du pays : le représentant diplomatique de l'Angleterre M. Eyres se rendit à Scutari et fit une visite à Gourakouki pour essayer de faire arrêter le mouvement de révolte contre Ahmed Zogou. Mais tout cela ne servit à rien, et l'agent de l'Angleterre Ahmed Zogou et ses favoris furent chassés du pays par le peuple.

Ils allèrent prendre résidence à Belgrade, et les fruits de ce transplacement du centre des intrigues britanniques contre le peuple albanais ne tardèrent pas à se montrer. Ce que l'Angle-

terre n'avait pu obtenir de l'intérieur, elle devait l'atteindre de l'étranger : les sources de pétrole en Albanie devaient absolument être adjugées aux capitalistes anglais, sans considération aucune de ce que par là le peuple albanais périrait, que le sang albanais coulerait. L'Angleterre finança l'invasion d'Ahmed Zogou en Albanie à l'aide de troupes yougoslaves — fait avoué dans le *Matin* du 16 février 1927 par le ministre des affaires étrangères d'alors M. Nintchitch.

*Des enfants et des femmes albanais furent assassinés, de nombreux vieillards périrent de faim et de misère, une grande partie de la jeunesse intellectuelle de l'Albanie dut quitter le pays, plus de cinquante meurtres payés furent perpétrés sur l'ordre direct d'Ahmed Zogou, des centaines et des centaines furent condamnés à des peines de prison à vie ou de longue durée, tout le pays fut précipité dans une misère et une terreur indicible — et par quoi et pourquoi tout cela? Par de l'argent anglais, pour qu'une société capitaliste anglaise reçoive pour rien les sources de pétrole en Albanie.*

Et elle les obtint. Immédiatement après l'invasion de l'agent de l'Angleterre Ahmed Zogou, celui-ci signa un acte à M. Eyres par lequel il cédait à l'Angleterre la concession des sources de pétrole les plus importantes. *Voilà la véritable face de l'Angleterre conservatrice d'aujourd'hui!* —

Ce qui advint ensuite, est connu par tous : l'Angleterre s'engagea dans une énorme lutte contre la révolution chinoise éclatée pour se libérer de l'inhumaine exploitation des puissances capitalistes européennes. Dans cette lutte, Londres avait besoin de Mussolini comme vassal. Chamberlain se rencontra avec Mussolini à Livourne, Churchill se rendit en Italie, l'Angleterre obtint ce qu'elle voulait de l'Italie, et en revanche lui laissa pleine et entière liberté dans les Balkans, lui sacrifia l'Albanie. Le pacte italo-albanais consacra le protectorat italien sur l'Albanie; l'agent de l'Angleterre Ahmed Zogou fut détaché de l'agence de Belgrade et soumis à l'agence de Rome.

La situation actuelle en Albanie est connue aux lecteurs de la *Fédération Balkanique* tant par les articles qui y parurent jusqu'ici que par la Déclaration des leaders albanais parus dans le numéro précédent. La conséquence à en tirer est cependant ceci que l'Angleterre impérialiste n'a pas le droit de parler de prétendues propagandes étrangères dans son pays, cette Angleterre qui, ouvertement ou clandestinement, par la violence ou par la ruse, fait périr tout un peuple pour l'avidité de lucre de son capitalisme. L'Albanie en est l'exemple scolaire.

Paris, fin mai.

Marka Gouri

## La bénédiction du roi en Grèce

Une feuille fasciste italienne annonce que l'ex-roi Georges a non seulement invité ses partisans à soutenir le nouveau cabinet, mais a aussi expressément déclaré que tout mouvement contre le cabinet de concentration serait un acte anti-patriotique. Par cet acte, le roi liquide sa politique de jusqu'ici d'interventions continuelles et rend possible à son ami Tsaldaris de remplir, « au nom du roi », sa place au ministère.

Tandis que de tous côtés s'élèvent des mouvements contre le ministère, tandis qu'Evtaxias lance son appel au peuple grec de défendre les « actes de habeas corpus » des Hellènes, tandis que les officiers font entendre le cliquetis de leurs sabres parce que l'on veut introduire à leurs dépens un système d'économie dans l'armée, le cabinet oïkomène gagne un nouvel allié. Le déficit du budget s'élève à 500 millions, mais cela ne touche en rien à la stabilité du ministère. Venizelos veut le soutenir, le roi le promet aussi, les forces « illégales » sont aux côtés du cabinet oïkomène, la stabilité des proportions est maintenue. Des officiers pangalistes ont été arrêtés pour quelques jours, et Tsaldaris et ses chevaliers exigent leur punition. C'est comme si les monarchistes voulaient se venger du sang versé des gounaristes, comme si les amis « pacifiques » des puissances centrales voulaient prendre leur revanche des partisans belliqueux de la politique de l'Entente. La crise n'est pas résolue, le président Coundouriotis n'a pas retiré sa démission et reste en sa villégiature d'été. On prétend que la fraction vénizéliste la plus forte, celle du ministre Kafandaris, soutient les intentions de démission du président, et que Plastiras, qui est près du groupe de Kafandaris, s'efforce et travaille dans le même sens.

La nouvelle élection du président doit dérouler la question du sort de l'Hellas; elle sera certainement un plébiscite de fait sur la forme étatique de la Grèce. Le ministère de la guerre hésite entre la pression du ministère de l'intérieur et le mécontentement du corps des officiers. Mazarakis ne joue pas un rôle enviable; tantôt, il doit calmer ses amis, et tantôt le cabinet oïkomène le force à des concessions aux monarchistes. Le procès contre Pangalos est toujours annoncé, et toujours remis. C'est que l'on n'a pas de possibilité d'arriver par des moyens juridiques « normaux »; et quant à appliquer des formes extra-légales, les monarchistes y sont bien décidés, mais non pas les vénizélistes.

Dans l'armée, les différenciations dans le corps des officiers se sont accomplies avec assez de netteté. Une partie des officiers subalternes sont et restent pangalistes. Les désirs de coups d'Etat de Tsaldaris renforcent leurs rangs, et beaucoup qui n'étaient absolument pas d'accord avec la tactique de « Napoléon le Petit », protestent contre les réductions des salaires des officiers et le nouveau système d'assainissement. La masse des officiers est vénizéliste. La plupart sont des vénizélistes libéraux qui sont peu enclins à sacrifier leurs desiderata au besoin de tranquillité de la bancocratie. Mikhalakopoulos n'est pas leur ami. Le corps des officiers supérieurs se tient, en général, aux côtés de Plastiras, qui observe une attitude expectative. Il faut particulièrement mentionner que les officiers vénizélistes ne sont nullement désireux de sacrifier au cabinet de concentration des intérêts légitimes, et Kondilis est prêt à forcer avec le sabre un changement de la Constitution, du moment que la « Charte de la république grecque » correspond si peu à ses conceptions.

Le fait que Mikhalakopoulos démentit la scission du parti vénizéliste ne prouve rien en faveur de la fermeté de ce régime. Mikhalakopoulos acceptera toute forme étatique qui lui promet « le calme et l'ordre » capitaliste, il s'approche toujours plus des hommes de la « libre opinion » qui, quoique en principe pour la monarchie, veulent faire des affaires dans et avec la république. Les « vénizélistes conservateurs » et le groupe de Metaxa sont les véritables porteurs du système en vigueur. Que les ouvriers fassent la grève, que les artisans menacent de nouvelles actions pour sauver les restes de la loi de la protection des loyers, le noyau du cabinet de concentration tient ferme.

On essaie d'intimider les ouvriers par de nouvelles arrestations, et la protestation de la Chambre des ouvriers résonne sans être écoutée. Les réfugiés sont bernés par des promesses, et lorsque les contradictions deviennent trop aiguës, Monsieur Sofulis fait le semblant d'une opposition « loyale », et le gouvernement commence une offensive de délestage aux dépens de la population bulgarophone de la Macédoine. Dans la question de la grande politique, c'est une hésitation absolue entre les différents groupements. Tantôt, ce sont les Anglais que l'on acclame, on joue des matchs de football avec eux, on les appelle pour la réorganisation de la gendarmerie; tantôt on prend de la « soupe républicaine » avec les Français; tantôt on s'oriente vers les désirs de l'Italie; tantôt l'on présente des hommages à Mazarakis, et l'on s'enthousiasme pour une entente avec la Yougoslavie. A la fois, on applaudit aux aspirations italiennes sur l'Albanie et l'on porte le deuil de la dénationalisation des frères opprimés du Dodécanése. On salue le haut-commissaire britannique du Chypre, et l'on se réjouit que le maire d'Athènes a été accueilli à Lefkosi aux cris de « Vive la Pan-Hellade ». On ne songe point à tirer des conséquences des conceptions. On se réjouit de l'avance des Anglais qui tolèrent au Chypre des démonstrations panhelléniques, et on abandonne les frères de race à la domination étrangère! Le Dodécanése doit former la base d'une flotte aérienne italienne — on s'en inquiète bien, mais on prend les choses telles qu'elles sont, et pas un seul mot hostile ne se fait entendre des feuillages grecs. Le manque absolu de toute direction est devenu la véritable ligne de conduite, et les chefs du cabinet de concentration sont contents de ce que Pangalos ne s'est pas encore enfui de la prison et que les officiers républicains tolèrent la collaboration des monarchistes dans le cabinet.

Deux vénizélistes doivent être délégués à la session de la Société des Nations. Les collègues monarchistes ne sont pas désireux de s'exposer eux-mêmes par l'échec des négociations de crédits. On « assainit » le budget par de nouveaux impôts et on essaie de se soustraire à l'accomplissement des engagements de politique extérieure et des promesses faites aux réfugiés. Le cabinet oïkomène ne peut pas vivre. Il ne peut pas résoudre la crise financière, il ne peut pas franchir le dilemme entre la nécessité d'une réforme agraire et les intérêts des gros propriétaires de ses propres rangs. Mais le cabinet oïkomène ne peut pas non plus mourir. Aucun des grands partis parlementaires ne veut mener seul les affaires dans une situation tellement fatale. Et ainsi, le cabinet reste, ce cabinet que nul n'aime et que nul n'écartera — le cabinet du désarroi.

L'ex-roi Georges avait parfaitement raison de se déclarer pour le gouvernement de concentration. Les monarchistes ont besoin de temps. Ce n'est que « pas à pas » qu'ils peuvent liquider le caractère républicain de l'armée, ce n'est que petit à petit, par une pénétration pacifique, que l'on peut remplacer les vénizélistes par des gens fidèles au roi. Le cabinet oïkomène est vraiment une nécessité pour le monarchisme. Les royalistes jouissent de tous les avantages de la participation au pouvoir gouvernemental et peuvent pour chaque faute rendre responsable le gouvernement tout entier, ces républicains exécrés. Le cabinet oïkomène dans lequel un vénizéliste demande le plébiscite pour la forme gouvernementale, ne constitue pas un danger pour la royauté. D'ailleurs, en ce moment, la Yougoslavie ne permettrait point une restauration du roi grec, malgré toutes ses sympathies personnelles pour lui, car on a besoin d'une république grecque consolidée comme alliée, et non pas d'un royaume déchiré de guerres civiles, comme fardeau. C'est certainement à ce fait que l'ex-roi a sacrifié ses intérêts les plus légitimes. Les temps sont

passés où le roi envoyait en Grèce les courriers de sa confiance pour mobiliser les intransigeants contre Tsaldaris, Tsaldaris, le ministre de la république, est devenu le homo regius, et la politique de la « pénétration pacifique » est devenue le programme de son roi. Mais les partis républicains ne savent pas s'y prendre pour fermement ancrer la république dans l'appareil étatique. L'autonomie provinciale est la nécessité de l'heure. Ce n'est que le développement de l'autonomie provinciale qui peut maintenir viable l'Etat grec, qui peut renforcer et consolider la résistance de la masse républicaine contre la « grande famille » monarchiste. Tsaldaris fut fort habile en acceptant formellement la décentralisation de l'administration, pour saboter ensuite de fait cette décentralisation par l'expédient des « grandes charges financières ». Pour la cause du roi, l'autonomie provinciale et l'attraction des larges masses populaires, la démocratisation de l'administration, ne sont certainement que préjudiciables. Il serait donc du devoir du peuple grec d'user de la pression nécessaire sur la représentation nationale, qui n'est pas encore entravée dans son action par la seconde Chambre prévue par la Constitution, et de se créer des garanties pour la consolidation définitive de l'idée républicaine par une large autonomie pour les provinces grecques, par le remplacement de l'omnipotence des préfets de Tsaldaris par des corps de représentants des populations des contrées respectives. Ce n'est que si les masses grecques tirent cette conséquence de la « reconnaissance » du cabinet oïkomène par l'ex-roi Georges que les garanties politiques réelles seront créées contre un retour à la vie du constantinisme, et contre le retour du roi Georges chassé.

Melingos

## L'émigration macédonienne et le gouvernement fasciste en Bulgarie

*Les dirigeants du Comité National de l'émigration macédonienne en Bulgarie jouant un rôle de plus en plus néfaste pour les intérêts de cette émigration en soutenant le régime de la dictature militaire dans le pays, et ayant conclu un arrangement électoral avec la clique au pouvoir à Sofia pour se présenter comme candidats dans la liste même du Demokratiticheski Zgovor, l'Association Populaire des Etudiants Macédoniens à Vienne, qui déploie depuis trois ans une activité digne de tout éloge pour la libération du peuple macédonien et pour la fédération balkanique, vient d'adresser à ce Comité une lettre ouverte qu'elle a envoyée aux différents journaux bulgares et macédoniens et à notre rédaction, et que nous nous faisons un devoir de publier in extenso.*

Il n'est pas nécessaire de fouiller dans le passé lointain pour faire ressortir la politique anti-macédonienne des gouvernements bulgares. Les deux guerres qui ravagèrent la Macédoine et ruinèrent le peuple macédonien, sont encore trop récentes, de trop fraîche mémoire. Une grande responsabilité de toutes ces calamités pèse surtout sur les gouvernements bulgares. Mais le malheur ne s'en est pas tenu là. En 1919, les dirigeants bulgares, parmi lesquels se trouvaient des hommes politiques qui font aujourd'hui partie du gouvernement actuel, ont conclu une convention criminelle pour l'échange volontaire des populations — des Bulgares de la Macédoine grecque et des Grecs de la Bulgarie — convention dont les conséquences ne sont pas moins néfastes que celles des dites guerres. Pour être agréable aux Serbes et aux Grecs, le gouvernement actuel bulgare empêche le développement normal des luttes légales de l'émigration macédonienne et des réfugiés en Bulgarie en interdisant les manifestations et les congrès, en suspendant les journaux, en opérant de très nombreuses arrestations de Macédoniens, voire même en organisant des tueries de Macédoniens. Ce même gouvernement a étalé un désintéressement criminel pour le sort des réfugiés. — il les a laissés nus, sans abri, mourant de faim, et enfin il a conclu un emprunt honteux qui, sous le masque de bienfaisance, contraint les réfugiés à renier leurs foyers séculaires en Macédoine. Il poursuit par là le but de liquider la question macédonienne, en même temps que de faciliter la tâche des conquérants de Belgrade et d'Athènes d'aisément dévorer la Macédoine. Tout dernièrement encore le gouvernement de Sofia, faisant encore un pas en avant d'ignoble provocation sur le chemin de la liquidation de la question macédonienne, a décidé de vendre aux oppresseurs grecs les biens des églises et des écoles populaires en Macédoine.

Pour l'honneur et le bon renom de l'émigration il faut souligner qu'elle s'est montrée hostile à ces actes du gouvernement et qu'elle a lancé des protestations en masse, qui se continuent toujours, et qui ne cesseront que lorsque le gouvernement de Sofia mettra fin à ses provocations. L'émigration a rempli son devoir, et nous nous associons pleinement à cette juste indignation en criant aux mercantis d'autour de Liapcheff-Bouroff : Retirez vos griffes des biens du peuple macédonien !

Mais vous, Messieurs les dirigeants du Comité National et de son organe le « Makédonia », de quelle manière avez-vous rempli votre devoir ? Sous la pression de l'émigration, vous avez bien été contraints à protester — et vous avez commencé à lutter (*sic*) contre

les intentions du gouvernement de vendre les biens du peuple ; mais qu'est-il donc résulté de cette « lutte » ? Avez-vous obligé le gouvernement à renoncer à ses visées criminelles, au cours général criminel de sa politique anti-macédonienne ? Pas du tout ! Tout au contraire, derrière le dos de l'émigration et des réfugiés, du haut de la position que vous détenez, vous vous êtes permis d'accomplir cet acte humiliant et déshonorant de devenir des aides et soutiens du gouvernement fasciste. Le journal gouvernemental *Slovo* du 9 mai publie que le président du Comité National Dr K. Stanicheff, le directeur du journal *Makédonia*, G. Koulicheff, Dr Karandjouloff, An. Ouzounoff, et autres, dirigeants officiels de l'émigration, seront candidats à la députation dans la liste du Demokratiticheski Zgovor. Le gouvernement bulgare vend les biens du peuple, il vend la Macédoine et le peuple macédonien, et vous, après avoir protesté (*sic*) et lutté (*re-sic*) contre sa politique, allez vous installer aux côtés des députés gouvernementaux !

Mais alors, tout le bruit que vous avez fait contre cette vente éhontée des biens des églises et des écoles en Macédoine n'a été que pour arracher plus de mandats de députés ? Quels sont donc les intérêts macédoniens qui auraient pu permettre une telle entente tellement anti-macédonienne ?

Voyez la Macédoine écartelée et dévastée, voyez ces malheureux réfugiés qui meurent de faim, voyez le désastre du peuple macédonien tout entier — tout cela est dû surtout à la politique du gouvernement de Sofia, et spécialement à celle de Tsankoff-Liapcheff. Et vous les dirigeants d'une population d'un demi-million, vous aiderez un tel gouvernement ! Ce sera le plus grand crime envers notre peuple tellement éprouvé. Ce sera une honte pour le nom macédonien. Ressaisissez-vous, cessez vos agissements, et si vous ne voulez pas entendre raison, si vous ne voulez pas renoncer à vos intentions honteuses de devenir des députés-supplôts de ce gouvernement bulgare qui fait des marchandages même avec les cimetières des Macédoniens, vous porterez pour toujours la marque de Judas, et la malédiction du peuple macédonien vous écrasera. Vienne, le 20 mai 1927.

Association Populaire des Étudiants Macédoniens de Vienne

## Le spectre de la famine en Herzégovine

(Rapport de la Herzégovine)

Les serviteurs haïs des sultans, avec à leur tête Ismail Aga Tchhengitch, levaient en Herzégovine le Haratch (dîmes) en enlevant des étables la dernière brebis, la dernière chèvre et la dernière vache. Et le peuple avait faim et souffrait, car le ciel était haut, la terre dure, le Moscovite loin ; et c'était seulement avec le fusil que l'on pouvait parler avec les Dachias. Alors, le fusil partit... et Ismail Aga et ses janissaires disparurent.

C'est ainsi que parle l'épopée.

Des siècles s'écoulaient. Les régimes changeaient. Après les sultans, les Ismail Agas, et leur époque, vint le règne de l'Empereur et des « porteurs de culture » ; le peuple cependant continua à avoir faim ; et il émigra, dans le monde entier, pour une croûte de pain, se retira dans les forêts, fusil en main, pour lutter pour sa libération politique et économique, et des centaines des meilleurs fils du pays montagneux portèrent le sacrifice de leur vie.

Vint la « libération » du régime panserbe, et les bienfaits s'en firent sentir bientôt en deux manières. D'un part, c'étaient les Ismail Agas d'aujourd'hui, dans leurs automobiles luxueuses, dans des attelages élégants attelés de chevaux pur-sang, qui se rendirent chaque année dans les stations balnéaires à la mode, qui eurent des maîtresses, déposèrent leurs capitaux dans des banques, possédèrent tous les privilèges de la classe régnante, eurent le ciel sur la terre. D'autre part, ce furent les résultats de la « libération » ; et ces résultats, même la plume d'un Maxime Gorki n'était pas capable de les décrire. Nos « libérateurs », que le peuple entier ne considère que comme des oppresseurs et des envahisseurs, sont coupables de ce désastre qui a frappé la Herzégovine. Depuis trois mois entiers, une famine catastrophale règne en Herzégovine, le peuple se nourrit de racines, d'écorces d'arbres et d'herbes — on a déjà enregistré quelques morts. Telle est la nue vérité dans laquelle se trouve aujourd'hui la Herzégovine. Si à la place du gouvernement réactionnaire et anti-nationale d'aujourd'hui se trouvait un gouvernement d'ouvriers et de paysans, cette vallée des larmes et de la famine se transformerait en une province progressive, florissante de prospérité économique.

Par l'assainissement des contrées de Popovo Pole, Mostar Blato, Goritcho Pole, on obtiendrait en Herzégovine plus de 25.000 ha. de terres fécondes sur lesquelles l'on pourrait cultiver, grâce au climat favorable, des plantes industrielles. A part cela, la Herzégovine est riche en mines, et d'après les rapports des experts, s'y trouvent de trésors immensément riches de houille de qualité tout-à-fait supérieure, de baoxyde, et d'autres minerais.

Par la politique d'occupation de Belgrade, l'élevage de bétail, qui représentait un facteur important de l'économie nationale en Herzégovine, est en train de disparaître entièrement. Rien n'a été fait pour la reconstruction économique et industrielle du pays, malgré tous les facteurs concrets de développement qui y existent. Les gouvernants d'aujourd'hui trouvent opportun de transformer par des impôts et des charges (qui sont bien plus élevés que ceux de la riche Matchva serbe) l'Herzégovine en une simple colonie, comme toutes les autres provinces non-serbes. Par l'achat par force du tabac par l'administration du monopole panserbe au prix ridicule de 20 dinars pour le kilo de la qualité tout-à-fait supérieure, en en déduisant encore immédiatement les dettes d'impôts du paysan, et en revendant ce tabac à 300 dinars le kilo, des spéculateurs gagnèrent des centaines de millions, au prix du travail du peuple.

Il n'existe pas de mots pour stigmatiser ces crimes envers le peuple de la Herzégovine : introduction du partisanisme le plus

brutal, la carte de membre de parti des radicaux ou d'un autre parti gouvernemental étant obligatoire pour pouvoir défendre les droits les plus élémentaires ; politique de pillage économique ; réaction politique et terreur exercée brutalement par les gendarmes ; corruption des autorités, etc. etc. Résultat de cette politique : cette famine catastrophale avec ses graves suites pour l'avenir, et l'appauvrissement complet de la population, la ruine économique du village et de la ville. Un journal de la cour et des généraux, en parlant de la question de la famine dans la Herzégovine, a dit que les paysans résistent courageusement, sans se révolter. Oui, ils se taisent, mais bientôt ils se soulèveront et ce sera la fin du régime actuel ; car c'est avec des balles en plomb, et non pas des balles en caoutchouc, que le peuple luttera contre les gouvernants actuels, pour sa libération, et pour la Fédération Balkanique.

Mostar, le 20 mai 1927.

Ante Bosnitch

## L'anniversaire de la mort de Gotsé Deltcheff

Le 6 mai 1903 (23 avril, calendrier orthodoxe) fut tué dans une bataille avec les soldats turcs, près du village de Banitza, le plus grand des révolutionnaires macédoniens, Gotsé Deltcheff.

Fondateur de l'O. R. I. M. en 1893, il répandit ses idées révolutionnaires pendant toute sa vie à travers les villes et villages de la Macédoine, fondant partout des organisations de lutte, et vivant au milieu des périls innombrables de la vie illégale. C'était le modèle de l'homme honnête, constant, fidèle à la foi révolutionnaire.

Ses conceptions étaient essentiellement révolutionnaires. Il concevait le monde uniquement « comme un champ de rivalité culturelle entre nations », et comme les conditions élémentaires de cette émulation culturelle manquaient alors, étant donné que les masses populaires gémissaient sous l'oppression économique et politique, cette conception fut taxée de socialisme utopique.

La lutte pour l'affranchissement de la Macédoine, il la concevait comme une lutte contre « le système de gouvernement de l'Etat turc » et non contre le peuple turc lui-même. Il proclamait la coopération de

toutes les nationalités, de toutes les races et de toutes les religions dans cette lutte, pour la Fédération des Etats Balkaniques.

L'affranchissement de la Macédoine, il la comprenait comme une action des masses par la voie de l'insurrection intérieure : « La liberté de la Macédoine est uniquement dans l'insurrection armée intérieure ; celui qui pense autrement ment à soi-même et aux autres ; organisons les masses », écrivait-il dans une lettre. Et cette lutte devait être pure et libre de toute immixtion ou intervention de dehors. Il était l'ennemi déclaré du verkhovisme bulgare, serbe ou grec et contre l'intervention des puissances étrangères.

Il refusait toute « aide » du gouvernement bulgare et luttait de toutes ses forces contre le rôle « libérateur » des gouvernements balkaniques, et plus spécialement de celui de la Bulgarie, dont les visées annexionnistes et les conséquences néfastes qui en résulteraient pour la Macédoine étaient trop claires. Les événements historiques des années suivantes confirmèrent sa clairvoyance.

A côté de Gotsé se trouvait, dans ce même combat du 6 mai, un autre grand révolutionnaire et dépositaire des idées de Gotsé — Dimo Hadji Dimoff, que les « kotzkars » assassinèrent lâchement dans les rues de Sofia, en septembre 1924.

Gotsé est mort depuis un quart de siècle mais son nom est devenu le symbole, l'étendard dans la bataille pour la liberté d'un peuple entier, prêt aujourd'hui comme hier à tous les sacrifices héroïques.

## LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

### Albanie :

**Quatorze émigrants condamnés à mort.** — Le Journal Officiel de Tirana publie les condamnations à mort des quatorze émigrants suivants : Dom Loro Caka, Vsi Kiri, Ndoke Gjeshi, Dede Thana, Muho Begiri, de Scutari ; Lush Prela, Mark Sadiku, Ndue Sadiku, de Shala ; Dode Nikolla, de Gruda ; Séid Meta, de Kossovo ; Spiro Kossova, de Permeti ; Kole Bibe Mirakaj, de Ibajla ; Haxhi Nuti, de Postriba ; Nikolle Gjeta, de Nikaj.

**Le budget pour l'exercice 1927—1928 fixé par 29.000.000 de francs or.** — Les chiffres phantastiques du nouveau ministre des finances Fejzi Alizoti pour le budget rejettent dans l'ombre tous les autres budgets et constituent une nouvelle preuve de ce que la clique au pouvoir en Albanie mène le pays directement vers l'abîme. 11.000.000 de francs or ont été fixés rien que pour l'armée ! Oh donc prendra-t-on tout cet argent ? Comment le pauvre peuple albanais pourra-t-il supporter ces charges ? (« Liria Kombëtare » du 11 mai.)

**Les mercenaires d'Ahmed Zogou sont nommés officiers.** — Tant de sacrifices ont été portés et tant d'efforts déployés pour délivrer l'Albanie du système des mercenaires. Une armée nationale a été créée. Et voilà que tout s'effondre depuis l'invasion d'Ahmed Zogou. Se conformant à des instructions reçues de Rome, Ahmed Zogou forme un système de milice à la tête de laquelle il place tous ces traîtres qui lui servent de suppôts. Fin avril, 100 mercenaires furent nommés officiers à Scutari, et 80 à Dibra. D'autres condottieri sont également créés officiers ces jours-ci dans l'Albanie du Sud et du Centre. (« Liria Kombëtare » du 11 mai.)

### Bulgarie :

**La terreur électorale.** — A Lom, les agents de police Iljoff, Ilija Dimitroff, et le brigadier de gendarmerie Velkoff ont battu à mort 18 paysans du village de Dondoukovo. Slavtcho Ilieff, S. Trifonoff, P. Pantoff, Anguel Sretkoff et quelques autres ont été littéralement écrasés sous des coups. Dans le village de Labets, l'agent de police Pizgalsky, un poignard à la main, s'est rué sur le socialiste Mitko Glavanoff qui avait collé sur les murs des affiches électorales. Dans les villages de Koulé Makhla, Tsiber, Varoche, Razgrad Makhla, le brigadier de gendarmerie Tseko Patoff bat et profère des injures et des menaces contre les oppositaires, qui en sont tellement désespérés qu'ils veulent émigrer en masse au delà du Danube.

L'ancien député socialiste Dr Jalamoff, actuellement candidat, a été brutalement injurié par l'agent de police Kmetoff, qui lui a dit qu'il aurait été tué depuis longtemps, qu'il a été épargné, eu égard à ses enfants, mais qu'il n'était point trop tard pour le faire disparaître.

A Kneja ont été battus dans le bâtiment même de la commune et au poste de police Dimo Guéchoff et Todor Nicoloff ; l'état du premier est désespéré, et le second est incapable de travailler. Les habitants de ce village — le plus grand de la Bulgarie, avec 15.000 habitants — ont lancé au président du conseil et aux journaux de Sofia une dépêche de protestation, déclarant qu'ils ne peuvent pas même songer à avoir des droits et des libertés politiques, mais qu'ils veulent avoir leur vie garantie... « Si par vos élections, disent-ils dans cette protestation, vous voulez attendre à notre vie, nommez alors vous-mêmes vos députés. Laissez-nous notre vie et notre santé, car vous avez besoin de nous comme des contribuables. »

A Stara Zagora, le candidat de l'opposition, Oratcheff, a été attaqué, battu, maltraité dans la ville même.

Dans le district de Pechtera, à Radelovo, 13 agents de police et gendarmes ont attaqué par des salves de coups de feu les deux frères Bekloff, alors que ceux-ci travaillaient dans leur champ. Cette bande leur a incendié leur maison, tout leur inventaire agricole et tous leurs effets. Les habitants du village ont envoyé une dépêche de protestation, signée par 40 personnes, à Liaptcheff et aux journaux.

A Novoseltsi, près de Sofia, 3 paysans du village de Yana, Andréi Pétroff, Panteléf Boneff, et Guorgui Iwanoff, ont été arrêtés sous prétexte d'avoir conspiré contre l'Etat.

A Harmanli, le candidat de l'opposition a été arrêté et maltraité.

A Plovdiv, les agents de police et de gendarmerie parcourent le district tout entier en terrorisant la population, battant et injuriant les paysans — rien que dans la commune de Tcherkovenské trente paysans ont été battus.

Etc. etc.

**Même les enfants des oppositaires sont arrêtés et battus.** — Le « Znamé » du 14 mai annonce que les enfants des oppositaires I. Alexoff et I. Ekimoff ont été arrêtés par la police et inhumainement battus au commissariat. Puis, on leur a rendu leur liberté en leur disant qu'ils seraient de nouveau arrêtés et battus si leurs parents ne votaient pas pour le gouvernement.

**Les procès monstres.** — Un grand procès vient de commencer à Sofia contre trente-sept jeunes gens, des ouvriers, des étudiants,

des gymnasiastes, voire même des jeunes filles. Ils sont accusés de « complots communistes ». On leur avait arraché à la police par des tortures indicibles des « aveux » qu'ils rétractèrent tous devant le tribunal.

A Trojan a lieu un procès contre 20 paysans accusés d'être membres d'une organisation paysanne illégale. Toutes ces vingt personnes ont été bestialement torturées à la police et des « aveux » leur avaient été arrachés. Rememorons à cette occasion que c'était à Trojan que vers la fin de l'été 1926 les gendarmes et la soldatesque avaient organisé, par ordre supérieur, une terrible boucherie, et 200 paysans avaient été massacrés, leurs femmes et filles violées, leurs maisons et granges incendiées.

**Régime moderne des prisons.** — La direction de la Prison Centrale de Sofia a soumis à des punitions brutales tous les prisonniers politiques qui le 1er mai avaient orné leurs vêtements de fleurs et de rubans rouges. Ils ont été tous isolés dans des cellules pour un mois, et interdiction leur a été faite pour deux mois de recevoir de la correspondance ou la visite de leurs parents.

**Les gros honoraires pour les membres des cours d'arbitrage.** — En vertu des traités « de paix » les différends entre les Sociétés étrangères et l'Etat bulgare doivent être tranchés par des cours d'arbitrages. Il y a présentement quatre cours d'arbitrages en Bulgarie, et ces cours décident elles-mêmes les honoraires que leurs membres doivent toucher. Et les avocats du gouvernement, qui presque toujours appartiennent au Zgovor, reçoivent des honoraires tout-à-fait exorbitants. Dans le « Zora » du 6 avril l'ancien ministre M. Kazassoff signale que les membres de ces quatre cours d'arbitrage reçoivent de l'Etat bulgare une rémunération de 10.000.000 de lévas ou de 250.000 à 600.000 lévas par personne. Et il relève un fait particulièrement intéressant... dans le litige à propos de la construction du port de Svichkoff, l'Etat bulgare a été condamné à payer une somme de 1.851.000 lévas et les arbitres ont reçu comme honoraires 810.000 lévas.

### Macédoine:

**Les élections sous le joug bulgare** (par lettre de Pétritch). — Les nouvelles sur la Terreur pré-électorale en Bulgarie sont si abondantes qu'on sent le mouvement vigoureux d'une opposition résolue à mettre fin au régime instauré après le Coup d'Etat du 9 juin 1923. La lutte se poursuit, acharnée, de part et d'autre. Le peuple y est entraîné. Mais il ne s'agit pas seulement d'une lutte d'idées, mais du combat avec la force armée de la police et des « facteurs irresponsables ». On voit tout de même que la vie politique n'est pas complètement morte et qu'il y a en Bulgarie une masse hautement éduquée politiquement et prête à défendre ses droits et libertés contre la dictature militaire du cabinet Liapcheff.

Mais il y a une partie de cette Bulgarie qui s'appelle le département de Pétritch, qui a plus de 220.000 habitants, où on ne voit aucune lutte politique, aucune réunion, aucune assemblée ; où on n'entend ni la voix des orateurs de l'opposition, ni même celle des partisans du gouvernement, où règnent la stagnation et l'air étouffant d'une oppression clandestine, où le pauvre cultivateur de tabac, le misérable réfugié et le pâle ouvrier doivent courber la tête et s'arranger avec le gros commerçant de tabac, et les émissaires d'une force occulte qui leur répugnent, où la vie n'est rien... Cette partie, c'est la Macédoine sous le joug bulgare.

Au temps de Stambolisky, la Macédoine bulgare élisait trois députés communistes sur 7 à élire. Les luttes politiques se déroulaient normalement. Mais depuis lors... c'est l'organisation de Protoguéroff et les agents du Palais bulgare qui imposent les listes... et qu'on ose ne pas voter pour elles !

Il n'y avait qu'une liste, dite liste « de tous les citoyens », aux élections de novembre 1923. Et la Macédoine donnait au gouvernement Tsankoff 11 députés, 11 de ses pires ennemis qui l'ont crucifiée cyniquement pendant quatre années.

L'histoire se répète aujourd'hui. On a nommé déjà les députés pour la Macédoine bulgare, la liste de « tous les citoyens » est préparée. Et aucune liste de l'opposition ! C'est le revolver qui règne ! Voilà les mêmes agents de la politique revancharde qui ont participé à toutes les tractations sur les destinées des Macédoniens. Ne citons que les noms de MM. G. Koulicheff, ancien directeur des journaux les plus réactionnaires « Svobodna Retch » et « Slovo », actuellement directeur du journal « Makedonia », Dr Roumenoff, député du Zgovor, Dr Stanicheff, Iv. Karandjouloff, etc..., tous connus comme les pires représentants de la politique chauvine et revancharde en Bulgarie. Et contre cette liste, aucune liste de l'opposition ! C'est le revolver qui règne ! Voilà les libertés politiques en Macédoine bulgare !

D'autre part, les émigrés, au nombre de 400.000, sont asservis par le « Comité » et les sbires de Protoguéroff. Tout est mis en œuvre pour les forcer à voter pour le Gouvernement, comme en 1923. Mais tout de même, ils ont trop souffert et, aidés par les autres groupes politiques, ils sauront, nous l'espérons, pour une large part, donner leurs voix à ceux qui souffrent comme eux ; ils s'allieront aux masses laborieuses qui veulent s'émanciper et délivrer, en même temps, tous les opprimés.

**Arbitraire policier.** — Le commandant général de la gendarmerie, le général Tomitch, et le chef de la section de la Défense de l'Etat au ministère de l'Intérieur Jika Lazitch, entreprirent récemment un voyage d'inspection en Macédoine. Immédiatement après leur arrivée, toutes les

régions des alentours de Stoumitza, de Guévguéli et de la frontière albano-macédonienne furent cernées par la gendarmerie, et la population fut concentrée et placée sous surveillance militaire. Puis, l'on commença à perquisitionner les maisons en cherchant des armes, des munitions et des comitadjis. De nombreuses maisons en furent gravement avariées par le fait que l'on détruisit des murs entiers. La population fut aussi brutalement maltraitée. Et cependant, en dehors de ces bestialités, l'expédition n'eut absolument aucun autre résultat.

**Simulacre de procès contre des gendarmes.** — Le 25 mai devrait se dérouler à Skopjé le procès de cinq gendarmes qui avaient féroce-ment battu 27 paysans des alentours de la ville pour chercher des comitadjis. On ne se fait cependant pas d'illusion que les principaux coupables ne comparaitront point devant le tribunal.

### Roumanie:

**Grève de la faim à la Doftana.** — La « Dimineatza » du 15 mai annonce que 70 détenus à la prison de Doftana ont déclaré la grève de la faim pour protester contre la mise au cachot de plusieurs d'entre eux.

La trop fameuse prison de Doftana, petit village du district de Prahova, est une des plus dures de toute la Roumanie. Elle a été bâtie pour les criminels récidivistes. Mais elle est maintenant choisie pour les politiques.

Dans cette prison, la section H est réservée aux détenus punis de cachots. Ceux-ci (d'étroites cellules en ciment) sont toujours ruisselants d'eau. Les détenus y sont enchaînés. On leur donne comme nourriture un bol d'eau tiède où nagent quelques haricots. Deux jours par semaine, jeûne complet.

On comprend que les détenus n'aient pas voulu accepter sans protestation la décision soumettant plusieurs de leurs camarades à cet effroyable régime.

**La dissolution des syndicats.** — La mesure brutale, prise sur l'initiative de M. Trancu-Iassy, ministre du Travail, contre les Syndicats Unitaires roumains, a soulevé de nombreuses protestations à l'étranger, dans les milieux intellectuels comme dans les organisations ouvrières de toutes tendances.

En Roumanie même, malgré la Terreur, des protestations se sont aussi produites.

En particulier le Parti national-paysan a pris position contre la décision gouvernementale.

La « Dimineatza » en date du 20 mai publie le compte rendu d'une conférence faite au Club du Parti national-paysan, contre la décision du Gouvernement roumain de dissoudre les syndicats ouvriers.

Ont pris la parole le Secrétaire du Parti, M. Virgil Madgearu et M. Pompiliu Joanitzescu, députés.

M. Joanitzescu a déclaré notamment : « Ce que veut faire le Gouvernement en supprimant les syndicats est un véritable crime. Le Parti national-paysan est pour la liberté complète d'organisation syndicale. »

Il a fait ensuite un exposé de toutes les mesures des gouvernements successifs qui ont détruit, petit à petit, les libertés ouvrières : « Si les patrons ont leur Chambre de Commerce et d'Industrie et tant d'autres institutions, il n'est pas admissible que les ouvriers n'aient pas un seul organisme de défense. En définitive, le point capital des prétentions ouvrières mises à jour par les syndicats, c'est la journée de huit heures, qui est une revendication universelle. »

M. Madgearu a déclaré que la liberté syndicale figure à la place d'honneur dans le programme du Parti national-paysan comme le minimum des revendications de la classe ouvrière de Roumanie.

**Le rapt de la Bessarabie.** — On sait que la Roumanie officielle assure à toute occasion que la Bessarabie se serait jointe à la mère-patrie spontanément, volontairement, sans aucune pression extérieure. Ces tentatives de voiler le rapt brutal viennent dernièrement d'être démenties d'une façon éclatante par le passage d'un discours prononcé le 10 avril écoulé à Craiova (Valachie) par le renégat Inkouletz, ancien socialiste révolutionnaire, puis mamelouk de Bratiano, ministre, bourreau de Tatarbounar. Inkouletz dit entre autres, en parlant des événements qui se déroulèrent en son temps : « ... 2 régiments, quelques batteries et un groupe de motocyclistes furent envoyés en Bessarabie ; mais ces troupes ne suffirent pas pour maintenir en respect les insurgés dans les villages. Des compagnies spéciales furent formées, mais cela n'y suffit toujours pas. (On voit combien populaires étaient les autorités de M. Inkouletz ! N. D. L. R.) On s'adresse alors à la Roumanie en lui demandant son appui... Mais cela n'était pas tellement facile... Les relations avec le gouvernement roumain furent établies par l'entremise d'émissaires de toute confiance, de dignes patriotes (sic) ! ... Le 2 décembre, le « Sfatul Zeri » proclama l'indépendance de la République Moldave. Aux premiers jours de janvier, la 11<sup>me</sup> division roumaine sous le commandement du général Brosteano — de ce monstre sanguinaire qui, en 1919, fit massacrer à Chotin plus de 11.000 paysans — arrivait en Bessarabie soi-disant pour garder les dépôts, mais, en réalité, elle avait pour tâche de faciliter la marche définitive en Bessarabie de l'armée roumaine et de préparer la jonction. La force morale (sic) pour la jonction était ainsi acquise. » (« Dimineatza » du 16 avril 1927.)

On ne peut vraiment pas démentir plus nettement cette ignoble calomnie que la population bessarabienne ait « volontairement », « spontanément » proclamé sa jonction à la Roumanie.

**20.000 jeunes Bessarabiens renoncent à la nationalité roumaine.** — Après l'occupation de la Bessarabie par l'armée roumaine, 20.000 jeunes Bessarabiens ont renoncé à la nationalité roumaine et ont opté pour la Russie. Ce fait est avoué par la presse gouvernementale elle-même. L'«Adeverul» du 22 mai annonce cependant que, malgré ceci, le gouvernement roumain les soumet à des formalités militaires pour les recruter, ce qui a provoqué parmi eux une vive excitation, et leurs avocats menacent de s'adresser à la Société des Nations, si leur nationalité russe n'est pas reconnue.

**Les locataires bessarabiens privés de tout droit.** — La nouvelle loi roumaine supprimant la protection des locataires prescrit que les locataires bessarabiens qui payaient en 1914 moins de 1.200 roubles de loyer, payeront un loyer de 40 fois plus élevé qu'avant-guerre. Comme à la suite de l'occupation et de la guerre civile, tous les documents des impôts manquent en Bessarabie, il est très difficile d'établir les loyers payés en 1914, et des dizaines de milliers de locataires bessarabiens se trouvent sous la menace d'être jetés sur le pavé. Malgré toutes les protestations, le gouvernement observe une attitude complètement passive.

**Ils exigent leurs récompenses...** — Une députation d'anciens membres du pseudo-parlement bessarabien «Sfatul Tséri», qui avait essayé de donner une «consécration légale» à l'occupation du pays, s'est présentée il y a quelques jours aux autorités centrales à Bucarest et a demandé que «pour les mérites pour la patrie» de ces anciens «députés» leur soient distribuées des parties des terres expropriées en Bessarabie. («Univerul» du 20 mai.)

**Protestations roumaine et bessarabienne.** — Les émigrés roumains à Paris groupés dans le Cercle Culturel roumain ont envoyé le télégramme suivant au Général Averesco :

«Les citoyens roumains résident à Paris, émus par la répression toujours plus large, l'interdiction des syndicats ouvriers, les persécutions de toute nature, le procès Stéfanoff, les tortures dans les prisons, le fait que les ouvriers roumains ont été obligés de fêter le 1er mai dans des cimetières, réclament la liberté d'organisation syndicale, l'abandon des procès politiques, la suppression de l'état de siège, et l'amnistie. Les Roumains souffrent d'être considérés à Paris comme les représentants d'un pays de terreur blanche.»

Une copie de ce télégramme a été adressée aux journaux «Adeverul», «Dimineatza», «Univerul», «Socialismul», «Cuvintul». Nous voulons espérer que la censure de M. Moga a bien voulu laisser parvenir ce télégramme aux destinataires.

De son côté, l'Association des Emigrés bessarabiens, résidant en France, a adressé un télégramme de sympathie à Boris Stéfanoff, accusé, entre autres crimes, de réclamer le droit de «libre disposition» pour la Bessarabie, et la dépêche suivante au Conseil de Guerre du II<sup>e</sup> corps, à Bucarest :

«Association des Emigrés bessarabiens en France envoie protestation indignée contre injuste incarcération, tortures et procès de l'ex-député Stéfanoff, accusé d'avoir défendu autodétermination de la Bessarabie opprimée. Association luttant pour même cause exprime sa solidarité entière au vaillant défenseur Stéfanoff, s'élève contre sa comparution devant Conseil de Guerre, exige sa libération immédiate.»  
Association Emigrés bessarabiens en France.

## Yougoslavie:

**La situation des détenus politiques dans les prisons de la Yougoslavie.** — En dehors de ses nombreuses prisons de police et autres établissements pénitentiaires, la Yougoslavie possède des bagnes : à Belgrade, Niche, Pojarévats, Skoplje, Lepoglava, Maribor, Sibenits, Zenica, Sremska-Mitrovitsa et Péetrovaradine (prison militaire).

Le traitement des prisonniers politiques (qui sont pour la plupart des communistes et des national-révolutionnaires monténégrins, albanais, macédoniens et croates) condamnés de 2 à 20 ans de travaux forcés d'après la loi sur la Défense de l'Etat, est insupportable dans tous ces bagnes, mais particulièrement brutal dans ceux de Sremska-Mitrovitsa, Skoplje et Zenica. Les prisonniers politiques y sont subis à un traitement pire que celui des criminels de droit commun, et l'on cherche par tous les moyens à les humilier aux yeux de leurs co-détenus. Lors de leurs rudes travaux forcés — qui est obligatoire pour les condamnés politiques aussi — on les apostrophe par des injures tels que «Hé toi, voleur ! criminel !» Toutes les fois qu'un détenu politique passe devant un gardien, il doit ôter la casquette et saluer amicalement, sous peine d'être giflé. Il est interdit aux détenus politiques de parler entre eux. Si l'un d'eux n'observe pas cette défense, il est puni de cachot pour un temps indéterminé. A Sremska Mitrovitsa et à Maribor il est aussi défendu de fumer.

**La sortie dans la cour** — appelée «promenade» — a lieu de 6 à 7 heures du matin, en été comme en hiver, de façon que jamais le moindre rayon de soleil n'atteint les prisonniers.

Les visites sont sévèrement interdites. Une fois par mois seulement, le prisonnier politique peut recevoir la visite de quelques minutes d'un de ses parents, en la présence du gardien.

**La nourriture est in mangeable.** — Elle consiste en un demi kilo de pain noir par jour et d'un peu de «soupe», c'est-à-dire de l'eau chaude avec quelques pommes de terre pourries, haricots ou choux, et deux fois par semaine d'un tout petit morceau de viande également mauvaie. Le prisonnier politique n'est pas autorisé à recevoir quelque chose du dehors : ni de la nourriture, ni des habits, ni du linge, ni du savon, etc. Quant à l'argent, on n'en peu laisser qu'en très petite quan-

tité à la direction pour le prisonnier politique, et alors celui-ci reçoit un demi pain «blanc», c'est-à-dire quelque peu mangeable, tandis que le pain noir, est pour la plupart du temps immangeable.

Un grand nombre de prisonniers politiques doivent travailler, enchaînés, 10 à 12 heures par jour, et ce pendant de longues années. Les chaînes pèsent de 5 à 15 kilos.

Les vêtements et le linge sont absolument insuffisants, et pas du tout conformes à la saison. — C'est ainsi qu'avant même le printemps ils reçoivent des vêtements d'hiver tout-à-fait légers, alors qu'il fait encore très froid, et les habits d'hiver ne leur sont distribués que bien tard en automne.

Presque tous les prisonniers politiques sont malades. Leur «traitement» a lieu dans l'«hôpital» de la prison, sans aucun médicament, par le médecin du pénitencier, mais aussi souvent par le garde-malade qui est lui-même un bagnard.

Pour les prisonniers politiques il n'existe pas une libération anticipée pour bonne conduite. Dans tous les cas de telles amnisties, ces malheureux ne sont jamais pris en considération.

Dans le bagne militaire de Péetrovaradine se trouvent de nombreux adhérents de la secte religieuse des Nazaréens, condamnés de 5 à 15 ans de travaux forcés pour n'avoir pas prêté serment au drapeau par des raisons religieuses et s'être refusés à porter des armes ; beaucoup de soldats et d'officiers y sont aussi emprisonnés pour propagandes antimilitaristes. On ne sait rien du sort de ces malheureux, car ils sont soumis à un régime particulièrement sévère, n'ayant pas même la permission de recevoir la visite de leurs plus proches parents.

**Assassinats d'ouvriers en Bosnie.** — Un drame eut lieu récemment à Serajewo qui provoqua une grande indignation dans toute la population. L'ouvrier Josip Martinovitch fut si cruellement battu au commissariat de police qu'il en eut les intestins déchiquetés et qu'il en est mort au bout de deux jours.

**La réaction serbe lutte même contre les cartes géographiques.** — L'agence officielle A v a l a publiait récemment une circulaire du ministre de l'intérieur par laquelle était strictement défendue l'importation d'une carte géographique de l'Union Soviétique qui aurait été composée à Paris. Un exemplaire qui avait été exposé dans une vitrine à Belgrade, fut immédiatement confisqué.

**Elections municipales à Brod.** — Les élections municipales à Brod sur la Save, ont eu lieu le 8 mai. Le bloc composé des partisans de Nikitch (dissident du parti de Raditch), des fédéralistes et des radicaux, a obtenu 1.019 voix avec 12 sièges, les raditchiens — qui avaient jusqu'à présent la majorité au Conseil municipal de Brod — n'ont obtenu que 443 voix avec 5 sièges, les communistes 333 voix avec 5 sièges, et les démocrates indépendants 189 voix avec 2 sièges. Les raditchiens ont perdu 5 sièges et plus de 400 voix.

**La famine en Herzégovine** (par lettre de Sarajevo). — La famine prend des proportions de plus en plus grandes. Des milliers de personnes en guenilles et affamées rôdent dans les montagnes en cherchant des herbes et des racines pour se nourrir ; plusieurs affamés sont déjà devenus fous. Dans tout le pays transformé en un véritable enfer, on n'entend que les cris déchirants des enfants mourant de faim.

Il ne s'agit pas d'un accident passager tel que la sécheresse de 1921-1922 en U. R. S. S. La famine en Herzégovine est un phénomène économique et social. Cette province, occupée par les impérialistes serbes, se place au rang des pays économiquement passifs ; la production du blé et du maïs n'a jamais suffi à la nourriture de la population ; mais grâce à la culture du tabac et des vignes, grâce à l'argent arrivant d'Amérique et dont la somme s'élevait à 30% de tout le revenu de la population d'Herzégovine, on se tirait tant bien que mal d'affaire dans ce pauvre pays.

Mais aujourd'hui, tout est changé. Etant donné que le tabac est monopolisé par l'Etat, que les petits producteurs sont volés par la direction du monopole, les revenus du tabac sont devenus insignifiants. Le phylloxéra a détruit presque complètement les vignes. Quant à l'argent venant d'Amérique, il n'en arrive plus. Croyant que par la création de la Yougoslavie, l'Herzégovine allait devenir un pays riche et heureux, les nombreux ouvriers travaillant en Amérique sont rentrés dans leur pays «libéré».

Or, trouver du travail en Yougoslavie, est aujourd'hui impossible, le nombre des chômeurs s'élevant à 200.000.

Les pauvres Herzégoviniens sont donc condamnés à mourir de faim. Et voilà les contradictions économiques ! Alors que les paysans de certaines provinces sont obligés de vendre leurs produits agricoles pour rien, d'autres meurent de faim dans d'autres régions.

La population des villages Polog, Dabritch, Grabova, Draga, Knezpote, Gorantai, Rachka Gora, Vrg, Doreganitza, Gogodol, Tzrnatch, Brivtiza, Iare, Biograditsi et Izbitchno souffre particulièrement. D'après les données officielles, 90% des habitants de ces villages ne possèdent pas un seul grain de maïs.

Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement Voukitchévitch a assigné un crédit d'un million de dinars comme aide aux affamés. Mais cette somme est tout-à-fait insuffisante.

Les syndicats ouvriers indépendants réclament du gouvernement :  
1<sup>o</sup> une aide matérielle suffisante et immédiate pour les affamés ;  
2<sup>o</sup> le prélèvement d'un impôt spécial, sur les grands capitalistes et les grandes banques, en faveur des affamés ;

3<sup>o</sup> l'expropriation des grandes propriétés foncières et la répartition gratuite, aux paysans pauvres, de la terre et des outils nécessaires à l'agriculture.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Die albanische Frage Eine wichtige Deklaration der albanischen Führer

Am 24. April wurde von dem Albanischen Komitee für Nationale Befreiung und dem Befreiungskomitee von Kosovo eine Proklamation erlassen, welche einen historischen Wendepunkt in der albanischen Freiheitsbewegung, wir können selbst sagen, in der Befreiungsbewegung des Balkans überhaupt, darstellt. Zum erstenmal im Laufe der letzten Jahre treten die hervorragendsten Führer der albanischen nationalen Freiheitsbewegung öffentlich vor das albanische Volk und vor die fortschrittliche Meinung und die arbeitenden Massen Europas, und nachdem sie einen wirklich erschütternden Bericht über die wahre Lage Albaniens und des ganzen albanischen Volkes sowie die Rolle und die Intrigen der reaktionären und imperialistischen Balkanregierungen und ihrer westeuropäischen Beschützer erstatten, formulieren sie ihre Wünsche, zeigen den einzigen Weg, der zu den Zielen führt, die sie sich gesteckt haben. Zum erstenmal seit Jahren wenden sie sich an die arbeitenden Massen, an die albanische Jugend, an die Intellektuellen, um ihnen den wahren und einzigen Weg zur Befreiung des unterdrückten und gemarterten Volkes zu zeigen.

Diese Deklaration ist eine bereckte Anklage gegen die balkanischen Imperialisten und ihre westeuropäischen Beschützer, an deren Spitze sich die englischen und italienischen Imperialisten befinden. Sie beweist auf einleuchtende Weise an Hand von Beweisen, daß in Albanien die schändlichste Raubpolitik der europäischen Mächte wütet, und daß diese Mächte sich Ahmed Zogus, dieses Henkers des albanischen Volkes, als eines gedungenen Bandenführers bedienen, um sich zuerst die Ausbeutung der nationalen Reichtümer und sodann die definitive Eroberung des Landes zu sichern. Sie zeigt auch, welche große Gefahr diese imperialistische Politik für alle Balkanländer und -völker in sich trägt. Sie zeigt uns, wie nah und unvermeidlich die Kriegsgefahr ist, die aus der ziellosen Politik der imperialistischen Mächte entstehen muß.

In dieser Deklaration wenden sich die beiden unterzeichnenden Komitees, voll Hoffnung in die Zukunft und den nahen Sieg ihrer Ideale und Wünsche, an die breiten albanischen Massen und laden sie zu methodischer und grundlegender Arbeit an einer energischen Organisation und Vorbereitung zu sicherem Kampf ein. Sie erwähnen, daß diese Massen allein und isoliert den zahlreichen, mächtigen Feinden nicht standhalten können, und beweisen, daß die albanische Bewegung nur eng vereint mit den verschiedenen Freiheitsbewegungen der unterdrückten Balkanvölker und der internationalen fortschrittlichen Kräfte auf die Verwirklichung des Volksideals: die wahrhafte Befreiung Albaniens, rechnen könne. Und um die Verbündeten und Freunde besser erkennen zu lassen, werden sie in der Deklaration namentlich genannt: es sind die balkanischen nationalen Organisationen der Befreiungsbewegung, die arbeitenden Massen Englands, Italiens und Europas im allgemeinen, die des Balkans, der befreiten oder im Begriffe sich zu befreien stehenden Völker, die Anhänger fortschrittlicher Ideen aller Länder. Da bei verschiedenen Gelegenheiten, besonders seit der letzten drei Jahre, Albanier sich für fremde Ziele schlugen und ihr Blut vergossen, warnen sie die Deklaration, sich in abenteuerliche, von Feinden des albanischen Volkes heraufbeschworene Aufstände mitreißen zu lassen.

Die Wünsche, die die Deklaration formuliert, können in folgende Punkte zusammengefaßt werden:

Befreiung von der Fremdherrschaft;

Errichtung einer das ganze albanische Gebiet umfassenden Republik und Union dieser Republik mit den anderen nationalen Republiken am Balkan in einer Balkan-Föderation;

die politische Macht muß dem arbeitenden Volke, die Erde den Bauern und nicht den feudalen Beys, diesen Instrumenten der Fremdherrschaft, gehören.

Um diese Ziele zu verwirklichen, zählen die Unterzeichner der Deklaration auf die arbeitenden Massen, die Jugend, die Intellektuellen, deren Wortführer sie sind. Sie zählen auf die Balkanvölker, deren Interessen in bezug auf imperialistische Fremdherrschaft und Ausbeutung die gleichen sind wie die des albanischen Volkes. Sie zählen auf die demokratischen, pazifistischen und antiimperialistischen Elemente und Organisationen Europas.

Die Ideen und Vorschläge, welche in dieser Deklaration ausgebreitet und verteidigt werden, haben in den Spalten dieser Zeitung lebhaften Ausdruck gefunden. Wir haben stets die reaktionäre, impe-

rialistische Politik der heutigen faschistischen, blutdürstigen Regierungen und die schädliche und verbrecherische Rolle, welche der westliche europäische Imperialismus und ihr Werkzeug, der Völkerbund, im Leben der Bevölkerung der Halbinsel spielen, aufgezeigt. Unsere Freude ist groß, daß bei der Elite des albanischen Volkes dieselben Bestrebungen bekundet werden. Wir sagen: die Elite des albanischen Volkes, denn diese Deklaration ist unterschrieben vom Bischof Fan S. Noli, früheren Präsidenten des albanischen Kabinetts, eine der bedeutendsten und sympathischsten Figuren des politischen und literarischen Lebens Albaniens und des gesamten Balkans, und von seinen Freunden Lano Borshu, unserem Kollegen Dr. Omer Nishani, Konstantin Boshnjak, Dr. Nush Bushati, Kapitän Aziz Çami — im Namen des Albanischen Komitees für Nationale Befreiung; und Bedri Pejani, Kiamil Balla und dem Kommandanten Ibrahim Jakova — für das Befreiungskomitee von Kosovo; alle bewährte Kämpfer für die Befreiung des albanischen Volkes, frühere Abgeordnete, Publizisten, Journalisten, Männer, die hohe Stellen bekleideten, Persönlichkeiten, welche sich des vollkommenen Vertrauens der albanischen Massen erfreuen.

Diese Deklaration wird der albanischen Freiheitsbewegung eine besondere Aufmunterung bringen, die Reihen der Kämpfer schließen und den Kampf der albanischen Volksmassen gegen die blutige Diktatur Ahmed Zogus und gegen den westlichen Imperialismus verstärken. Sie wird in den nationalen Bewegungen der anderen Balkanvölker ihren Widerhall finden. Sie wird diejenigen Völker, welche bereits organisierte Bewegungen besitzen, ermutigen, mit gesteigerter Energie für die Erreichung ihrer Ziele zu kämpfen — sie wird jene, welche noch nicht zum Kampf organisiert sind, ermutigen, ihre Organisation zu beschleunigen, um gemeinsam mit den anderen nationalen Bewegungen am Balkan den Kampf zu führen.

Indem wir diese Deklaration veröffentlichen, welche einen weiteren und äußerst wertvollen Schritt zur Vereinigung der Anstrengungen der unterdrückten Balkanvölker darstellt, welche sich von dem Joch, das sie alle erdrückt, befreien wollen, fühlen wir den Tag immer näher rücken, da das Ziel erreicht ist, welches wir verfolgen.

Auch wir sagen mit dieser Deklaration, daß der Tag der Befreiung des albanischen Volkes, und aller unterdrückten Balkanvölker, nicht fern ist. Der Tag kommt mit sicherem Schritt; und auch die Balkanvölker werden ihr eigenes Schicksal in eigenen Händen halten.

Dann wird der Balkan aufgehört haben, ein Herd von Unruhen und Kriegen zu sein, um ein Herd des Wohlstands und des Friedens zu werden, zum Wohle der Balkanvölker und der Völker Europas.

Die Redaktion

## Deklaration

Albaner!

Diejenigen Vorkämpfer der Nationalidee, welche seit langem angekündigt haben, daß die Beseitigung der Kaste der feudalen Beys — mittelalterlicher Herrschaftsgebiete — der erste Schritt zur Selbstständigkeit unseres Volkes sei, haben vollkommen recht behalten. Die zwei letzten Jahre der Herrschaft der feudalen Beys mit Ahmed Zogu an der Spitze, haben dies auf unwiderlegbare Weise bewiesen. Im Laufe dieser zwei Jahre ist das unabhängige, nach so vielen Kämpfen und Opfern geschaffene Albanien von neuem in politische und ökonomische Knechtschaft, in die schrecklichste, welche es jemals in seiner Geschichte gekannt hat, verfallen.

Wir werden hier das Elend aufzählen, welches unser Volk durch die feudalen Beys, die geeignetsten Instrumente der Fremdherrschaft, ertragen mußte.

Im Jahre 1924 überfiel eine jugoslawische Armee, mit Hilfe der italienischen und griechischen Regierung und unter dem Beistand Englands, Albanien und zwang ihm die Herrschaft der feudalen Beys und Ahmed Zogus als Präsidenten auf. Herr Ninčić, der damals jugoslawischer Außenminister war, äußerte sich öffentlich in einem in der französischen Zeitung „Le Matin“ am 16. Februar 1927 publizierten Interview, daß es die Belgrader Regierung war, welche diese

Invasion zugunsten unserer feudalen Beys organisiert und finanziert hatte.

Als Entgelt für die jugoslawische Unterstützung überließ die Regierung der feudalen Beys Jugoslawien die Gebiete von St. Naoum und Vermosh, welche schon Albanien zugesprochen worden waren.

Aus demselben Grund hat die Regierung der feudalen Beys Griechenland den Schutz der selbständigen orthodoxen albanischen Kirche sowie das Recht, griechische Schulen in den orthodoxen Gemeinden albanischer Rasse und Sprache zu gründen, bewilligt. Durch diesen Akt hat die Regierung der feudalen Beys Griechenland die wirksamsten Mittel gegeben, um Südalbanien zu gräzisieren und sich dessen bei der ersten Gelegenheit zu bemächtigen.

Was Albanien und England anbetrifft, hat die Regierung der feudalen Beys diesem Lande die nationalen Reichtümer zugesprochen, indem es unserem Volke das ökonomische Joch der Ausländer auferlegte. England erhielt die Petroleumkonzession zu skandalösen Bedingungen. Italien hat unter anderem die „Nationalbank“-Konzession, die Ausgabe einer Anleihe von 50.000.000 Goldfranken und das Recht, Albanien zu kolonisieren, erhalten. Mittels der „Nationalbank“ hat sich Italien vollkommen des ökonomischen Lebens unseres Landes bemächtigt. Mittels der Verleihung einer Anleihe von 50.000.000 Goldfranken, welche der albanische Staat nie erhalten hat noch jemals erhalten wird, wird Italien unter dem Titel Zinsen und Amortisationen während 40 Jahren einen jährlichen Tribut von mehr als 7.000.000 Goldfranken einheben. Da der albanische Staat, dessen Einkommen nicht die Summe von 16.000.000 Goldfranken übersteigt, nicht in der Lage ist, diese Summe zu bezahlen, wird ihm mit jedem Jahr das Defizit mehr belasten. Auf diese Weise wird der albanische Staat, der keine Schulden hatte, für lange Zeit finanziell geknechtet werden. Mit Hilfe des Kolonisationsrechtes wird Italien in Bälde sich aller fruchtbaren Gebiete unseres Landes bemächtigen und dort einige Millionen Italiener ansässig machen und auf diese Weise die Albaner in ihrem eigenen Lande in die Minderheit bringen und sie dem Zustande der Knechtschaft unterwerfen.

Um jeden Widerstand des Volkes gegen jene Hochverratsakte zu brechen, hat Ahmed Zogu eine der furchtbarsten Schreckensherrschaften aufgerichtet. Er hat die Patrioten und Intellektuellen, welche das unabhängige Albanien geschaffen hatten, ermordet, verbannt oder interniert. Er hat alle verfassungsmäßigen Freiheiten unterdrückt: Presse-, Versammlungsfreiheit und das Recht der freien Meinungsäußerung. Er hat an Stelle der gewöhnlichen nationalen bewaffneten Kräfte die Horden der Söldlinge und Verbrecher gesetzt, welche das Volk martern und ausrauben. Er hat die Verwaltung desorganisiert, indem er sie den bestechlichsten Elementen anvertraute. Er hat die Gerichte durch Ernennung von Richtern, deren Aufgabe darin besteht, alle Gegner des Regimes der feudalen Beys zum Tode oder Kerker zu verurteilen, desorganisiert. Er hat alle nationalen Organisationen einschließlich der Frauenwohlthatigkeitsinstitutionen aufgelöst und hat endlich durch eine Armee von Spionen einen derartigen Schrecken verbreitet, daß niemand seine Stimme gegen diese widerrechtlichen Akte der Behörden zu erheben wagt.

Um die Soldknechte und Spione zu bezahlen, verausgibt die Regierung der feudalen Beys jährlich mehr als die Hälfte der Staatseingänge. Andernteils berauben die bestechlichen Machthaber, und der Präsident der Republik selbst, die öffentlichen Fonds und Staatskassen. Das Beispiel Mufid bey Libohovas ist charakteristisch. Dieser steckte bis zum Halse in Schulden; nach einer kurzen Zeit ministerieller Tätigkeit in dem Kabinett Ahmed Zogus zahlte er nicht nur seine Schulden, sondern hinterließ seinen Erben eine Summe von mehreren Millionen, welche in den italienischen Banken hinterlegt waren. Um Sand in die Augen zu streuen, hat eine parlamentarische Enquete bewiesen, daß er der Veruntreuung, des Diebstahls und Hochverrats schuldig war; er wurde jedoch nie unter Anklage gestellt, da er die Mitwisserschaft des Präsidenten der Republik und seiner Ministerkollegen mit Dokumenten zu beweisen drohte. Noch mehr, geschützt durch den Präsidenten der Republik, welcher enorme Profite daraus erzielt hat, daß durch Schleichhandel die Zolleingänge auf die Hälfte reduziert wurden. Es folgt daraus, daß das Budget niemals im Gleichgewicht ist, daß jedes Jahr ein neues Defizit von mehreren Millionen Goldfranken entsteht, das sich dem Defizit des vergangenen Jahres anreihet.

Die Erbitterung des Volkes ist infolge der vorerwähnten Tatsachen an ihrem Gipfel angelangt. Ahmed Zogu und seine feudalen Beys haben erkannt, daß sie einem allgemeinen Aufstand gegen ihre Herrschaft nicht standhalten könnten. Um dem vorzubeugen, nahmen sie den lokalen Aufstand am letzten November zum Vorwand und schlossen den Pakt von Tirana, welcher Albanien das italienische Protektorat auferlegte und dessen Herrschaft auf Kosten des arbeitenden, unterdrückten und ausgebeuteten Volkes festigte.

Auf diese Weise verliert das albanische Volk, nachdem es im Laufe der zwei Jahre feudaler Herrschaft seine ökonomische Unabhängigkeit eingebüßt hat, nun auch seine politische Unabhängigkeit.

Was noch ärger ist: der Vertrag stellt nur die erste Etappe des Eindringens Italiens auf dem Balkan dar. Albanien ist in ein Schlachtfeld zwischen dem italienischen und serbischen Imperialismus umgewandelt worden. Der letzte italienisch-jugoslawische Konflikt hat für diese Annahme die sprechenden Beweise gebracht. Gegenwärtig wohl nur mit diplomatischen Waffen geführt, droht dieser

Konflikt früher oder später in einen bewaffneten Konflikt ausbrechen und Albanien in Feuer und Blut zu ertränken.

Die blutige Herrschaft der feudalen Beys hätte sich nicht lange halten können, wenn sie nicht aktiv durch das imperialistische England, das faschistische Italien sowie die serbischen und griechischen Militaristen unterstützt worden wäre, deren stets gegen das albanische Volk und seine nationale Unabhängigkeit gerichteten Ziele und Politik sie begünstigten. Das konservative England, welches zurzeit die westeuropäische Politik beherrscht, hat den Truppeneinfall im Jahre 1924 angezettelt, sodann der Herrschaft der feudalen Beys seine Unterstützung gewährt und schließlich Italien nicht allein freie Hand in Albanien, sondern auf der ganzen Balkanhalbinsel gelassen, um sich seiner Mitarbeit auf dem Balkan und im fernen Osten zu versichern.

Seit 1912 hatte Italien die Absicht, sich Albanien zu bemächtigen, und profitierte von jeder Gelegenheit, um dieses Ziel zu erreichen. Wir haben dokumentarische Beweise darüber in den geheimen Verträgen des Weltkrieges und in den Verträgen, welche während der Friedenskonferenz von Versailles offen geschlossen wurden. Diese Politik wurde mit noch mehr Energie vom faschistischen Italien angenommen und verfolgt, und es gelang ihm, mehr zu erhalten, als die vorherigen Regierungen geträumt hatten. Sie haben schon in Albanien ein Protektorat aufgerichtet und warten nur die erste Gelegenheit ab, um es militärisch zu besetzen und in eine italienische Kolonie umzuwandeln. Nachdem es seine Lage in Albanien gestärkt, wird Italien sich desselben ohne Zweifel als Basis und Instrument bedienen, um seine Hegemonie auf dem Balkan aufzurichten.

Die serbischen Militaristen waren vor dem Weltkrieg die fanatischsten Anhänger der Zerstückelung Albanien und der Ausrottung der albanischen Rasse. Sie haben, nicht zufrieden mit der Annexion albanischer Gebiete, deren Bevölkerung an Zahl die des freien Albanien übersteigt, alles getan, um die Festigung des kleinen, getrennten, albanischen Vaterlandes, welches durch die Großmächte als unabhängiger Staat anerkannt worden war, zu vereiteln. Während und nachdem Vertrag von Versailles haben die serbischen Militaristen, obwohl sie uns mit schönen Phrasen über die albanische Unabhängigkeit gleichsam überschwemmten, in Wirklichkeit nicht weniger eine Politik mit dem Ziele, noch andere Teile des albanischen Gebietes zu annektieren, verfolgt und die albanischen Minoritäten, welche das Unglück hatten, unter ihr Joch zu fallen, auszurotten gesucht. Um dies zu erreichen, hat Jugoslawien von 1920 bis 1924, dem Unglücksjahre, in welchem es durch eine groß angelegte Invasion dem albanischen Volke die Herrschaft Ahmed Zogus aufoktroyierte und unter anderem die Gebiete von St. Naoum und Vermosh annektieren konnte, systematisch Bandeneinfälle in unser Gebiet organisiert. Zu gleicher Zeit organisierte es systematische Massenschlächtereien in den von Jugoslawien annektierten albanischen Gebieten, wie in Plava, Gussigne, Ipek, Prishtina, Mitrovitza, Vushitrine, Hoti und Gruda, wobei tausende Albaner, Frauen und Kinder einen grausamen Tod fanden. Nun, da seine gleicherweise verhaßte als blöde Politik von Jugoslawien uns zum italienischen Protektorat über Albanien geführt hat, wollte man von neuem beginnen, uns mit Phrasen aufzuwarten, indem man prinzipiell die albanische Unabhängigkeit und die Losung „Den Balkan den Balkanern“, proklamierte. Kein Albaner wird so naiv sein, um sich von diesen Ergüssen täuschen zu lassen. Indem wir fühlbare Beweise für die Aufrichtigkeit erwarten, sind wir berechtigt zu glauben, daß die Politik Jugoslawiens gegenüber dem albanischen Volke die gleiche geblieben ist und sich folgende Ziele setzt, als Maximum ein serbisches Protektorat über Albanien, als Minimum die Zerstückelung Albanien.

Die Politik Griechenlands unterscheidet sich nicht stark von der Politik der serbischen Militaristen. Nachdem Griechenland Albanien im Jahre 1913 bedeutende Gebiete entrissen, bemüht es sich nun, Südalbanien mit Hilfe griechischer Schulen und Kirchen zu gräzisieren, um sich dessen bei erster Gelegenheit zu bemächtigen. Obendrein bedient es sich jeder Mittel, um die albanischen Minoritäten dazu zu zwingen, auszuwandern.

Der Völkerbund, der den Schutz der Minoritäten auf sich genommen hat, hat nicht nur keine ersten Maßnahmen getroffen, um die Rechte der albanischen Minderheiten in Jugoslawien und Griechenland zu sichern, ja er konnte selbst nicht ihre Ausrottung und erzwungene Auswanderung verhindern. Diese internationale Institution, welche vorgab und noch vorgibt, die an ihr teilhabenden Nationen zu verteidigen, hat Albanien in den kritischen Augenblicken des Eindringens der serbischen Militaristen im Jahre 1924 sowie während des Abschlusses des Tiranapaktes im Jahre 1926 im Stiche gelassen. Albanien, welches seine politische und ökonomische Unabhängigkeit verloren hat, ist im Begriffe, durch den Pakt von Tirana eine italienische Kolonie zu werden. Trotzdem hegt der Völkerbund, der durch seinen eigenen Vertrag gezwungen ist, sein Mitglied, Albanien, zu verteidigen, nicht nur verdächtiges Stillschweigen, sondern legalisiert auch diese internationalen Räubertaten, Taten, welche einen neuen Balkankrieg mit allen seinen Folgeerscheinungen heraufzubeschwören drohen.

Diese Lage verschärft sich noch durch die Tatsache, daß die Nachbarstaaten, welche ihre Eroberungsgelüste in Albanien verfolgen, sich bemühen und weiter bemühen werden, Aufstände, wie

jener Ende November, und die verschiedensten abenteuerlichen Aktionen zu ermutigen, um einen glaubhaften Vorwand zu schaffen für die Verwirklichung ihrer imperialistischen Pläne. Wie in der Vergangenheit, versuchen sie auch jetzt und werden es auch in Zukunft versuchen, sich eines Teiles der albanischen Emigranten und gewisser albanischer Revolutionäre zu bedienen, welche genug naiv sind, ihre Werkzeuge und ihre Opfer zu werden. Aber wir müssen endlich verstehen, daß unter den jetzigen internationalen und balkanischen Zuständen der Befreiungskampf des albanischen Volkes eine schwere und langwierige Aufgabe ist, da wir in Wirklichkeit nicht nur gegen die elende Bande der feudalen Beys mit Ahmed Zogu an der Spitze, sondern auch gegen die Großmächte, welche seinem antialbanischen Regime ihre Stütze bieten, zu kämpfen haben. Das müssen wir gut verstehen.

Um durchzudringen, müssen wir eine methodische und grundlegende Arbeit vollbringen, indem wir die breiten albanischen Massen nach allen Richtungen aufklären und vorbereiten. Wir dürfen selbst für einen einzigen Augenblick nicht vergessen, daß wir, allein und isoliert, den zahlreichen Feinden nicht standhalten können. Wir müssen unsere Bewegung eng mit den Befreiungsbewegungen aller unterdrückten Balkanvölker verknüpfen und uns auf alle internationalen fortschrittlichen Kräfte der ganzen Welt stützen. Es ist wahr, daß wir viele Feinde haben. Aber wir haben glücklicherweise auch Freunde: die nationalen Befreiungsorganisationen am Balkan, die arbeitenden Massen Englands, Italiens und Europas im allgemeinen, die schon befreiten Völker sowie jene, welche dabei sind, sich vom Imperialismus zu befreien, die Anhänger fortschrittlicher Ideen aller Länder sind unsere Freunde, Freunde des albanischen Volkes und des freien Albaniens. Sie sind unsere natürlichen und sicheren Verbündeten in unserem Kampfe um die Befreiung.

#### Albaner!

Ohne Zweifel ist die internationale Lage sowie die Lage am Balkan außerordentlich schwer für die Befreiungsbewegung des albanischen Volkes. Aber es bestehen schon günstige Bedingungen für eine Änderung. Sie werden in dem Maße reifen, als sich der Kampf gegen den Imperialismus verstärkt und die unüberbrückbaren Gegensätze der Imperialisten selbst sich verschärfen. Die Umwälzung des Lebens der Völker selbst arbeitet ohne Unterlaß zugunsten der Befreiungsbewegung. Wir müssen uns nur mit Verstand und Geduld vorbereiten und mit verdoppelter Kraft und mit organisierten Kräften kämpfen.

Albaner, laßt euch nicht in von euren Feinden inspirierte abenteuerliche Aufstände mitreißen, vergießt nicht albanisches Blut für eine fremde nichtalbanische und gegen eure Interessen gerichtete Sache. Man muß innerhalb und außerhalb Albaniens einen systematischen politischen Feldzug gegen das blutige Regime der Beys Ahmed Zogus, gegen die Eroberungsgelüste des italienischen, serbischen und griechischen Imperialismus führen. In diesem Kampf muß sich das ganze arbeitende albanische Volk vereinigen, um Hand in Hand mit den anderen Balkanvölkern gegen den gemeinsamen Feind zu marschieren. Hierin liegt unsere bedeutendste und schwerste Aufgabe.

Wir werden durchdringen im Namen unserer Befreiungsideen, welche ohne Zweifel das ganze arbeitende albanische Volk, alle ehrlichen albanischen Intellektuellen und alle wahren Freunde des albanischen Volkes und des freien und unabhängigen Albaniens um uns scharen werden.

Wir schreiben auf unsere Fahne:

1. Das von der Fremdherrschaft befreite albanische Volk muß in seinen völkischen Grenzen unter republikanischer, wahrhaft demokratischer Herrschaft Herr seines Schicksals werden.
2. Die Reichtümer Albaniens müssen dem albanischen Volk und nicht fremdem Kapital gehören.
3. Die politische Macht muß in den Händen des arbeitenden Volkes und nicht der Oligarchie der feudalen Beys, diesen Instrumenten der fremden Herrschaft, liegen.
4. Der nationale Boden, muß den arbeitenden Bauern und nicht einer Bande der feudalen Beys gehören.
5. Brüderlichen Bund mit den anderen Balkanvölkern.

Um diesen Ideen zum Siege zu verhelfen, werden wir uns stützen:

1. Auf das arbeitende albanische Volk und vor allem auf die fortschrittlichen albanischen Intellektuellen und Jugendlichen in und außerhalb des Landes, deren Wortführer wir sind.
2. Auf die Balkanvölker, deren Interessen in bezug auf Ausbeutung und Fremdherrschaft die gleichen sind, wie die des albanischen Volkes; mit ihnen müssen wir eine Einheitsfront bilden, um die Balkan-Föderation, den Bund der freien und gleichen Völker in ihren völkischen Grenzen, zu schaffen.
3. Auf die demokratisch-pazifistischen und antimperialistischen Elemente und Organisationen der zivilisierten Welt.

#### Albaner!

Laßt euch nicht durch schöne, aber sinnlose oder falsche Worte irreführen! Laßt euch nicht durch Versprechungen der Regierungen unserer Nachbarn und der Mächte, die sie schützen, täuschen und opfert euch nicht für eine Sache, die nicht die eure ist! Vergeudet nicht eure Zeit und eure Kraft, weder für von unseren Feinden provozierte Aufstände noch für abenteuerliche Aktionen, welche keine Aussicht haben, die unglückliche Lage unseres Landes zu ändern! Entmutigt euch nicht, vereinigt eure Kräfte, arbeitet an der Organisation und politischen Erziehung der breiten Volksmassen! Nehmt aktiv und mutig an der nationalen Befreiungsbewegung des albanischen Volkes teil! Der Tag der Befreiung des albanischen Volkes und aller unterdrückten Völker am Balkan ist nicht fern!

Genf, den 24. April 1927.

Für das Albanische Komitee für Nationale Befreiung:

Fan S. Noli	Konstantin Boshnjak
Lano Borshi	Dr. Nush Bushati
Dr. Omer Nishani	Kapitän Aziz Çami

Für das Befreiungskomitee von Kossovo:

Badri Pejani	Kiamil Balla
Major Ibrahim Jakova	

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJERË

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Imperializma italyane ne Ballkan

Nevojat e industrise qe mori nje shvillim te shpejte ne keto dy tre vjetet e fundit ne saje te nje ekspluatimi te pameshirte te punctoreve pas shtypjes se levizjes revolucionare dhe instaurimit te diktatures fashiste nga nje ane, dhe valet e moskenaqesise qe po rritet dita me dite ne radhet e proletariatit nga ana tjtare, e shtyjne Mussolinin te kerkoje aventura militare si per te kenaqur apetitet kollomale te borgjezise ashtu dhe per te mbytur ne gjak kontradikcionet sociale te brendeshme qe kane arire ne kullm.

Imperializma britanike, e cila kish nevojte per nje aleat n'Evropen kontinentale per te realizuar pllanin e raj te nje blloku te shteteve te Ballkanit te drejtuar kunder Frances dhe Rusise Sovietike, profitoj nga keto tendenca ekspansioniste te diktatorit fashist.

Çmimi i ketij pazarlleku q'u be ne mes te dy imperializmave ne pjekjen e fameshme te Livorno-s qe Shqiperija te cilen Sir Austin Chamberlain-i e sakrifkoi pa hezituar kur e deshne interesat e kapi-

talisteve te City-se me gjithe qe gjer athere Foreign Office-i i kishte dale zot independences shqiptare kunder pretezave po t'asaj Italijs.

Per Duce-n Shqiperija qe nje «lokme» e kurdeshme se jo vetem kenaqte gjer me nje fare mase oreksin e kapitalisteve te Romes po sidomos i siguronte nje baze ne sinisine balkanike per te realizuar pllanin te pregatitur ne Livorno. Roberimi ekonomik i Shqiperise nga an'e kapitalit anglo-italjan filloj me koncesionin e vajgurit dhe u kurorozua me paktin e Tiranes i cili proklamoi protektoratin e Italisë mi vendin t'one. Duke mare persiper ne baze te paktit te mproje «independencen» e Shqiperise t'identifikuar me regjimin gjakesor t'Ahmet Matit, Mussolini hapte rugen e zaptimit te vendit t'one ne rastin e pare. Autorizimin e patronit te Londres per te realizuar kete akt te dyte te tragjedise se Dhjetorit 1924. Duce-ja e mori ne sesionin e fundit te Keshilles se Lidhjes se Kombeve (panair'i allish verisheve midis fuqive te mbedha per te rjepur kombet e vegjel) si cperblim per ratifikimin e protokollit te 1920-s me te cilin qeverit'e mbedha i njohin Rumanise Bessarabin'e zaptuar ne kohe te luftes dhe per ushtaret qe po dergon ne Kine te shtypin levizjen revolucionare per hesap te imperializmes britanike.

Si pretëkst për të filluar okupimin e Shqipërisë Diktatori i Romës gjeti përgatitjet që qeverija jugosllave po bënte gjatë në tokë shqiptare për të rezuar qeverinë e Ahmed Zogut, që do të thotë, pas gjybes së paktit të Tiranës, të cenuarit të independencës së vendit t'one. Me një anë qeverisë së Belgradit Mussolini i drejton një notë agresive për të humbur gjurat më anë t'jater Shqiptarëve po e mbush me oficerë, tanke, topa e municione dhe forcon pozitat strategjike rreth kufirit jugosllav.

Qeverija jugosllave, e zemeruar prej tonit arrogant të notes diplomatike të diktatorit fashist, dëshoi të profitonte nga rasti, duke shpresuar në perkrahejen e Francës, për të nxjerrë në shesh përgatitjet ushterike të Italisë në Shqipëri që keshoj të krijonte një reaksion kundër paktit të Tiranës. Mirëpo Franca, e cila po i humbet pozitën e saj në Ballkan, kur pa se Anglija po aprovonte sheshit «gjestin» insolent të Mussolinit duke i rekomenduar qeverisë jugosllave moderate dhe gjakftohësi me anën e përfaqësuesit të saj në Belgrad, nuk pati guximin të perkrahe kërkesën e Jugosllavëve që konflikti të keqyrej prej Lidhjes së Kombeve. Zoti Briand e dinte mirë që një propozim i tillë do të refuzohej kategorikisht prej qeverisë fashiste kështu që «prestigji» i areopagut të Gjenevës i cili është komprometuar keq do të behej për dy para edhe në sytë atyre koke treshëve që vazhdojnë akoma të kenë besim në një Shoqëri të Kombeve borgjeze e cila s'është t'jater veçse një vegël në shërbim të interesave të imperializmit anglez. Kështu nënë presionin e Londrës dhe të Parisit Jugosllavija pa fshtetje dhe e izoluar nga të kater anët, u shtërngua të pranonte që konflikti të likvidohet drejt për drejt në mes të dy qeverive të interesuara. Pas një propozimit dale nga Foreign Office-i në bisedimet që do të behen do të shtrohet edhe çështja e konvencioneve italo-jugosllave të Nettuno-s të neneshkruara që më 1924 po të pa ratifikuar edhe prej Skupshcines me qene se janë krejt në dem të Jugosllavëve. Pllani i diplomacisë anglo-italjane është që, si çkëmbim për nonje koncesion pa rendesi në çështjen e paktit të Tiranës, t'i çkëputin qeverisë jugosllave ratifikimin e ketyre mareveshjeve me të cilat Jugosllavija i njëj Italisë Fiumen, Zaren dhe nisine Mastovo në anedetin e Dalmacisë. Për t'i hedhur hi syve opinionit publik, qeveritë mbedha vendosne formimin e një komisioni permanent për të kontrolluar kufitë Shqiptarëve. Pas lajmeve të shtypit ky komision do të perbehet prej attaché-ve militare të Francës dhe të Anglisë dhe prej ekspertit ushterik të Gjermanisë në Belgrad. Thuhet edhe se si ngushellim të fundit për qarket politike jugosllave t'alarmuara Italia do të «deklarohet» zyrtarisht se nuk ka ndër mend të çenjë «independen» e Shqiptarëve. Pas zakoneve të diplomacisë borgjeze një deklarate e ketille do të mos jete në kundërshtim me faktin e okupimit të Shqiptarëve nga anë ushterise fashiste... për të siguruar independencën e saj.

Siç dihet Jugosllavija, bashke me Rumaninë dhe Çekoslovakinë, janë anetare të Antantes së Vogel e cila është — ose me mirë ka qene — një instrument dominacioni i Francës i krijuar pas luftes me përgjithëshme për të ruajtur situatën e krijuar në Ballkan me traktatet e paqes — Trianon, Neuilly, Saint-Germain — ose me fjale të tjera, që t'u siguroje shteteve që e perbejnë tokat e grabitura nga Hungaria, Bullgaria, Austria etj. Kur neneshkrimi i paktit të Tiranës jo vetëm vuri në një pozite kritike Jugosllavine po, duke sanksionuar instalimin e Italisë në Shqipëri, krijoi një rezik për tërë Ballkanin. Rumanija e gjeneral Averescu-t i mori neper kembe zotimet e saj si anetare e Antantes së Vogel dhe nuk u veri vesh fare thirjeve të qeverisë jugosllave për mbledhjen e një konference ku të caktohej një atitudo e perbashket kundër projekteve të imperializmit italgjanë.

Për të kuptuar atituden e qeverisë së Bukureshtit në çështjen e antagonizmit italo-jugosllave duhet të kthehemi pake prapa dhe të ndjekim evolucionin e politikës së Rumanisë e cila, në kohrat e fundit ka hyre plëterisht në kurthin e imperializmit anglo-italjanë. Rumanija, e rëthuar me të kater anët prej qeverish armike dhe përpara rezikut permanent të kryengritjes së minoriteteve etnike prej disa milionësh që po mban nënë zgjedhe, është shtërnguar të mbaje me kembe një ushteri të madhes për të cilën i duhen suma kolosale. Franca, vendi kllasik i *sarajeve të civilizuar*, po kalon një krize financiare të rende dhe nuk është më në gjendje që të kenaqe nevojat për të holla të bojarëve rumunë. Anglija duke profituar nga kjo gjendje i çeli një kredit të gjere qeverisë së Avereskut dhe bankjeret e Londrës filluan të shtijën në dore pasuritë tokes rumune — vajguri, produkte t'agrikultures etj. — Një t'jater çështje që preokupon borgjezinë rumune është ajo e Besarabisë<sup>1)</sup> të cilën konference e ambasadoreve, ja njohu Rumanisë me protokolllin e 1920-es. Qe të kish fuqi të plote protokolli duhej të ratifikohet prej fuqisë legislative të kater fuqive — Angli, France, Itali, Japonje — që moren pjesë në konferencën e ambasadoreve. Gjër në kohrat e fundit protokolli në fjale që ratifikuar vetëm prej parlamenteve të Anglisë, Francës dhe Japonjes kurse Italia, me që kishte relacione të mira me Rusinë Sovjeteve e cila është një treg i paqumarshe për industrinë italgjanë, e kishte hedhur me një anë. Ky abstemin i Mussolinit e çqetesonte qeverinë Bukureshtit dhe e shtynte të merej vesh me Romen me çdo menyre.

Pas përkjes së Livorno-s u ndrua situata. Duce-ja duke pranuar rolin e agjentit të imperializmit britanik u frymezua edhe me urrejtjen e thelle që borgjezija angleze ushqen kundër Republikës

<sup>1)</sup> Një provincë e Rusisë të cilën Rumanija e zaptoi në kohën e luftes së përgjithëshme duke profituar nga revolucioni në Rusi.

proletare të Sovjeteve. Për të realizuar pllanin e një bloku ballkanik kundër U. R. S. S.-it dhe hegjemonisë frengje, një afrim midis Italisë dhe Rumanisë ishte i domosdoshem. Kështu, si një konsekuence direkte dhe logjike të politikës së Livorno-s, në shtator të vitit që shkoj u neneshkrua në mes të Duce-s dhe të Averescu-t një traktat miqesije bashke me një konvencion ushterik të fshehte, akti pandare, ky i fundit, i «miqesisë» midis shteteve borgjeze. Për të hedhur bazën ekonomike të ketij afrimi politik Italia i çeli Rumanisë një kredit prej 200 milion liretash një pjesë madhe e të cilave u perdor prej qeverisë rumune për të blere arme dhe municione në fabrikat italgjane. Përveç kesaj Italia mori një koncesion vajguri me privilegjin që produktet të mos i punoje në Rumaninë po t'i nxjerrë s'andejmi ashtu si janë që kështu t'u çelet pune kapitalisteve italgjane. Si shihet nga keto të paka fakte, diktatori fashist ja shtoi njëjft shtërngjetje miqesinë gjeneral Averescu-t sidomos po të marim parasysh që çështja e protokollit të Besarabisë, gajleja më madhe e bojarëve rumunë, mbeti prapë e varur. Dhe vetëm pasi siguroj «autorizimin» e Anglisë në mbledhjen e fundit të Gjenevës për t'okupuar Shqipërinë, Mussolini e beri kete çap të fundit në rugën e peruljes së tij politikës së Foreign Office-it drejtuar kundër Republikës së Sovjeteve dhe influencës frengje në Evropën kontinentale.

Në Bullgari Diktatori fashist filloi politiken e penetraionit që më 1923 me ndihmën q'i dha asasinist Cankoff dhe Ligës Ushterike për të rezuar qeverinë e Stambulskit. Si pllatforme për një bashkëpunim politik, dhe militar kur të jete nevoja, ndërmjet të dy qeverive fashiste Mussolini adoptoi pretezat e klikes ushterike të Sofjes mi Maqedhonisë dhe për një skele në detin Egje. Kështu Duce-ja po perkrahe sistematikisht edhe me të holla organizatën e maqedhonasve autonomiste e cila, si duket, e ka transferuar qendren e saj në Bari.

Për Mussolinin Bullgari e Liapceff-it, suksesori i dëj i Cankoff-it, është një arme precioze kundër Jugosllavëve dhe munt të behet një baze ushterike e volitëshme në rast të një lufte kundër Turqisë ose Rusisë Soviefike. Për të shtuar efikasitetin e kesaj arme Mussolini i pari filloi të perkrahe sheshit kerkimin e qeverisë bullgare që t'i jipet leje të shtojë fuqitë e saj armate gjatë per të siguruar qetesinë e breudeshme. Nga ana t'jater, me qene se pa një baze ekonomike politike nuk mund të veje lark, Duce-ja i çeli kapitalit italgjan rugën për të shtene në dore pasuritë agrikole të Bullgarisë duke favorizuar themelimin e bankes italo-bullgare.

Vjen vetin që keto çapet e para drejt një bashkëpunimi midis të dy qeverive duhen forcuar me një mareveshje politike. Për kete qëllim Ministri i Jashtëm i Bullgarisë Buroff-i duke u kthyer nga Gjeneva në shtator të vitit që shkoj kaloi neper Rome ku u poq me kryetarin e qeverisë italgjane. Nga ana t'jater Mussolini dergoj ca me von në Sofja bashkëpunetorin e tij të ngushtë Bastianini-n i cili pati bisedime të fshehta me anetaret e qeverisë së Liapceff-it. Pra nuk është largë dita kur Mussolini do t'u hedhe në surat social-pacifisteve të shushavitur të Gjenevës dhe të Locarno-s një mareveshje politike militare, plot reziqe për paqen e Evropës, me Bullgarinë e Lidhjes ushterike.

Çap'i fundit dhe mi guximshmi i imperialistëve anglo-italjane për të futur në kllape shtetet e vogla të Evropës Jugo-Orientale është mareveshja q'u lith tani shpejt ndërmjet Italisë dhe Ungarisë. Të neneshkruarit e traktatit «miqesije» midis Mussolinit dhe Kont Betlenit, kryetar i qeverisë Ungareze, jo vetëm që shenon një etap të ri në luftën e fuqive imperialiste për hegjemoninë në Ballkan, po është interesant edhe nga pikë pamja sociale se tregon ç'vent zene shkërupullat morale në veprimet e burrave të shtetit të borgjezisë. Shkruar në mbledhjen e Shoqërisë së Kombeve Briand-i — Aventurieri, me «A» të madhe siç e ka pagezuar gazeta frengje «Humanité» — i çfaqti perbuzjen Kont Betlenit, të komprometuar thelle në falsifikimin e banknotave frengje, duke mos i dhene doren. Ky poshtërim i përfaqësuesit zyrtar të një shteti për përfaqësuesit të një shteti t'jater mu në altarin e «vellerimit» të kombeve pas sistemit borgjez, skandalizoj gentleman-et e qarqeve politike të Londrës sidomos — kuptohet për së, Sivjet po ay Kont Betlen u prit në Rome triumfalisht dhe Mussolini, për të lare njollen e ofezes që ju bë në Gjenevë, e daroviti me dy nishane, tamam siç ua beri banditeve të Tiranës.

Është për të vene re se gazetët italgjane duke komentuar me entuziazme vizitën e Kont Betlenit në Rome shkrojtne se Hungaria dhe Italia afrohen në principet dhe në programin e tyre politik posa që të dyja perpiqen një soj të shpetojne Evropën nga «bolshevizma». Kjo munt të shpjegoje gjër me një fare pike shpejtesine me të cilën influenca e Italisë fashiste u perhap në Ballkan. Natyrisht shkaku esencial është forcimi ekonomik dhe fuqija e saj ushterike të cilat e bëjnë Italinë një faktor me rendesi të politikës evropiane dhe e shtyjnë Anglinë t'a perdore si aleat në planet që po kurdis kundër Rusisë së Sovjeteve, Turqisë dhe Kines revolucionare. Po nuk munt të mohonet që klikat ushterike, oligarhite financiare dhe aristokratike feudale që sundojne në Rumaninë, Ungarinë, Bullgari, Greqi e Shqipëri, ndiejne një afinitet me diktatorin fashist të Mussolinit i cili perdor po ato sisteme represiones kundra çdo levizjeje demokratike dhe favorizon ekspluatimin e masave punetore nga anë kapitalisteve.

Sikunder duhej pritë bisedimet e Mussolinit me Kont Betlenin nuk u kufizuan me neneshkrimin e një traktati miqesije «për të forcuar lidhjet intelektuale që bashkojne të dy kombet». Atje u bë fjale për gjera më konkrete si: të dhentë Ungarisë të një zone të lire në portin e Fiumes, për të siguruar një pike kontakti direkt

не мес те dy qeverive fashiste. Qe te munt te profitoje nga koncesioni qe do te mare ne Fiume, Ungarise i duhet me doemos e drejta e transitit te lire te placrave neper toke jugosllave. Shtypi italjan, duke komentuar kete pike, shkruan se qeverija jugosllave ne qofte se i refuzon kete te drejte Ungarise mer nje mase qe munt te kete koneskuenca fare te hidhura per'te.

Duke pranuar te behet instrumenti imperializmes anglo-italjane, Ungarija e gjaksorit amiral Horthy u shperblye me ngritjen e kontrolit ushteriak interaleat i cili ramplasohet me kontrolin e Shoqerise se Kombeve ku, sic dihet, mbreteron diplomacia e Foreign Office-it. Kjo mase do t'i jape naturisht Mussolinit posibilitet e filloje organizimin dhe armatosjen e nje ushterije ungareze dhe nuk eshte qeverija e Londres qe do t'i kundershotoje kesaj shkeljes se traktatit te Trianon-it.

Traktati italo-ungarez i cili forcon poziten e imperialisteve anglo-italiane ne Ballkan dhe eliminon influencen e Frances, esht' edhe nje grusht decizif kunder Antantes se Vogel, kesaj kryevepres prej karte te diplomacise frenge. Nje nga qellimet esenciale te kesaj lidhjeje ne mes te Cekoslovakise, Rumanise dhe Jugosllavise ka qene te ndaloje ristabilimin e fuqise militare dhe kufive ethnike te Ungarise. Tani, pa dyshim Ungarija, duke u mbshetur ne miqesin'e Italise fashiste, do te perpiqet te vere ne bisedim ceshtjen e tokave q'i jane grabitur ne baze te traktateve te paqes. Prandaj lajmi mi neneshkrimin e traktatit ne mes te Romes dhe te Budapeshtes i alarmoj qarket politike te Bukureshtit. Do te jete nje bare e rende per diktatorin fashist te jajtoje keta dy miq te vete te cilet antagonizma te pakaperxyershme i ndajne ne mes te tyre.

Taktika e friksimit dhe e provokacive me arme ne dore qe imperialistet anglo-italjane po perdorin kunder Jugosllavise te rethuar me nje zinxhir te hekurt, ka per qellim t'a ckepute nga influenca e Frances dhe t'a terheqe ne frontin e perbashket kunder Republikes se Sovjeteve. Duket se kjo politike ka rezultate pozitive po te marim parasysh qe ne Jugosllavi, ku pas çalljes se paktit te Tiranes ishte çfaqur nje korent i forte per nje afrim me U. R. S. S.-in, sot xhvillohet korenti i kundert anetar i nje politike anglofile. Me se fundi duke i ckeputur Frances qeverine vasale te fundit q'i ka mbetur ne Evropën kontinentale, Anglija ka shprese t'a benje me veltje ne planet e saj kunder Republikes Sovjetike dhe Kines revolucionare.

Pervec pregatitjes se blokut anti-sovjetik dhe luftes kunder revolucionit ne Kine q'i ben per hesap t'interesave britanike, Mussolini, si agjent i borgjezise italjane, ndjek dhe qellime te vecanta ne politiken e tij ballkanike — me pelqimin ose mundet edhe pa pelqimin e Foreign Office-it, te cilit nuk para edhe i pelqejne tendenecat aventuriste te Duce-s. Prandaj eshte nje ceshtje ne Mussolini do te vazhdoje gjer ne fund pas direktivave te Londres apo do te beje pas kokes se tij kur t'i vijë per hesap.

Kuptohet lehte se Shqiperija si kolloni nuk munt te kenaqe ambicjet e imperialisteve «sternipe te Qesarit», pastaj per te transformuar Adriatikun me te vertet ne *mare nostro* Italise imperialiste i duhet — pas Fiumes — Ragusa me tere bregdetin e Dallmacise. Pretezat mi kete te fundit Italijs sikur d'o t'i bazoje mit te famshmin traktatit e fshete te Londres (neneskrue ne 1915) me te cilin Antanta i premtonte shume gjera si te mbarohen lufta po ne konferencen e paqes ku situata qe ndryshe, Aleatet i kthyen kurizin Italise dhe traktatin'e palumur e hodhen ne shporte. Per te vazhduar zgjerimin kollonial qe filloj nga vendi yne, Mussolini i ka vene syne Izmirin me tere bregdetin e Anadollit dhe okupimi ushteriak i Shqiperise eshte pregatitja e nje sulmi kunder Republikes turke. Duket se diktatori i Romes do te perdore si aleate ne kete aventure te pergjakeshme Bullgarin'e Lidhjes ushteriake te cilen e tenton perspektiva e nje zgjerimi territorial, dhe Greqine militariste e cila s'ka hequr dore akoma nga endra e «Megallo Elladho-s». Per te terhequr Greqine ne kete kombine kunder Turqise Sir Winston Churchill-i vizitoj posacerisht nga fund'i visit qe shkoj Romen dhe Athinen ne krye te nje eskadre prej disa aniesh lufte.

Keshtu, pa mbushur dhjete vjete qe nga mbarimi i luftes se pergjitheshme, etja per flori dhe lufta ndemjet borgjezive imperialiste per ndarjen e kollonive e shpune Evropën ne buze te gremines duke krijuar perseri ne Ballkan situaten plot rezike te 1914-es. Kjo gje nuk munt t'evitohej posa qe traktatet q'i dhane fund luftes se perboteshme lane me kembe regjimin kapitalist — pervec Republikes se Sovjeteve — dhe ramplasan padrejtesite dhe grabitjet e mepareshme me ca te tjera: Rumanija u zgjerua ne kuris t'Ungarise, Bullgarise dhe Rusise, Jugosllavija rebeu gjysmen e Shqiperise dhe te Maqedhonise, Pollonija Dantzign, Franca pellgun e Sarre-s, Anglija tere kollonit'e Gjermanise etj. etj. Prandaj edhe profkave te nje vellazerimi dhe bashkepunimi te perjeteshme te popujve ne gjirim e nje Shoqerije te Kombeve *borgjeze* u dolli boja kaqe shpejt.

Sot u duk sheshit se kapitalizma e bazuar ne sundimin e nje grushti banditesh te qyteteruar mi turmat punetore — te fshatit dhe te qytetit — nuk mund te qendroje pa lufta; se Shoqeri e Kombeve nuk eshte t'jater vecse *nje vegjel ne duar te disa fuqive te mbedha imperialiste* per te mbajtur nene zgjedhe kombet e vegjel gjoja independente dhe popujt'e roberuar te kollonive.

Per te shpetuar nga mjerimet nje her'e mire popujt — punetoret dhe fshataret — e Ballkanit duhet t'organizohen dhe te rembejne armet per te mare fuqine ne dore duke u vene shkelmin borgjezise, klikave ushtarake dhe feodale te vendit dhe imperialisteve te huaj mi te cilet keto fsheten. Bashkimi i popujve te ballkanit reth nje Federacioni Ballkanik esht'e vetemja zgjidhje qe do t'u jape fund luftrave te paprera dhe do t'u siguroje nje xhvilim pacifik e te shpejte ne saje te nje bashkepunimi te ngushte.

Rodhja

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Албанския въпрос

### Една важна декларация на албанските водители

На 24 м. м. април албанските комитети за национално освобождение и за освобождението на Косово публикуваха една декларация, която представлява един исторически завој в албанското освободително движение, бихме могли да прибавим — в балканското освободително движение. За първи път през последните години първите водачи на албанското национално освободително движение излизат публично пред албанския народ и прогресивното обществено мнение и пред трудящите се маси в Европа с декларация, в която, след като излагат истинското положение на Албания и на целия албански народ и ролята и интригите на балканските реакционни и империалистически правителства и на техните покровители от западна Европа — и техното изложение е сърдцераздирателно — предявяват високо своите искания и посочват единствения път, който може да ги изведе до целта, която са си поставили. За пръв път в продължение на последните години, албанските общественици се отправят към трудящите се маси, към младежта и албанската интелигенция за да им посочат истинския и единствен път за освобождението на потиснатия и измъчен албански народ.

Тая декларация представлява един страшен обвинителен акт против балканските империалисти и против техните про-

тектори от западна Европа, на чело на които стоят английските и италианските империалисти. Тя показва по един блестящ начин, с факти на ръка, че в Албания вилнее един безрамшен разбойнически режим на европейските сили, които, служейки си с Ахмед Зогу, тоя палач на албанския народ, както и с неговите платени наемни убийци, търсят да си осигурят преди всичко експлоатацията на националните богатства и в последствие пълното завладяване на страната. Тя посочва също на големата опасност, която носи тая империалистическа политика за всички балкански страни, за всички балкански народи. Тя ни показва колко неизбежна е опасността от война, която се явява резултат на империалистическата политика на европейските сили.

В тая декларация, подписавшите два комитета, пълни с упование в бъдещето и в близкото реализиране на техните искания и идеали, се адресират към широките албански народни маси и ги подканят към една методична и солидна работа, към една здрава и силна организация, за да могат да бъдат готови за една сериозна и тежка борба. В декларацията се заявява, че сами и изолирани, албанските народни маси не ще могат да се борят с успех против многобройните и силни врагове, и като така, само в тесно сътрудничество с разните

освободителни движения на потиснатите балкански народи и с прогресивните международни фактори албанското национално движение ще може да разчита да се реализира народния идеал: пълното освобождение на Албания. За да може по-добре да се разпознаят, кои са истинските приятели и съюзници, декларацията ги назовава поименно: националните балкански освободителни организации, трудящите се маси в Англия, Италия и вжобще в Европа, тия на Балканите, освободените народи и тия, които са на път да се освободят и привържениците на прогресивните идеи в всички страни. Понеже в различни случаи, и най-вече през последните години, е имало албанци, които са се избивали помежду си, които са проливали своята кръв за чужди тем интереси, то декларацията обръща най-сериозното внимание на такива албанци да не се оставят да бъдат заличавани в бунтове и авантюри, организирани и поддржани от враговете на албанския народ.

Исканията, които декларацията формулира, могат да се резюмират в следните няколко точки:

Освобождение от чуждо владичество;

Създаването на една република, която да включва в себе си цялата албанска територия и нейното съюзване с другите национални балкански републики в една Балканска Федерация;

Политическата власт трябва да принадлежи на трудящия се народ, земята на селяните, а не на беговете феодали, орждия на чуждото владичество.

За реализирането на тия цели, подписавшите декларацията разчитат главно на трудящите се маси, върху младежта и албанската интелигенция, чиито представители те се явяват. Те разчитат на балканските народи, чиито интереси са идентични с тия на албанския народ. Те разчитат на демократичните, пацифистични и анти-империалистични фактори и организации на европейските народи.

Идеите и концепциите, които са изложени и защитавани в тая декларация, са намиращи винаги силен израз в колоните на Б. Ф. Ние винаги сме посочвали на реакционата империалистическа политика на сегашните кървави балкански фашистки правителства, както и на злокобната и престъпна роля, която западно-европейския империализъм и неговото орждие, Обществото на народите, са играли в живота на народите, населяващи полуострова. Нашата радост е много голема, че елита

на албанския народ развива същите усилия. Ние казваме елита на албанския народ, защото тая декларация е подписана от епископа Фан Ноли, бивш председател на албанския министерски съвет, една от най-забележителните и симпатични фигури на албанския и балканския политически и литературен свет и от неговите приятели: Лано Борши, нашия колега Д-р Омер Нишани, Константин Бошняк, Д-р Нуш Бушати, Капитан Азиз Чами — за Комитета на националното освобождение, и Бедри Пеяни, Кямил Баля и Капитан Ибрахим Дякова — за Комитета за освобождението на Косово, — (всички видни борци за освобождението на албанския народ, бивши депутати, публицисти, журналисти, хора, които са заемали високи постове), и са се ползували с големо доверие сред народните албански маси.

Тая декларация ще даде голем импулс на албанското освободително движение, ще стегне борческите редове и ще засили борбата на албанските народни маси против кървавия режим на диктатура на Ахмед Зогу и против западно-европейския империализъм. Тя ще намери своя отзвук и в другите национални движения на балканските народи. Тя ще окуражи тия от балканските народи, които имат вече организирани движения, да се борят с повече енергия за да постигнат своите цели и ще подтикне тия от тях, които не са още организирани за борба, да ускорят създаването на своята организация и да водят борбата в унисон с другите национални балкански движения.

Публикувайки тая декларация, която представлява една стъпка напред, при това една от най-важните, към обединяване усилията на потиснатите балкански народи, които искат да се освободят от тежкото иго, което души всички, ние чувствуваме, как все повече и повече се приближава деня, в който преследваната от всички нас цел ще бъде осъществена.

В унисон с тая декларация ние също тъй казваме: деня на освобождението на албанския народ и на всички потиснати балкански народи не е далеч. Тоя ден иде, приближава; скоро балканските народи ще вземат съдбините си в собствените си ръце.

И тогава, Балканите ще престанат да бъдат огнище на бунтове, размирия и войни, за да станат огнище на благоденствие и мир, за благо на всички балкански и европейски народи.

Редакцията

## Декларация

Албанци,

Съвършено прави бежа тия от националистите, които отдавна още възвестиха, че унищожението на кастата на беговете-феодали — средновековни землевладелци — е първата стъпка за освобождението на нашия народ. Последните две години от режима на беговете-феодали, начело с Ахмед Зогу, доказаха това по един непровержим начин. През течение на тези две години, независима Албания, плод на толкова борби и жертви, падна наново в най-страшното политическо и економическо робство, каквото тя е запомнила некога в своята история.

Тук ние ще изброим бедствата, които беговете-феодали, постоянни орждия на чуждото господство в нашата страна, са причинили на народа.

В 1924 година, една югославянска армия, с съдействието на италианското и гръцко правителства и под покровителството на Англия, нахлу в Албания и й наложи режима на беговете-феодали, с Ахмед Зогу като нейн председател. Господин Ничич, който тогава беше министър на външните работи в Югославия, в едно интервю публикувано в французкия в. «Le Matin» от 16 февруари 1927 г., признава публично, че това чуждо нахлуване, извършено с съдействието на нашите бегове-феодали, е било организирано и финансирано от правителството на Белград.

В отплата на югославянската подкрепа, правителството на беговете-феодали отстъпи на Югославия признатите за част от албанската територия местности Св. Наум и Вернош.

Ръководимо все от същите съображения, правителството на беговете-феодали даде на Гърция правото на протекция върху православната автокефална албанска църква, както и правото да строи гръцки училища в православните общини, по народност и език албански. Чрез този акт, правителството на беговете-феодали даде в ръцете на Гърция най-мощните средства за погърчването на южна Албания и нейното завладяване при първ удобен случай.

Що се отнася до Италия и Англия, то — правителството на беговете-феодали им отстъпи националните богатства, като на нашия народ наложи економическото иго на чужденците. Англия получи концесията за петролни извори на скандалини условия. Италия получи, между другото, концесията за «Народната Банка», емсията на заема от 50,000,000 златни франка и правото на колонизирането на Албания. Посредством «Народната Банка», Италия завладе изцело економическия живот на нашата страна. Посредством емсията на

заема от 50,000,000 златни франка, която албанската държава не е получила и никога не ще получи, Италия ще получава под формата на лихви и амортизации, в продължение на 40 години един годишен данък равен на повече от 7,000,000 златни франка. И понеже албанската държава, чиито годишни доходи не надминават сумата от 16,000,000 златни франка, не е в състояние да плати тази сума, тя ще увеличава всека година дефицитите на своя бюджет. Ето как албанската държава, която немаше дългове, става финансово зоробена за един дълъг период от време. Посредством правото на колонизация, Италия ще може в близко бъдеще да обсеби всички плодородни земи от нашата страна и да настане в тях неколко милиона италианци. По този начин тя ще постави албанците в положение на меншинство в собствената им страна и ще ги направи свои роби.

За да надвие съпротивата на народа против тези от върховно предателство актове, Ахмед Зогу установи един режим на най-варварски терор. Той изби, заточи и интернира патриотите и интелигентите, които създадоха независима Албания. Той премахна всички конституционни свободи: свобода на печата, събрания и слово. Той замести редовната национална войска с орди от наемници и престъпници, които измъчват и грабят народа. Той дезорганизира администрацията на страната, шверявайки я на най-развратните елементи. Той дезорганизира съдилищата, като назначи за съдии хора, чието назначение е да издават смъртни присъди и да осъждат на строг тъмничен затвор противниците на режима на беговете-феодали. Той разтури всички национални организации, в това число и женските благотворителни дружества. Най-после, чрез една армия от шпиони, терора се разшири в такива размери, че никой да не посее да издигне глас против произволните действия на властта.

За да плати на наемниците и шпионите, правителството на беговете-феодали изразходва годишно повече от половината на държавните приходи. От друга страна, корумпиранияте чиновници и самия председател на републиката пилеят обществените фондове и парите на държавната каса. Характерен е в това отношение примера на Муфид бей Либохова. Той бе затънал в дългове. Обаче, след един кратък период като министър в кабинета на Ахмед Зогу през 1925 г., той не само изплати всичките си дългове, но остави на своите наследници и едно състояние от неколко милиона, вложени в италианските банки. За да хвърли прах в очите на населението, извърши се една парламентарна анкета, която усатнови, че той е виновен за разточителство, кражба и държавна измена. Но той не бе никога подвеждан под съдебно обвинение, защото се закани, че ще докаже, с документи на ръце,

сжучастничеството на председателя на републиката и това на своите колеги министри в неговите дела и сделки. Непо-вече, контрабандата, покровителствувана от самия председа-тел на републиката, от която той извлича грамадни облаги за себе си, намали на половина постъпленията от митниците, в резултат на което бюджета не може никога да се уравни и всека година той свършва с дефицит от много милиони златни франка, които се прибавят към сумата от дефицита през изтеклата година.

Негодуванието на народа вследствие на изброените дейст-вия е стигнало своя връх. Ахмед Зогу и неговите бегове-феодали съзнаха, че не ще могат да устоят против едно все-общо въстание на народа срещу техния режим. За да го предвоят, те си послужиха с ограниченото местно въстание от последния ноемврий. Това въстание те използваха като претекст за подписването на пакта в Тирана, който налага пълнен италиански протекторат на Албания и затвърждава техния режим за сметка на трудящия се, угнетен и експлоатиран народ.

Ето как албанският народ, след като изгуби своята еконо-мическа независимост, рискува да изгуби и своята полити-ческа независимост в течение на две години от режима на феодалите.

Още по-лошото е, че с този пакт, който съставлява пър-вия етап от проникването на Италия в Балканите, Албания е преобърната на полесражение между италианския и сръбски империализъм. Пресния итало-югославянски конфликт даде блестящи доказателства за това. Воден понастоящем с орж-жието на дипломатията, този конфликт заплашва, рано или късно, да свърши с един въоръжен конфликт и да удави Албания в кръв и огън.

Кървавия режим на беговете-феодали не би можал да се задържи дълго време сам по себе си, ако не беше активно подкрепен от империалистическа Англия, фашистка Италия, както и от сръбските и гръцките милитаристи, които стремежи и политика винаги са били враждебни на албанския народ и на неговата национална независимост. Консервативна Англия, която понастоящем има господствующо влияние в политиката на западна Европа, устрои през 1924 г. нашествието в Алба-ния, даде впоследствие своята поддръжка на режима на бего-вете-феодали и свърши с предоставянето на Италия пълна свобода на действие не само в Албания, но и в целия Бал-кански полуостров, за да си осигури нейното сътрудничество на Балканите и в далечния Изток.

От 1912 г. насам, Италия е имала за цел завладяването на Албания и за осъществяването на тая цел не е оставила случай неизползван. Ние имаме документални доказателства за това в тайните договори в световната война, както и в открито сключените съглашения в Версайл през време на мирната конференция. Тази политика бе възприета и след-вана с още по-голема енергия от фашистка Италия, която успе да постигне повече от това, което предшествуващите правителства можеха да мечтаят. Тя вече наложи своя про-текторат над Албания и чака само първия случай за да я окупира военно и я преобърне в италианска колония. След укрепването на позицията си в Албания, Италия ще я из-ползува, без съмнение, като база и инструмент за да установи своята хегемония и на Балканите.

Преди световната война, сръбските милитаристи беха най-фанатичните партизани за разделата на Албания и за изтреблението на албанския народ. Недоволни от анексията на чисто албански области, чието население по число над-минава това на свободна Албания, те направиха всичко въз-можно за да попречат на затвърдяването положението на уре-заното малко албанско отечество, което бе признато от вели-ките сили за независима държава. През и след Версайлския договор, сръбските милитаристи, обрисвайки ни с хубави фрази за албанска независимост, в действителност не по-малко са преследвали своята стара политика за присъедине-ние и на други още части от албанската територия и за из-чезването на албанските меншества, които имаха нещастие-то да попаднат под техното иго. За тази цел те организираха систематически четнишки нападения в нашата територия от 1920 до 1924 г., година фатална, в която, чрез едно по-големо нашествие, можеха да даложат на албанския народ терори-стичния режим на Ахмед Зогу и да си присъединат, между другите и областите Св. Наум и Верноп. Едновременно с това, те организираха и систематически кланета в Плава, Гусине, Ипек, Прищина, Митровца, Вучитрѝн, Хоти и Груда — при-съединени албански области от Югославия — където хиляди албанци намериха своята жестока смърт, в това число жени и деца. И сега, когато техната политика, толкова срамна, колкото и глупава, свърши с италиански протекторат в Алба-ния, те наново започнаха да ни услужват с фрази, възвестя-вайки принципите за албанската независимост и «Балканите на балканците». Не ще има албанец толкова наивен, за да бъде заслепен от тези демагогски заявления. Очаквайки осе-зателни доказателства за техната искреност, ние сме в пра-вото да сметаме, че техната политика по отношение на алба-нския народ остава пак същата и че тя се резюмира в след-

ното: сръбски протекторат над Албания, като максимално искане, и дележ на Албания, като минимално искане.

Политиката на Гърция не се различава много от тази на сръбските милитаристи. След като през 1913 г. откъсна от Албания важни области, понастоящем тя се сили да погърчи южна Албания посредством гръцките училища и черкви, с цел да ги завладее при първия удобен случай. Освен това, тя си служи с всички средства за да принуди албанските меншества към изселване от собственото им отечество.

Обществото на народите, което пое ангажмент за по-кровителство на меншенствата, не само не взе никаква се-риозна мерка за осигуряване правата на албанските нацио-нални меншества в Югославия и Гърция, но то не можа да попречи дори на техното изтребление и насилствено изсел-ване. Това международно учреждение, което претендираше и продължава още да претендира да защитава народите, участващи в него, изостави Албания в критическите мо-менти на нахлуването на сръбските милитаристи през 1924 г., както я изоставя и през време на сключването на пакта в Ти-рана през 1926 г. Албания, която изгуби своята политическа и економическа независимост, понастоящем, чрез Тиранския пакт е на път да стане италианска колония. И при все това, Обществото на народите, което е длъжно, по силата на своя собствен пакт, да покровителствува Албания, като свой член, не само пази едно двусмислено мълчание, но и легализира тези актове на интернационално разбойничество, **актове, които застрашават да предизвикат нова балканска война с всичките й последствия.**

Това положение се усложнява още и от факта, че съсед-ните държави, които преследват завоевателни цели в Алба-ния, полагат усилия и ще полагат такива и в бъдеще да на-сърчат въстанията, подобни на това от последния ноември, и всички видове авантюристически действия, за да се създаде благоприятен претекст за осъществяването на техните импе-риалистически планове. Както в миналото, те се опитват и сега още, ще се опитват и в бъдеще да си послужат с една част от албанската емиграция и с известни албански револю-ционери, които са достатъчно наивни за да станат техни орж-дия и жертви. Ние трябва най-после да разберем, че в настоя-щите балкански и интернационални условия, борбата за освобождението на албанския народ е една трудна и дълго-трайна задача, защото в действителност нам ни предстои да се борим не само против мизерната банда на беговете-феодали с Ахмед Зогу начело, но и против великите сили, които под-крепват неговия против-албански режим. Това трябва добре да разберем.

За да успеем, трябва да се заловим за една методична и основна работа, организирайки, осветлявайки и готвейки ши-роките албански маси по всички направления. Ние не трябва нито за момент да забравяме, че сами и изолирани, не можем да противостоим на нашите многобройни неприятели. Ние трябва тесно да съгласуваме нашето движение с освободител-ните движения на всички потиснати балкански народи, както и да се обогатим върху всички прогресивни фактори в света. Ние не сме сами в нашата борба. Истина е, че ние имаме страшни неприятели, но, за щастие, ние имаме и приятели: балканските организации за национално освобождение, трудо-щите се маси в Англия, Италия и въобще в Европа, освобо-дените вече народи и тези, които са на път да се освободят от империализма и привържениците на напредничавите идеи в всички страни, ето това са нашите приятели, това са при-ятели на албанския народ и на свободна Албания. Те са нашите естествени и сигурни съюзници в освободителната ни борба.

**Албанци!**

Без съмнение, настоящето балканско и международно положение е извънмерно трудно за освободителното движение на албанския народ. Но съществуват вече условия за една промена в наша полза. Те ще зрят все повече и повече, кол-кото повече борбата против империализма се засилва и кол-кото повече се задълбочава непримиримия антагонизм между самите империалисти. Самата еволюция в живота на наро-дите работи непрестано в полза на освободителното движение. Нужно е само да се въоръжим с разум и търпение и да се борим до край с удвоена енергия и организираны сили. Не трябва да се оставяме да бъдем увлечени в авантюристични въстания, подклаждани от нашите неприятели. Не трябва да се пролива албанска кръв за чуждо дело, не албанско, и про-тивно на нашите интереси. Трябва да се води вътре и вън от Албания една систематическа политическа борба против кървавия режим на Ахмед Зогувите бегове, против завоева-телните планове на италианския, сръбския и гръцкия импе-риализъм. В тази борба, целия трудящ се албански народ трябва да се обедини и да върви против общия неприятел, ржка за ржка с другите балкански народи. Ето нашата най-важна и най-трудна задача.

Ние ще успеем в името на нашите освободителни идеи, които, нема съмнение, ще групират около нас целия трудящ се албански народ, всички честни албански интелегенти и

всички истински приятели на албанския народ и на свободна и независима Албания.

Върху нашето знаме ние сме написали:

1. Албанския народ, освободен от чуждото господство, трябва да стане господар на своите съдини, в своите етнически граници и под един истински демократичен републикански режим.

2. Богатствата на Албания трябва да принадлежат на албанския народ, а не на чуждия капитал.

3. Политическата власт трябва да принадлежи на трудящия се народ, а не на олигархията на беговете-феодали, оржда на чуждото господство.

4. Земята трябва да принадлежи на селяните, които я обработват, а не на бандата бегове-феодали.

5. Братски съюз с другите балкански народи.

За възтържествуването на нашите идеи, ние ще се опираме:

1. Върху работния албански народ и преди всичко върху интеллигентите и напредничавата албанска младеж вътре и вън от страната, чиито тълкуватели се явяваме ние.

2. Върху балканските народи, чиито интереси по отношение чуждото господство и експлоатация са еднакви с тези на албанския народ и с които ние ще трябва да образуваме единен фронт за създаването на Балканската Федерация, за изграждането съюза на свободните и равни в своите етнически граници народи.

3. Върху отделните елементи и демократическите, пацифистични и анти-милитаристични организации в цивилизования свет.

#### Албанци!

Не се оставяйте да бъдете залъгвани с красиви, безсмислени и лицемерни думи! Не вервайте на обещанията на правителствата на нашите съседи и тези на силите, които ги покровителствуват, нито пък се жертвувайте за дело, което не е наше! Не харчете времето и енергията си за провокирани от вашите неприятели възстания, нито пък за авантюристически акции, които немаат никакъв шанс да изменят нещастното положение на нашата страна! Не се обезкуражавайте съберете вашите сили и работете за политическото организиране и възпитание на широките народни маси! Участвайте активно и смело в националното освободително движение на албанския народ! Дена на освобождението на албанския народ и на всички протиснати на Балканите народи не е далеч!

Женева, 24 април 1927 г.

#### За Албанския Комитет за национално освобождение

Фан С. Ноли  
Лано Борши  
Д-р Омер Нишани

Константин Бошняк  
Д-р Нуш Бушати  
Капитан Азис Чами

#### За Комитета за освобождение на Косово

Бедри Пеяни  
Майор Ибрахим Дякова

Кямил Бала

## Нужна ли е и защо

# Тракийска народна революционна организация

Ръководителите на съществуващите днес тракийски организации имат големата нахалност и претендират, представляваните от тях организации да носят народен характер. Известна организация, която претендира да има народен характер ще трябва да отговаря с своите дела на народните желания и стремления.

Отговарят ли делата на днешната Тракийска Организация на тракийските народни желания и стремления? От положителния или отрицателния отговор на тоя въпрос зависи и по-нататъшното съществуване на онова положение, което днес ние наблюдаваме в организациите на тракийското население и даже на някои организации. Положителното, което можем да намерим в тоя въпрос е, че е необходимо да съществуват подобни организации. Но, като се вземат в пред вид отрицателните страни на съществуващите тракийски организации, ние ще се убедим в необходимостта на една радикална промена, която да предаде един действителен народен характер на въпросните организации. Необходима е сила, която да бъде в състояние да направи това и тая сила трябва да се концентрира в тракийския народ и в неговата революционна организация. Днешната В. Т. Р. О. е вдъхновителката на съществуващите порядки в тракийското движение въобще, а щом като тя е техен вдъхновител, нейния идеен и реален характер е противонароден. И действително, видни хора на тая организация, като например Гаврил Вулев и Д. Дяков, който същевременно е и член на Тракийския Върховен Комитет, заедно с Началника на Пловдивската обществена безопасност Щерю Ликоманов и Анго Попов са решавали съдбата на пловдивските граждани, между които и много тракийци, през септември 1923 г. и април 1925 г. Тия същите са интелектуалните убийци на Георги Арнаудов, Благой Торманов, Юрдан Караиванов и ред други тракийци. Хора на тая същата организация нееднократно са залапвали с побой и убийства (например в Учредителния конгрес на Младешкия съюз) представителите на левото течение в Тракийското младежко движение. Не е ли В. Т. Р. О., която, в лицето на Тодор Ласков, днешен личен секретар на члена от Ц. К. на В. Т. Р. О. — Д. Маджаров, нанесох побой над Иван Томов в София и му издадох смъртна присъда, която поради ред обстоятелства не можах да приведат в изпълнение. Хора на тая същата организация и детективи на Обществената безопасност, като М. Пеев, Карталов и други пращаха стражари да разгонват събранията на тракийската младеж, която им беше показала вратите на организацията. Хора на тая същата организация, заедно с детективите на Обществената безопасност, са малтретирали тракийски младежи и при снемане дознания, са присъждали и специални претеници на тая организация. Не беха ли хора на организацията Гарбучков, Мандров и други, които боядисаха с черни кръстове вратите на гърците в Бургас? Не беше ли и не е ли човек на тая организация Таню Николов, който от голема революционна дейност в полза на «тракийското» дело напуша милиони и издигна няколко здания в Пловдив и други градове? Тук сега нема да споменавам авантюристичните походи на тая организация в гръцка Тракия, които не допринесоха никаква полза на тракийското освободително дело, а усилиха националните вражди между населяващите Тракия националности.

Водачите на «Благотворителната тракийска организация», освен че напълно се солидаризират с делата на горепоменатните личности и с дейността на В. Т. Р. О., но същевременно те не забравят и своята лична кариера в организацията. Например, бившият председател на Тракийския Върховен Комитет Н. Константинов се отказа да пише (макар и глупости, като Одринската епопея) в органа на организацията за неплатен хонорар. Същия тоя тип от големо родолюбие събра своите глупости и ги издаде в една цела книга, която носи заглавието; за «Родна Тракия» и разбира се като председател на Върховния Комитет това негово частно издание се разпространяваше от съответните организации за сметка на неговия автор. Този голем родолюбец получаваше месечна заплата от организацията затуй, защото в месеца по един път се вестяваше в нейната канцелария. За всеко отиване в провинцията по «агитация» получаваше по 4—5 хиляди лева и т. н. Днешния негов заместник и негов пръв вчерашен помощник по нищо не се различава от своя предшественик. Неговото поведение е същото, както с това на неговия предшественик. Какво направи тая организация при ратификацията на Ангорския договор? Ще се похвали разбира се, с речите на своите представители в разните събрания и митинги, свикани под натиска на тракийските народни маси, като и с тая на «тракийския» народен представител и член на Тракийския Върховен Комитет — Д. Янев, държана в Народното събрание, който не каза нищо за Тракия и за тракийския народ, а се напъваше да защитава теорията за частната собственост, с която тракийския бежанец нищо общо нема, благодарение политиката на партията към която този депутат принадлежи. Дейността на най-младата тракийска организация е продължение от тая на горепоменатите организации. Това, с което може да се гордее тракийската младеж е, че тя се опита да даде отпор на съществуващото положение, тя дигна глас на протест против всичко гнило, което съществува в движението, обаче нейния глас и нейните усилия беха потушени от реакционните елементи в организацията, подпомогнати от българското правителство. И в тая млада организация се загнезди кариеризма. Днешния редактор на съюзния орган престана да редактира на времето младежката страница в в-к «Тракия», докато не му се изплати заплата. Председателя на Съюза използва своето положение и стана директор на една прогимназия в София. Тия малко от многото съществуващи факти, говорят, че организацията за тия хора е средство за лична кариера и че те я тикат към авантюри, безидейност и безпринципност. Това не е една народна организация с велики и високи освободителни идеи и дела. Изложените факти говорят още и това, че тия организации, благодарение лицата, които ги ръководят, носят един противонароден, пълен с демагогия характер. Тук нема да се спирам на оная духовна безидейност, несъдържателна и предателска духовна храна, която пресата на тия организации поднася на тракийския народ. Това ще бъде предмет на отделна статия.

Тия организации са съвсем компрометирани пред тракийските народни маси, част от тия последните стоят още в тех, благодарение само на големата любов, която тия маси имат към организиране. Давайки правилна оценка на съществуващото днес положение, прав е другаря Жаров с подигнатия от него

въпрос за създаването от левото течение и лево настроените елементи и групировки на една Тракийска Народна Революционна Организация, по подобие тая на македонци и добруджанци, която с своята груба и морална сила, да замести самуинищожилата се В. Т. Р. О. и да даде едно радикално направление и на другите две тракийски организации. По такъв начин тая организация ще може да развие своето освободително дело

всред всички национални тракийски малцинства и разшири своите корени в цела Тракия.

Нуждата от една таква организация е належаща. Всички искрени тракийски дейци ще трябва да подкрепят лансираната идея и да направят всичко възможно за нейното по-скорошно осъществяване.

Г. Танковски

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΓΕΝΙΚΗ ΑΜΝΗΣΤΕΙΑ

ΓΙΑ ΤΟΥΣ ΦΥΛΑΚΙΣΜΕΝΟΥΣ ΚΑΙ ΤΟΥΣ ΠΟΛΙΤΙΚΟΥΣ ΦΥΓΑΔΕΣ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Το σπουδαίο ζήτημα που απασχολεί από μνημών την κοινή γνώμη και τις εργατικές μάζες στη Βουλγαρία, είναι το ζήτημα της παροχής αμνηστίας πλήρους και γενικής, στους πολιτικούς εγκληματίους και φυγάδες. Το ζήτημα αυτό πέρνει το χαρακτήρα ενός σπουδαίου πολιτικού ζητήματος — και πολύ δικαίως. Διότι θίγει καιρίως, όχι μόνο τους φυλακισμένους και τους πολιτικούς φυγάδες, όχι μόνο τους γονείς και συγγενείς τους, αλλά άμεσα όλες τις εργαζόμενες μάζες, όλον τον βουλγαρικό λαό. Από τη λύση του ζητήματος αυτού εξαρτάται επίσης κατά ένα μεγάλο βαθμό η ειρήνευση της χώρας.

Μέσα στα γεθιές του Τσαγγάφ και του Λιάπτσεφ σαπίζουν 1500—2000 πολιτικοί εγκληματίοι: έξω από τη Βουλγαρία πάνω από 1000 πολιτικοί φυγάδες περνούν μιάν άθλια ζωή. Από πληροφίες που δημοσιεύουν κάθε μέρα βουλγαρικές εφημερίδες της νόμιμης αντιπολίτευσης μπορεί να δει κανείς πως όλα αυτά τα θύματα του έμφυλιου πολέμου στη Βουλγαρία ζουν υπό άνηκουστες άθλιες συνθήκες. Οι πολιτικοί φυλακισμένοι είναι στριμωγμένοι κατά ομάδες από 20—35 σε μικρά και ύγρα κελλιά 150 κυβικών μέτρων το καθένα περίπου, άθυγμιά, πνυγηρά. Μερικές φυλακές όπως του Πλόβνιτς π. χ. γεμίζουν νερό κάθε φορά που θα πλημμυρήσει ο ποταμός Μαρίτσα, και το νερό μένει εκεί έβδομάδες: συνέπεια της διαρκούς αυτής και άνυπόφορης ύγρασίας είναι πως οι φυλακισμένοι άρρωσταίνουν βαρεία και ένα μεγάλο μέρος πεθαίνουν πάνω στα νηάτα τους. Σε κάθε φυλακή υπάρχουν κελλιά τελείως σκοτεινά, έξαιρετικά ύγρα και μέσα εκεί ρίχνονται οι πολιτικοί φυλακισμένοι για την παραμυρή παραβίαση των άπανθρώπων κανονισμών της φυλακής.

Οι πολιτικοί εγκληματίοι υπόκεινται σε μιά μεταχείριση χίλιες φορές πιο βάρβαρη από τη μεταχείριση των φυλακισμένων για εγκλήματά του κοινού δικαίου. Οι διευθυντές και οι φύλακες των φυλακών τους μεταχειρίζονται σά ζώα. Τους βρίζουν, τους χτυπούν, τους μαστιγώνουν. Πολλοί δυστυχισμένοι φυλακισμένοι, τους έσπασαν τά χέρια, τά πόδια και τους έβούλιαξαν τά πλευρά. Ένας μεγάλος αριθμός απ' αυτούς απέθαναν εξ αίτίας του ξυλοκοπήματος και των άλλων βασανιστηρίων που τους υπέβαλαν. Η θέση των φυλακισμένων γυναικών είναι ακόμα χειρότερη. Φύλακες τις έμβιάζουνε όταν τους έρθει η όρεξη — άξέχαστη μένει η περίπτωση της Δραγκόιτσεβα, καταδικασμένης σε θάνατο, που την έξεβίασαν στη φυλακή όπου και έγέννησε ένα παιδί: η κυβέρνηση για να καθυστερήσει λίγο την άγανα κτησμένη κοινή γνώμη, αναγκάστηκε τότε να μην έκτελέσει την ποινή του θανάτου, ή δέ ποινή της δύστυχης γυναίκας έλαττώθηκε σε ισόβια καταναγκαστικά έργα. Το παιδάκι που είναι τώρα ενός έτους είναι καταδικασμένο να σ'έτιολε μέσα στη φυλακή μαζί με τη μητέρα του.

Δέν επιτρέπεται στους πολιτικούς καταδίκους να διαβάσουν τίποτε άλλο εκτός από τη Βίβλο, το Ευαγγέλιο και τις κυβερνητικές εφημερίδες. Το φαγι που τους δίνουνε είναι άπαίσιο — λίγα ποίεαυ και μερικές σαπισμένες πατάτες σε ένα μαυρωπό ύγρο μέσα, και λίγο ψωμί ξερό και βρώμικο — να τó καθημερινό τους μενού. Τους απαγορεύεται να πέρνουνε βοήθηματα.

Η κυβέρνηση και οι εφημερίδες της δέ παύουν να ονομάζουνε τους πολιτικούς καταδίκους „ληστές“ και „δολοφόνους“. Άλλά στην πραγματικότητα τó είναι οι δυστυχισμένοι αυτοί; Είναι οι πιο συνειδητοί αντιπρόσωποι των εργαζόμενων μαζών στη Βουλγαρία. Και ανάμεσά τους βρίσκονται εκατοντάδες νέων, τó μέλλον του έθνους. Εργάτες, χωρικοί, τεχνίτες, δικηγόροι, μηχανικοί, δάσκαλοι, σπονδαστές, φοιτήτριες, μαθητές, μαθήτριες — αυτοί είναι οι „κακοβροχοί“, να οι „ληστές“ τέτοιοι είναι οι „δολοφόνοι“. — „Ανάμεσά μας υπάρχουν ένας μόνο φυλακισμένος καταδικασμένος για φόνο και τέσσαρις εξ αίτίας της δράσεως των ως κόμματαζήδες“ δηλώνουνε οι πολιτικοί φυλακισμένοι της Σόφιας στην έκθεση που έκαναν για τά αίτια που τους έσπρωξαν να καταφύγουν στην άπεργία της πείνης. (Άν λάβει κανείς υπ' όψει του πως οι κατηγορίες που έπεριόρθησαν κατά των πέντε αυτών φυλακισμένων ύπεστηρίχθηκαν μόνο από „μαρτυρίες“ αστυνομικών πρακτόρων, και μάλιστα μπρός σε στρατιωτικά δικαστήρια, τότε έχει κανείς δικαίωμα να πιστέψει πως ακόμα κι αυτοί οι πέντε άδικα καταδικάσθηκαν για φόνο.) „Όλοι οι άλλοι πολιτικοί φυλακισμένοι καταδικάσθηκαν επί τη βάσει της κατηγορίας ότι έλαβαν μέρος ή παρέσχον βοήθεια σε οργανώσεις που απαγορεύονται από τον περίφημο νόμο περί Προστασίας του Κράτους — πάντοτε επί τη βάσει μαρτυριών αστυνομικών όργάνων του Τσαγγάφ και του Λιάπτσεφ.

Οι πολιτικοί κατάδικοι του Ρουσσέ δηλώνουν πως είναι θύματα του έμφυλιου πολέμου: ότι, σε όλην την περιφέρεια του Ρουσσέ από τις 9 Ιουνίου 1923 δέν έχει γίνει καμμία στάση καμμία δολοφονία καμμία διαρπαγή — και όμως η κυβέρνηση και τά όργανά της τους φέρονται κατά τέτοιο τρόπο σαν να ήταν „ληστές“ και „δολοφόνοι“.

Η τύχη των φυγάδων στη Γιουγκοσλαβία και στη κεντρική και δυτική Ευρώπη είναι επίσης άλεσιή. Οι φυγάδες είναι έξασθενημένοι από τις ύλικές στερήσεις, χωρίς δουλειά, πεθαίνουν της πείνας. Η έκδίκηση όμως της καπιταλιστικής τάξης, ή οποία ύποστηρίζει ειδικά την Στρατιωτικήν Ένωση, τους καταδίκωει, μολονότι δέ βρίσκονται μέσα στα όφια του βασιλείου της. Οι αντιπρόσωποι της, δια τής διπλωματικής όδοϋ, με τη βοήθεια του έξαγορασμένου απ' αυτήν τύπου του έξωτερικού, με ψευδεις δημοσιεύσεις, κάνουν συκοφαντικές καταγγελίες στις κυβερνήσεις των κρατών όπου έχουν καταφύγει: οι φυγάδες — και οι δυστυχεις υπόκεινται καθημερινώς σε καταδιώξεις.

Μπροστά στην κατάστασην αυτή των φυλακισμένων και των πολιτικών φυγάδων, ο εργαζόμενος βουλγαρικός λαός, όλόκληρος μπορούμε να πομε ο βουλγαρικός λαός, ζητά να τους δοθει πραγματική αμνηστεια: ζητά επίσης να δημιουργηθούν στην χώρα οι αναγκαίοι όροι ώστε να μην ξαναγεμίσουν οι φυλακές, οι ειρητές, εκ νέου από πολιτικούς καταδίκους, για να μην αύξήσει παρα πάνω ο αριθμός των πολιτικών φυγάδων: ζητά να καταργηθει ο σκληρός και άπάνθρωπος νόμος περί Προστασίας του Κράτους του όποιου θύματα είναι όλοι οι φυλακισμένοι και οι φυγάδες, ζητά μιά ζωή όμαλή, και προς τον σκοπόν αυτόν άνόρθωση των συνταγματικών έλευθεριών που καταπατούνται σήμερα. Η θέληση αυτή του βουλ-

γαρικού λαού, έχει διατυπωθεί στις αιτήσεις των πολιτικών καταδικών όλων των φυλακών της Βουλγαρίας, έχει διατυπωθεί στις αιτήσεις των πατεράδων και μητέρων τους, των γυναικών και των παιδιών τους των συγγενών και των φίλων τους, στις αιτήσεις και διαμαρτυρίες των πολιτικών φυγάδων στη Γιουγκοσλαβία και σε άλλες χώρες της Ευρώπης και σε όλες τις αντιπολιτευόμενες εφημερίδες, στις δηλώσεις των βουλευτών της αντιπολίτευσης στη Βουλή. Ο εργατικός τύπος στη Βουλγαρία διεξάγει συντηματικά ένα τραγούν αγώνα για την χορήγηση πλήρους και γενικής αμνηστίας.

Σε όλα όμως αυτά η κυβέρνηση και τα όργανα της απάντησαν και εξακολουθούν να απαντούν: „η αμνηστία έχει δοθεί, και μάλιστα δυο φορές· κάθε αμνηστία σημαίνει κλονισμό του κύρους της δικαιοσύνης· δεν υπάρχουν πολιτικοί καταδικοί στις φυλακές· μέσα και βρίσκονται μόνο ληστές και δολοφόνοι, και οι άνθρωποι αυτοί πρέπει πρώτα να δείξουν σημάδια „μετανοίας“ — μόνο ύστερα απ' αυτό θα μπορούν να λογαριάζουν με την βασιλική πραότητα.“

Πράγματι η κυβέρνηση έχορήγησε μιαν αμνηστία, και μάλιστα δυο φορές: την πρώτη φορά το Γενάρη του 1924, και τη δεύτερη φορά το Γενάρη του 1926. Ποιός όμως αμνηστεύθηκε; Την πρώτη φορά επωφελήθηκαν την αμνηστία οι δολοφόνοι 20.000 χωρικών και εργατών που έκπευργήθηκαν: αξιωματικοί και υπάξιωματικοί εν ενεργεία και εν έφεδρεία, μέλη διαφόρων φασιστικών οργανώσεων — της Στρατιωτικής Ένωσεως, του Κουμπράτ, της Ρόντνα Ζάχιτσα· οι μακεδόνες δημιοί, τα όργανα του Ίβαν Μιχαήλωφ και του Πρωτοκέρωφ· οι αξιωματικοί του Βράγγελ. Τη δεύτερη φορά ωφελήθηκαν από την αμνηστία οι διάφοροι κακοῦργοι του πολέμου που είχαν καταδικασθεί ως ένοχοι της εθνικής καταστροφής, και οι διάφοροι spéculateurs και κλέφτες. Και για να ρίξει σκόνη στα μάτια της βουλγαρικής και ξένης κοινής γνώμης η κυβέρνηση του Λιάπτσσεφ έχει συμπεριλάβει στην αμνηστία και λίγες δεκάδες εργατών, χωρικών και διανοουμένων που ήταν έχθρικά διατεθειμένοι στην πολιτική της.

Είς πείσμα του κινισμού της κυβερνήσεως και των οργάνων της, το ζήτημα της χορηγήσεως μιās γενικής πολιτικής αμνηστίας πραγματικής δεν βγαίνει από τις στήλες των εφημερίδων της αντιπολιτεύσεως. Σχεδόν όλα τα κόμματα της νόμιμης αντιπολιτεύσεως ζητούν την αμνηστία: οι σοσιαλιστές, οι αγροτικοί, οι ριζοσπάστες, οι δημοκράτες, οι όπαδοί του Σταμπούλωφ. Στη Βουλή, ο αγροτικός Βουλευτής Π. Μίνεφφ, παρουσίασε μιὰ πρόταση αμνηστίας, που υποστηρίχθηκε από τους βουλευτές όλων των κομμάτων της αντιπολιτεύσεως, συμπεριλαμβανομένου και του αντιπροσώπου του εθνικοφιλελεύθερου κόμματος Δ. Κούρτσσεφ. Αλλά η κυβέρνηση του Λιάπτσσεφ δεν έδέχθηκε ούτε καν να τεθεί υπό συζήτηση ή πρόταση αυτή του αγροτικού βουλευτού. Ο κ. Λιάπτσσεφ έδηλωσε όλο ειρωνεία ότι με το ζήτημα αυτό θα μπορούσε να καταγίνει ή έρχόμενη, προσεχής βουλή.

Η στάση αυτή της στρατοκρατικής και φασιστικής κυβερνήσεως έκαμε να ξεχειλίσει το ποτήρι της ανυπομονησίας των πολιτικών καταδικών και απέφασαν να αρχίσουν να αρχίσουν να δρουν. Απέφα-

σισαν να εκφράσουν τη διαμαρτυρία του κηρύσσοντας την άπεργία της πείνας. Απήθυβαν δημοσία στον βουλγαρικό λαό μιαν έκκληση όπου αναπτύσσον πώς αναγκάστηκαν να καταφύγουν στο έσχατο αυτό μέσο που τους έχει μείνει για να αναγκάσουν την κυβέρνηση να φέρει σε συζήτηση και να γίνει δεκτό στη Βουλή ένα σχέδιο νόμου για μιὰ πλήρη και γενική αμνηστία.

Η άπεργία της πείνας εκηρύχθηκε από τους πολιτικούς καταδικούς σε όλοκληρη τη Βουλγαρία. Από τις 28 Φεβρουαρίου 500 πολιτικοί καταδικοί άρνούονται κάθε τροφή. Η κυβέρνηση έθορυβήθηκεν απ' αυτό. Έσπευσε να διαψεύσει την έκρυξη της άπεργίας, αλλά συγχρόνως άρχισε να ενεργεί με τον βάνανσο και άγριο τρόπο που της είναι ίδιος, όμοιος. Διενήργησε μιαν έρευνα μεταξύ των πολιτικών καταδικών που έκύρηξαν την άπεργία της πείνας για να „ανακαλύψει“ την ύπαρξη μιās „συνμοωτικής οργανώσεως“ και οι δυστυχισμένοι άπεργοί έρίχθηκαν σε Ζήνδανια. Και η κυβέρνηση δεν άρκέσθηκε με αυτό. Απήγούρευσε την εργατική εφημερίδα Νοβινι που έφερε ταχτικά πληροφορίες για την άπεργία της πείνας και είχε δημοσιέψει την έκκληση των δυστυχών φυλακισμένων που εξέθεταν τα έλατήρια που τους έσπρωξαν να καταφύγουν στο μέτρο αυτό της άπελπισίας, και συνέλαβε όλο το προσωπικό της συντάξεως και της διαχειρίσεως.

Αλλά οι καινούργιες αυτές βιαιότητες δε θα ωφελήσουν καθόλου τον κ. Λιάπτσσεφ.

Η όμαδική άπεργία πείνας, των πολιτικών φυλακισμένων στην Βουλγαρία, θέτει μπροστά στο βουλγαρικό λαό, με μιὰ μεγαλύτερη ακόμα δύναμη, το ζήτημα της χορηγήσεως μιās πλήρους και γενικής πολιτικής αμνηστίας. Η πράξις αυτή των πολιτικών φυλακισμένων θέτει με περισσότερη δέυστητα το ζήτημα αυτό μπρος στις εργατικές μάζες και την προοδευτική κοινή γνώμη του έξωτερικού, που θα διπλασιάσουν την ενεργητικότητά τους στον αγώνα για την χορήγηση μιās γενικής και πραγματικής πολιτικής αμνηστίας στην Βουλγαρία.

Ο αγώνας για την άπελευθέρωση των πολιτικών φυλακισμένων και τον άπαναπαρισμόν των πολιτικών φυγάδων και για τη δημιουργία των αναγκαίων όρων ώστε οι τελευταίοι αυτοί να μη σκοτώνονται γυρίζοντας στα σπίτια τους ή „έξαφανίζονται άνευ ίχνους“ όπως έγινε με τόσους άλλους συντρόφους των κατά τα δύο τελευταία έτη — ο αγώνας αυτός εξακολουθεί πάντοτε με περισσότερη ένταση.

Οι αιτήσεις των φυλακισμένων, οι αιτήσεις των γονιών και συγγενών τους και των κομμάτων της αντιπολιτεύσεως στη Βουλγαρία για μιὰ γενική και πραγματική πολιτική αμνηστία· οι συγκεντρώσεις στις διάφορες πρωτεύουσες της Ευρώπης και οι διάφορες ειδικές προσούρες που έδημοσιεύθηκαν και που ζητούν όλες την αμνηστία αυτή στη Βουλγαρία, δείχνουν πώς ο αγώνας αυτός δε θα πάψει έως ότου οι δικαίες αιτήσεις ληφθούν υπ' όψιν, έως ότου χορηγηθεί μιὰ πραγματική αμνηστία σε όλους τους πολιτικούς φυλακισμένους και φυγάδες, έως ότου καταργηθεί ο νόμος περί Προστασίας του Κράτους, έως ότου επανορθωθούν οι συνταγματικές έλευθερίες στην δυστυχισμένη αυτή χώρα.

E. Καζανόβσκη

# FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Chestiunea agrară și țărănească în România

### VI. Incheere

Așa-zisa reformă agrară este așadar departe de a fi rezolvat problema agrară în România. Țărănimea continuă a se găsi sub apăsarea și exploatarea clasei stăpânitoare, a băncilor și a ciocilor. Statul este în stăpânirea acestora din urmă, care se folosesc de el pentru a exercita și desăvârși asuprirea și stoarcerea până la mă-

duvă a țăranimei. Și acolo unde falsificarea „reformei“ agrare nu și-a putut atinge scopul: menținerea în atârănare și subjugare economică a țăranimei față de clasa stăpânitoare, acolo intervine statul prin sistemul fiscal și vamal, prin legiuiri economice. Astfel, până acuma un an cerealele — produsele muncii țărănești — erau lovite de taxe vamale de export ce mergeau până la 50% din valoarea prețului mondial. (De atunci aceste taxe au fost scăzute, dar pentru umplerea golului făcut astfel în budget au fost sporite impozitul agricol și taxele de consumație la sare, chibrituri, petrol, etc.) În timp ce, prin protejarea vamală a industriei, prețurile produselor industriale (unelte agricole, produse textile, etc. necesare țăranimei) erau împinse în sus, prețurile produselor agriculturii, în primul rând produse țărănești, erau prin aceste taxe vamale tâlhărești împinse în jo-

D. Madgearu socotește (in *Țărănișmul* No. 36 din 13/XII/926) că contribuabilii țărani plătesc ca biruri directe și taxe vamale de export tot atât cât și toți bancherii, fabricanții și negustorii laolalta (2 $\frac{1}{2}$  miliarde lei). Dacă se adaugă însă și veniturile statului dela спирт, chibrituri, tutun, sare, petrol, etc., articole de consumație țărănești, atunci cifra birurilor stoarse anual dela țărani se ridică la 8 miliarde, spune d. Madgearu. Cifrele date de d. Madgearu nu par însă a fi complete. In *Argus* din 22/XI/926 economistul dr. Ernest Ene calculează, că la o producție industrială de 20 miliarde lei industria nu plătește decât 488,8 milioane lei impozite, in timp ce agricultura la 60 miliarde lei producție plătește 7 miliarde. In timp deci ce impozitele plătite de industrie nu fac nici 2 $\frac{1}{2}$ % din totalul producției, impozitele plătite de către agricultura fac aproape 12%. In realitate însă contribuția fiscală a industriei se reduce la zero, adăugă pe drept d. Ene, prin scutirile de vamă, reducerile la transport și alte multe avantajii protecționiste și „incurajatoare“. Economistul M. A. Badereu (in *Argus* din 25/XI/926), vorbind de taxele de export la cereale, calculează că „agricultorii plătesc anual un tribut de 5 miliarde și jumătate numai dela acest capitol“; adăugând și veniturile fiscale dela exportul de vite, leguminoase, oleaginoase, etc. d. Badereu găsește că agricultorii mai plătesc încă 3 miliarde și jum. In total deci „o sumă ce întrece 8 miliarde anual“. Asta însă, 500 lei de fiecare hectar de teren agricol... când beneficiul nu întrece 1000 lei la hectar“.

Dacă mai adăugăm că, in timp ce industria se bucură de un credit dela stat de 1 miliard lei, agricultura nu capătă decât 450 milioane (și acestea intră mai toate in mâinile marilor proprietari), atunci capătăm o iconă aproximativă a regimului in vigoare. Un regim al marelui capital, de îngrășare a acestuia pe socoteala economiei țărănești. Așa arată la față „epoca de regenerare și deșteptare economică a țărâniei“, pe care liberalii pretind că au inaugurat-o prin reforma agrară. Chiar actualul guvern, care pretinde că inaugurează o epocă de protejare și incurajare a agriculturii, nu face prin legiuirile sale agrare (legile Garoflid) decât să sporească sarcinile ce apasă pe umerii țărâniei (intinderea impozitului agricol și asupra proprietăților țărănești sub 3 ha., sporirea taxelor de consumație pe obiectele de primă necesitate de care am vorbit mai sus, ș. a. m. d.) și să favorizeze marea proprietate (prin ajutoare și premii la „modernizarea“ marilor exploatații agricole și la crearea de mari exploatații „model“).

Dela oligarhie cu „reforme“ ei țărâniea nu are așadar nimic de așteptat. Poate însă aștepta și nădăjdii ceva massa largă a țărâniei dela celelalte partide de opoziție, dela partidele naționalist, național-țărănesc sau „țărănesc“ al doctorului Lupu? Nicidecum! Partidul Naționalist al domnului Iorga nu are un program agrar, ne-aducem aminte însă de un discurs rostit de d. Iorga la Craiova acum vre-o doi ani, in care d-sa denunța „lenevia“ țărânului român ca vinovată de scăderea producției agricole, acoperind astfel oligarhia care, prin regimul ei economic de înrobire a țărâniei, este adevărata vinovată de criza catastrofală a agriculturii noastre. Partidul Național-Țărănesc a renunțat, prin programul adoptat la fuziune, la „a doua expropriere“, punându-se astfel pe terenul reformei: oligarhice și închizând drumul unei schimbări radicale a regimului agrar de aspirare și exploatare iobagă a țărâniei.

Cât despre Partidul Țărănesc al doctorului Lupu, el merge și mai departe și spune că „nu de pământ are nevoie țărânul, pământ nici nu se mai găsește, ci de-o bancă agrară făcută din economiile țărănești (!) și care să mijlocească țărânului cumpărarea moșilor rămase marilor proprietari, moși cu care aceștia nici nu mai au ce sa facă“ (!). Precum se vede limpede, programul „țărănesc“ al doctorului Lupu este pur și simplu programul oligarhiei bancare, care și ea urmărește captarea „economilor“ țărănești și înfocarea agriculturii băncilor.

Și dela programele acestor partide, care abuzează de numele țărănesc, țărâniea nu are deci nimic de așteptat. Aceste programe nu sunt programe țărănești, ci programe ale unor pături *burgheze-capitaliste*, care vor să înșele și să prostească și mai departe țărâniea, servindu-se de presiunea acesteea pentru a stoarce dela oligarhia financiară stăpânitoare concesiuni mai mari.

Programul țărâniei, al marelui masse a țărâniei, al țărănilor săraci și mijlocii și al celor minoritari, este, și nu poate fi decât, următorul:

- a) Exproprierea integrală a marelui proprietăți cu tot inventarul — fără nici-o despăgubire;
- b) Predarea întregului pământ cu tot inventarul in mâinile țărănilor ce-l muncesc — fără nici-o plată;
- c) Inctarea plății ratelor din partea țărănilor pentru pământul împărțit până acuma și înapoierea sumelor deja plătite de către ei;
- d) Reluarea îndărăt a pământurilor date, prin falsificarea reformei agrare și prin prevederile ei anti-țărănești, agenților oligarhiei și uneltelor ciocoști;
- e) Declararea pădurilor, izlazurilor, iazurilor, etc. ca proprietate națională și darea lor in folosință obștească țărănilor;
- f) Ocrotirea agriculturii țărănești prin credit eftin din partea statului, prin incurajarea cooperativelor țărănești, prin trecerea Bancii Naționale sub controlul celor ce muncesc;
- g) Trecerea sarcinilor fiscale ale statului pe umerii capitaliștilor;
- h) Nimicirea tuturor rămășițelor iobăgiste și neoibăgiste in agricultură.

Realizarea acestui program cu adevărat țărănesc presupune o luptă energetică și hotărâtă împotriva regimului in ființă, răsturnarea acestui regim și instaurarea la cârma țării a unui guvern in stare să înfăptuiască programul arătat. Această luptă nu poate fi însă dusă împreună și sub conducerea unor pături capitaliste, chiar dacă ele se găsesc in opoziție relativă față de capitalul financiar stăpânitor. Aceasta luptă nu poate fi dusă de țărânie decât in unire cu muncitorimea dela orașe, iar guvernul care să fie o cheazășie pentru înfăptuirea programului arătat trebuie să fie un *guvern al celor ce muncesc* in fabricii și pe ogoare, cu brațul și cu mintea, adică un Guvern Muncitoresc-Țărănesc. Acest guvern poate fi însă numai rezultatul *frontului unic muncitoresc-țărănesc*.

Frontul unic muncitoresc-țărănesc! — iată lozinea sub steagul căreia chestiunea agrară și țărănească poate fi in România definitiv dezlegată in favoarea masselor largi țărănești.

I. Mateescu

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## МАЛА АНТАНТА И ЈОАХИМОВСКА КОМЕДИЈА

Београд, крајем маја.

Од 13 до 15 маја о. г. одржан је овогодишњи састанак Мале Антанте (Југославије, Чехословачка, Румунија) у знаку Тиранског пакта, мадарско-италијанског уговора, анексије Бесарабије од стране Румуније и укидање војне контроле над Бугарском и Мађарском.

О историји Мале Антанте није потребно много писати. Створена је 1921 г., дакле пре шест година као непосредна гаранција чувања политичког status quo-a у средњој Европи, створеног империјалистичким Версаљским, Тријанонским и Нејским уговорима о миру. Формалном стварању Мале Антанте, претходили су савезни уговори између Краљевине С. Х. С. и Чехословачке 14 августа 1920 г. и између Румуније и Краљевине С. Х. С. у јуна 1921 г. Мала Антанта била је мртворођенче француског империјализма, да као таква преставља и спроводи политику Француске у централној Европи и на Балкану.

Мађарска и Бугарска морале су се држати у шаху, прва поготову ради опасности повратка Хабсбурговаца.

И, колико је она у ондашњој ситуацији донекле претстављала известан политички фактор, убрзо се показала, упоредо са слабљењем утицаја француске политике у корист Енглеске, сва њена апсолутна слабост. У току ових неколико година постојања Мале Антанте изменила је империјалистичка Европа битно своје дипломатско лице. Побеђена Немачка престала је да игра по команди Лондона и Париза, благодарећи немачкој социјалдемократији и њеним државотворним и конструктивним политичарима и државницима (за рачун немачког капитализма и буржоазије!) данас Немачка понова ступа у ред великих империјалистичких сила. Италија у договору са Енглеском, успева да ојача свој спољно политички престиж на рачун Француске у средњој Европи и на Балкану. Тирански пакт, румунско-италијанско пријатељство, итало-мађарско пријатељство, итало-бугарско пријатељство, и разне друге конвенције трговачко-политички карактера јасно доказују горе постављењу чињеницу.

Мала Антанта тињала је политички кроз овај низ година да се у мају 1927 г. угаси, крај свих инјекција са стране и «једнодушних» платонских комуника. На дневном реду била су стављена следећа главна питања: **итало-југословенски конфликт, итало-маџарски уговор и односи са Совјетском Унијом.** После тродневног већања у луксузном Палас-Радијум Хотелу изашли су Митилинеу, Бенеш и Маринковић пред јавност да објаве свету резултате у заседања Мале Антанта. У својим експозејима уочавала се очигледно, крај свих дипломатских фраза о «сагласности» интереса ових трију држава, **она црвена нит интересних супротности** и тежња да се средиште политике Мале Антанта **у будуће има пренети на економски терен.** Политичка делатност постаје другостепена у тренутку кад Велике Силе развијају на целој линији све већу активност, у циљу формирања једног антисовјетског блока — што доказује и посета председника француске републике Думерга и Бријана у те дане у Лондон. Сва три горе набачена питања решена су у смислу «примања к знању», без било које енергичне демонстрације против агресивног италијанског империјализма и ако је Мусолини баш у за време заседања Мале Антанта публиковао преко агенције Стефани декларацију о измени нота између Италије и Албаније следеће садржине: «Влада Италије и Албаније у случају да буду позване заједно или засебно од једне или више страних сила за вођење преговора о тумачењу и примени Тиранског пакта, или о учешћу неког трећег у том пакту или о односима између Италије и Албаније, изјављују да ниједна од двеју влада неће пристати на такве преговоре без претходног консултовања о тој ствари између Италије и Албаније, и без у преговорима.»

Једи потребан био још изразитији речник италијанског империјализма у тренутку заседања у Јоахимову? Ако се томе још узме у виду и чињеница, да ниједна држава из т. зв. Мале Антанта **није претходно питана** приликом доношења одлуке о укидању војне контроле за Маџарску и Бугарску — значи да је она престала и формално да значи ма **какав политички фактор** за велике империјалистичке силе. Напротив они су је сами саранили у колико су је искористивале, **уводећи Маџарску и Бугарску** постепено у положај озбиљних конкурентата, против првобитних савезника.

Отуда се манифестовала у Јоахимову једнодушна жеља за добрим односима са Маџарском, нудећи јој пријатељску руку у намери да се Маџарска привуче за «политику» Мале Антанта, прелазећи преко свих горких пијула које је прогутала Мала Антанта ради ње. **Нуђења јој је и економска кооперација...** ала граф Бетлен, Бурко и Љапчев весело трљају руке и не

осврћући се на пријатељство Мале Антанта, они су себа сами прокрчили пут до Лондона, и Рима. По питању признања Совјетске Уније конференција Јоахимовска оставља слободне руке сваком поједином члану Антанта, тако су гласиле директиве Париза и Лондона.

Из свега овога повучи један биланс није тешко. Осим платонских изјава да Мала Антанта још «жива» није се друго могло ни очекивати. И то у толико живље, у колико је степени распадања тога организма већи.

После свога повратка у Београд, Маринковић је поновио пред новинарима оне исте фразе које су се и у Јоахимову чуле. Упитан од новинара о резултатима конференције, он је наглашио уобичајну сагласност Бенеша, Митилинеу-а и њега по свима питањима и подвукао економски моменат сарадње, који је скициран у Јоахимову. Треба омогућити извоз чехословачког угља, јер криза производње угља бива у Чехословачког угља, треба се позабавити питањем царинских ставова, треба тражити излаз из ове економске кризе... биле су мисли југословенског министра спољних послова.

На питање око признања Совјетске Уније, Маринковић је свакако да стекне што бољу репутацију код Чемберлена и да се што више «популаризише» одговорио оном истом дубоком и мисаоном аргументацијом, коју је дао ту скоро у београдској «Политици» неки Даљни у својим чланцима «Руски Проблем», како ми ни пре рата нисмо имали неких тешњих трговачких веза, а камо ли данас — осим да тргујемо брошурама (!). У тој се изјави огледа потпуна државничка и дипломатска концепција и дубина схватања руског проблема од стране «нај-бољег» југословенског дипломате.

Нема сумње да радни народ Југославије сасвим другачије мисли о таквом сватању г. Маринковића и империјалистичко-империјалистичке буржоазије коју он представља.

Овом отвореном изјавом великокрспска владајућа буржоазија доставила је до знања Чемберлену и Поенкареу да се отворено ставља у антисовјетски блок, имајући је у виду за даље акције. Само се она љуто вара. Кључ ситуације крај све власти, насиља и терора, јесте у рукама широких радних маса вароши и села. Оне ће решавати о својој даљој судбини, а никако Маринковић и Чемберлен. И у колико се више спремају велике империјалистичке силе заједно са разним Маринковићима за нове ратове, у толико ће моћнији, силнији бити ударац радног народа широм целог света — да претвори нови светски империјалистички рат у ослободилачки рат радног народа и учини једном за свагда крај империјалистичко-капиталистичком поредку.

Димитрије Јовановић

Adresse du journal  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

## SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,  
5 et 60 cents pour tous pays restants

### Texte français (1345—1356)

#### Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

Fan S. Noli

Paul Louis: La réunion de la Petite Entente et la crise balkanique

Dimítrije Jovanovitch: La Petite Entente et la comédie de Joachimov

D. VI.: La reprise et les horreurs des procès politiques en Bulgarie

G. Kazanovsky: Les « élections » législatives en Bulgarie. — La terreur blanche féroce renforcée

I. Mateescu: La question agraire et paysanne en Roumanie — VI. (fin)

Vladimir Opintch: L'offensive « culturelle » contre la Bessarabie

Marka Gouri: L'Angleterre impérialiste et la catastrophe du peuple albanais

Melngos: La bénédiction du roi en Grèce

Lettre ouverte de l'Association Populaire des Étudiants Macédoniens de Vienne

Ante Bosnitch: Le spectre de la famine en Herzégovine

L'anniversaire de la mort de Gotsé Delcheff

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

### Texte allemand (1357—1359)

Eine wichtige Deklaration der albanischen Führer

### Texte albanais (1359—1361)

Rodhja: Imperializma italjane ne Balkan

### Texte bulgare (1361—1365)

Една важна декларация на албанските водители

G. Тинковски: Тракийска народна револуционна организация

### Texte grec (1365—1366)

G. Καζανόβου: Γενική ἀμνηστία γιὰ τοὺς φυλακισμένους καὶ τοὺς πολιτικούς φυγάδες τῆς Βουλγαρίας.

### Texte roumain (1366—1367)

I. Mateescu: Chestiunea agrară și țărăneasă în România

### Texte serbe (1367—1368)

Димитрије Јовановић: Мала антанта и жоахимовска комедија

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Wrba, Arbeiter, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.  
Imprimerie Adolf Holzhausen, Wien VII.

Propagez la Fédération Balkanique!  
L'organe des peuples opprimés des Balkans!